

UNIVERSITÉ DE YAOUNDE I

FACULTÉ DES ARTS, LETTRES ET
SCIENCES HUMAINES

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES, SOCIALES ET ÉDUCATIVES

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND
SOCIAL SCIENCES

POSTGRADUATE SCHOOL FOR
SOCIAL AND EDUCATIONAL
SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR
SOCIAL SCIENCES

**Pratiques agropastorales et conflits
intercommunautaires dans les zones rurales au
Tchad. Cas de la sous-préfecture de Baïkoro :
Analyse historique (1990-2021)**

Mémoire présenté et soutenu publiquement le 4 Octobre 2024 en vue de
l'obtention du Diplôme de Master en Histoire

Spécialisation : Histoire des Relations Internationales

Par

BEKIS-MBAYE Roudoumadji

Matricule : 18B727

Licencié en Histoire



Jury composé de

Président	: Faustin KENNE	Professeur titulaire (Université de Yaoundé I)
Rapporteur	: Willibroad DZE-NGWA	Professeur titulaire (Université de Yaoundé I)
Examineur	: FOUAPON ALASSA	Chargé de cours (Université de Yaoundé I)

Octobre 2024

A

Mes parents et à ma chère épouse pour leurs soutiens inconditionnels.

SOMMAIRE

DEDICACE.....	i
SOMMAIRE	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS	iv
LISTE DES ILLUSTRATIONS	vi
RESUME	Erreur ! Signet non défini.
<i>ABSTRACT</i>	viii
INTRODUCTION GENERALE	1
CHAPITRE I : ETUDE SUR LES COMMUNAUTES AGRO-PASTORALES ET LEURS PRATIQUES DANS LA ZONE RURALE	24
CHAPITRE II : MOBILES DE CONFLITS.....	51
CHAPITRE III : IMPACTS DE CONFLITS SUR LES ACTIVITES AGROPASTORALES.....	78
CHAPITRE IV : PERSPECTIVES, SUGGESTIONS, BILAN, ET RESULTATS DE DISCUSSION.	105
ANNEXES.....	134
SOURCES.....	145
TABLE DES MATIERES	151

REMERCIEMENTS

Parvenu à la fin de ce travail, nous marquons notre reconnaissance infinie et nos sincères remerciements à notre directeur, le Professeur Willibroad DZE-NGWA. Notre merci est infiniment en vers lui pour la réalisation de ce travail.

Dans ce même élan, nos remerciements sont adressés à tous nos enseignants du Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I : (Professeurs, Maîtres de conférences charges de cours etc.) Pr Edouard BOKAGNE B., Pr Willibroad DZE-NGWA, Pr Virginie BONGUEN WANYAKA, Pr Faustin KENNE, Pr Georges FUH KUM, Pr BEKONO Cyrille A., Pr David KEMING TCHINDA, Dr Alassa FOUAPON etc. la liste est longue.

Dans cette même optique nos remerciements vont également à l'endroit des centres de documentations et les archives nous où avons puisé les informations à l'instar : le entre Africa Network Against Illiteracy, Conflicts and Human Rigths Abuse (ANICHRA). La Bibliothèque centrale de l'université de Yaoundé I. le cercle Histoire Géographie et Anthropologie. L'archives nationales du Tchad. Bibliothèque du centre de jeunesse de Moundou(Tchad), Bibliothèque de l'Association Tchadienne de Non-Violence (ATNV) etc. Notre gratitude va également aussi à l'endroit de nos cher(es) informateurs et informatrices.

Sur le même ordre d'idée nos remerciements incommensurables vont en vers nos parents.

Notre père NOUDJIGOTO Joseph et à la mère NOUDJIDENE Eunice, DJEKOIBE Jérémie, DJEKOILO Gabriel ainsi qu'à notre tante MAIGUEDJE Marie

MBAINAISSEM Moise, MILAMEM félicité, DJENAISSSEM Zacharie, Djero Malachie, NGONDIONLEMGOTO Haroun, BETOUDJI Jacob. Pour leur amour, leur soutien et les efforts consentis pour notre travail présent.

Nos remerciements vont à l'endroit de nos amis, Benjamin ASSEMRA, DJEDANEM Casimir, HOUDALBAYE Didier, DJIKOLMBAYE Urbain, MASDE Guidel, MBAINDIGUISSEM Mardoché, ainsi qu'à ceux qui n'ont pas été mentionné, nous leur disons merci infiniment.

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ANADER : Agence Nationale d'Appui au développement

ANT : Armée Nationale Tchadienne

ATNV : Association Tchadienne à la Non-Violence

BET : Borkou Ennedi Tibesti

CCFAN : Comité de Commandement de Force Armée du Nord

CEECAC : Communautés Économiques des États d'Afrique Centrale

CEMGA : Chef d'Etat-major Général des Armées

CMT : Conseil Militaire de Transition

CNPS : Caisse Nationale de Prévoyance sociale

CNR : Conseil National de Redressement

CNT : Conseil National de Transition

COM ZONE : Commandant de Zone

CONDIRECT : Convention Nationale pour le Dialogue et le Règlement Pacifique des Conflits au Tchad

DRH : Direction des Ressources humaines

EUFOR : Union Nationale pour l'indépendance et la Révolution

FAN : Force Armée du Nord

FIDH : Fédération Internationale pour les Droits Humaines

FROLINAT : Front de la Libération Nationale du Tchad

FUN : Front Uni pour le Changement

GP : Gardes Présidentielles

HCDH : Haut-commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme

INSEED : Institut National de la Statistique des Études Économiques et Démographiques

LTDH : Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme

MDJT : Mouvement Démocratique pour la Justice au Tchad

MINURCA : United Nations Mission in the Central African. Republic

MPS : Mouvement Patriotique du Salut

OIF : Organisation Internationale de la Francophonie

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

OUA : Organisation de l'unité Africaine

PTF : Partenaire Technique Financier

PLD : Parti pour les libertés et le Développement

PPT : Parti Progressiste Tchadien

RCA : République Centrafricaine

RDP : Rassemblement pour la Démocratie et le Progrès

RGPH : recensement général de la population de l'habitat

SES : *Social Ecological Systems*

SN : Société Nationale

UA : Union Africaine

UE : Union européenne

URSS : Union des Républiques Socialistes et soviétiques

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation

OCHA : *Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*

PIB : produit intérieur brut

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Photos

Photo n° 1: des jeunes Sara initiés	25
Photo n° 2: photo famille lors de la cérémonie traditionnelle	31
Photo n° 3: les troupeaux au tour d'un champ de mil non recolte	56
Photo n° 4: agriculteurs dans le canton Donia arrêtés apres la tension violente	79
Photo n° 5: Bagarre entre les voisins du champ pour les limites de parcelles	81
Photo n° 6: prise pendant la période de la maladie à Corona virus en mars 2020	97
Photo n° 7: beligerants apres le conflit éleveurs agriculteurs	101

Figures

Figure n° 1: carte de localisation de peuple toubou (gorane)	28
Figure n° 2: Carte de végétation	40

Tableaux

Tableau n° 1: Classification des activités et des producteurs	38
Tableau n° 2: dégât de conflit a Mengalang	89

Résumé

Le sujet sur : ‘ ‘ pratiques agropastorales et conflits intercommunautaires dans les zones rurales au Tchad. Cas de la sous-préfecture de Baikoro de 1990 à 2021 est subdivisé en quatre chapitres. Le chapitre I présente les activités agropastorales ; le chapitre II focalise sur les facteurs et causes. Le troisième s'appesantir sur les impacts et enfin le dernier propose les solutions. Les conflits intercommunautaires au Tchad sont devenus fréquents et parfois meurtriers. Comment peut-on les gérer et promouvoir la paix ? Les agriculteurs autochtones sédentaires accusent souvent les éleveurs nomades arabes de saccager leurs champs en faisant paître leurs animaux. Les puits sont également un point de tension, car ils sont souvent surexploités par les éleveurs. A cet effet ; il s'ajoute les conflits de parcelles entre les agriculteurs eux-mêmes. Les autorités ont pris des mesures pour tenter de résoudre ces conflits, notamment en impliquant les chefs coutumiers des communautés concernées. Aussi en procédant au désarmement des civils. C'est ainsi pour trouver un résultat nous avons effectué la descente sur le terrain. Cependant, malgré ces efforts, ces conflits continuent de causer des pertes humaines et des tensions dans la région. Ces conflits se déclenchent souvent par les activités agricoles et pastorales. Des différentes communautés qui utilisent les mêmes ressources naturelles. Notamment les terres ; le pâturage ; l'espace et l'eau. Enfin ; les conflits dont-on parle ; tour au tour des éleveurs et agriculteurs. Ces conflits sont souvent meurtriers et nécessitent des mesures de résolution pour assurer la coexistence pacifique des communautés rurales. Les conséquences sont dévastatrices.

Mots clés : Conflit – Eleveurs – Agriculteurs – Communautés – Tchad

Abstract

Our theme which concerns : “agro-pastoral practices : inter-community conflicts is subdivided into four chapters, of which chapter I presents agro-pastoral activities ; Chapter II is based on factors and causes ; the third focuses on the impacts and finally the last proposes solutions. Intercommunity conflicts in Chad have become frequent and sometimes deadly. These conflicts are often caused by the agricultural and pastoral practices of different communities who use the same natural resources, notably land ; grazing ; space and water. Sedentary indigenous farmers often accuse Arab nomadic herders of ransacking their fields by grazing their animals. Herders seek to ensure access to the natural resources needed for their herds, while farmers seek to protect their cultivated lands. Wells are also a point of tension, as they are often overexploited by herders. For this purpose ; Added to this are plot conflicts between the farmers themselves. The authorities have taken measures to try to resolve these conflicts, in particular by involving the traditional leaders of the communities concerned and by disarming civilians. However, despite these efforts, these conflicts continue to cause human losses and tensions in the region. Finally ; the conflicts we are talking about ; turn to breeders and farmers. These conflicts are often deadly and require resolution measures to ensure the peaceful coexistence of rural communities. The devastating consequences, leading to the destruction of property and livelihoods, as well as massive population displacements.

Key Word : *Conflit – Breeders – Farmers – Communities - Chad*

Introduction générale

I - Contexte historique

Le Tchad, par son environnement naturel, sa composition humaine et sa culture, est un pays à vocation agro-pastorale. Son économie repose exclusivement sur ces deux secteurs qui participe pour 40 % au PIB¹. La dégradation des écosystèmes s'est fortement accentuée ces dernières années sous les effets conjugués de plusieurs facteurs dont les plus marquants sont : la baisse de la pluviométrie, l'accroissement rapide de la démographie et les modes de gestion des ressources de base. Cette dégradation s'est traduite, pour la plupart, des situations par une stagnation, voire une réduction du rendement agricole et une diminution de quantité de ressources fourragères².

Ces facteurs ont agi profondément sur les pratiques agropastorales, l'augmentation des surfaces cultivées en lieu et en espace des anciens pâturages, descente massives des éleveurs transhumants de la zone septentrionale vers le sud du pays et la nouvelle forme de mobilité spatiotemporelle des ressources pastorales et hybrides³. Cette dynamique ne va pas sans poser de problèmes socio-économiques. Les relations entre les sociétés d'agriculteurs et éleveurs précédemment marquées par un certain équilibre reposant sur la complémentarité sont devenues désormais conflictuelles et concurrentielles dans la gestion des ressources naturelles et de l'espace.

Ces phénomènes sont devenus ordinaires de nos jours partout sur le territoire national et la sous-préfecture de Baïkoro en est une de victime. Ainsi ces conflits sont devenus ces dernières années de plus en plus fréquents, puis meurtriers. ces affrontements sont le prolongement logique de pratiques de corruption qui sont apparues, surtout depuis le début des années 1990⁴, dans un milieu d'abord scolaire, religieux et politique. Devenir couramment conflit éleveur et agriculteur, dans le sud du Tchad en général et la sous-préfecture de Baïkoro est devenu un milieu de théâtre conflictuel. Ces types de conflits ont cependant en commun d'être, le plus souvent de manière inconsciente, sous-tendus par des représentations si fortement

¹ Ministère de l'élevage, "plan national de développement de l'élevage, PNDE 2 2017-2021"

² S. Pabamé, "le conflit Agriculteur/Éleveur dans la zone soudanienne, le cas du moyen Chari au sud du Tchad" : mémoire du DEA soutenu en 2000 à l'université de Toulouse le MIRAIL.

³ A., Marty et Al, rapport d'étude, "République du Tchad – Agence Française de développement" juin – septembre 2010

⁴ L'on remarque qu'il se germent toujours de ressentiment entre les communautés. Et la faveur du pouvoir central en vers les communautés pastorales. A cet effet l'Etat est devenu instable dans tous les domaines. Puis certains chefs d'administration se sont appuyés sur les clivages Nord-Sud. Ceci a renforcé l'aspect ethnique et donne libre cours à des nombreuses rivalités.

négatives de l'autre qu'un banal événement peut rapidement déclencher un réflexe communautaire et déboucher sur des heurts violents. On doit cependant constater que, jusqu'à présent, ces tentatives du vivre ensemble n'ont guère été couronnées de succès

Outre, depuis une décennie le conflit entre les deux groupes sociaux se multiplient, dégénèrent et parfois en affrontement sanglant et meurtrier. Toutefois la gravité des conflits varie d'une région à une autre. Dans la région du Logone oriental en général et en particulier dans le département des monts de Lam, puis dans la sous-préfecture de Baikoro dont la présente étude concerne. Les conflits éleveurs - agriculteurs sont récurrents et dans toutes saisons

Malgré la période de paix relative que connaît le pays depuis une vingtaine d'années après une très longue période de guerre, les affrontements meurtriers entre gens du Nord et ceux du Sud sont devenus courants⁵. La violence s'est peu à peu banalisée au point que ses diverses manifestations, sur lesquelles nous reviendrons en détail, font désormais partie du quotidien aussi bien en ville qu'en milieu rural, et sont désormais perçues par beaucoup comme relevant du fonctionnement normal de la société.

Au Tchad, l'élevage et l'agriculture sont les activités principales pour le revenu du pays. L'élevage, principalement concentré dans la zone sahélienne, si l'on se repère aux estimations du service de l'élevage, le cheptel bovin du pays comptait 4,5 millions de têtes à partir des années 1970. La majeure partie de cette activité se trouvait à cette époque dans la zone sahélienne notamment Batha, Chari Baguirmi, Kanem, Lac, Ouaddaï etc. En ce moment les préfectures du sud n'étaient évaluées qu'à moins de 100.000 têtes. Cette activité intervenait dans un climat caractérisé par une courte saison de pluie (juin à octobre) et une longue saison sèche (novembre à mai). Les éleveurs disposaient de l'hivernage des pâturages verts et des mares temporaires qui engraisent le troupeau et augmentent la production de lait. En saison sèche par contre, les pasteurs partaient à la recherche de pâturage et d'eau. Au fur et à mesure qu'avance la saison sèche, les hommes et troupeau poursuivent leur descente vers le sud, la zone cultivable. Entre temps, le déplacement des pasteurs ne causait pas vraiment de problèmes entre les deux groupes sociaux ; il y avait la totale compréhension entre les éleveurs et cultivateurs. Ces deux communautés échangeaient aussi souvent que l'éleveur donne du lait à cultivateurs en échange du mil ou sorgho ou encore les arachides. Ainsi que tissaient de

⁵ Ces conflits récurrents entre éleveurs agriculteurs endeuillent presque chaque famille et détruisent les biens. Cette situation préoccupe les religieux et traditionnels du pays. Cela a été annoncé dans le message adressé à la nation en 2020 que ces conflits tuent plus que la maladie à coronavirus.

relations amicales, c'est du vrai vivre ensemble. Il y avait aussi en ce moment d'autres mouvements qui avaient pour objectif de faire bénéficier les animaux d'eaux ou des terres patronnées durant la saison de pluie ou de grande chaleur. Il faut aussi noter qu'en ce moment existait la cohabitation totale. Mais dans les années 1979 et 1982 avec l'arrivée à la magistrature suprême de Hissein Habré puis en 1990 avec l'arrivée du feu président Idriss Deby au pouvoir c'est le début des conflits. Désormais c'est la division entre ces deux parties de sociétés⁶.

I-1 Contexte de l'étude

Le département des monts de Lam en général et en particulier la ville de Baikoro ont connu à l'orée des années 90, des sanglants affrontements. Les Ngambaye, les zaghawa, Gourane etc. engagées dans une compétition hégémonique pour la conquête et le contrôle des terres. Alors qu'à la faveur de l'ouverture démocratique, des nouvelles règles du jeu s'imposaient aux acteurs. Certaines profitèrent des avantages démographiques en ressources financières. D'autres de conquête démocratique pour avoir la position dominante sur le plan local.

I- 2 - Contexte national

Au Tchad, il est régulièrement fait état d'affrontement entre communautés⁷. Mobilisées et opposées dans des joutes violentes sur le fondement de rivalités ethniques. Leur ampleur et leur impact sont variables. Ils dépendent fortement du contexte, des enjeux et de la capacité de l'Etat à préserver l'ordre public. Mais il faut en apprécier l'intérêt en se rapportant aux risques que de tels conflits comportent en contexte d'Etat fragile⁸. Dans la mesure où au-delà de leur violence intrinsèque, et loin de procéder d'une adversité ontologique entre communautés opposées. Ces conflits sont davantage symptomatiques des carences de l'Etat en matière de gouvernance

II - Raison du choix du sujet

Le choix du sujet de notre recherche relève d'un constat que nous avons fait du phénomène récurrent. Les deux principales raisons qui le sous-tendent sont d'ordre personnel et scientifique.

⁶ C., Couty, *paysan Sara et éleveurs arabe dans le sud du Tchad*, 1996

⁷ P., Sougnabe et *Al conflits éleveurs-agriculteurs au Tchad*, 2002

⁸ N., Reounodji, *la guerre entre les pasteurs nomades et les agriculteurs au sud du Tchad*, 2000

La motivation d'ordre personnel a été initié lors de notre vécu dans la zone. Ce choix nous donne l'aspiration sur ce sujet. Par conséquent, l'influence de la récurrente violence dans la ville, le conflit de parcelle, conflit de limite des champs et autres faisant souci majeur. C'est ainsi, nous avons pensé pouvoir en apporter, contribuer ou proposer quelques solutions.

La motivation scientifique résulte du fait qu'une grande partie des travaux a été essayé par plusieurs personnes avant. Mais en réalité nous a donné l'envie de chercher est au cœur. Ces recherches seraient consacrées à la problématique des violences et guerres d'intérêt. Soit d'essence politique et/ou culturelle. Ceci rend par conséquent ardu a tout effort de recherche à l'orientation historique. Notre souci est de donner à cette question une analyse à dimension historique. Ceci passe par la mise en exergue des facteurs qui suscitent ces conflits, le refus du vivre ensemble et l'impact de ces conflits intercommunautaires sur le développement et la situation sécuritaire dans le département des monts de Lam en général et la ville de Baïkoro particulièrement. Pour ce faire, ce travail se veut une restitution des faits tels qu'assorti d'une analyse critique. Cette recherche regorge un intérêt considérable pour la société scientifique d'une part et d'autre part pourra apporter un changement au sein des communautés en conflits.

Aussi le constat part également du fait que depuis 1990, année à laquelle marque la région du Logone oriental comme le théâtre des conflits. Eleveurs agriculteurs, l'insécurité des populations du sud. les enlèvements et des guerres civiles⁹. Ces phénomènes contribuent à la pauvreté et à la famine a la population dans cette zone du sud. Les populations croupissent dans la misère extrême pauvreté sans secours. Du point de vue académique et d'actualité, c'est un devoir pour tout étudiant en cycle de recherche de participer à la recherche scientifique à travers un sujet clair et précis. pour apporter sa contribution pour avancer la scientifique en générale et en particulier la recherche historique. D'autres raisons expliquant le choix de ce sujet résidaient dans les faits et des constats empiriques.

III- Intérêt du sujet

Notre sujet qui s'articule sur pratiques agropastorales : conflits intercommunautaires, en observant ce thème, l'on aperçut immédiatement l'absence de paix et de sécurité dans leurs pratiques et gestions. Ce travail vise à décrypter au mieux ces phénomènes récurrents au Tchad, qui empêchent les citoyens tchadiens de vivre en harmonie. Il a pour ambition de contribuer à

⁹ A., Souleymane Abdoulaye, Tchad : "des guerres interminables aux conséquences incalculables, dans guerre mondiales et conflits contemporains", PP 45- 55, 2012.

la production historiographique sur la problématique des violences et guerres civiles conflits intercommunautaires, la question sécuritaire en Afrique en général et au Tchad en particulier.

Il interpelle la communauté politique, socioéconomique, culturelle, religieuse ainsi que la communauté internationale à nourrir davantage d'intérêt pour des relations interafricaines et extra-africaines. Aussi apporte-t-il une contribution aux recherches sur le droit de l'homme que les 'experts' en relations internationales africaines pourraient désormais ériger en question spéciale et urgente. Il interpelle également la population sur les mécanismes de résolution et de prévention des conflits. Et vise-t-il d'essayer de reconstituer le tissu social déchiré. Une meilleure compréhension de ce sujet nécessite sa délimitation thématique, spatiale et temporelle.

IV - Délimitation spatiotemporelle

Le cadre général de cette étude sur les activités agro-pastorales, conflits intercommunautaires s'inscrit dans un champ thématique, spatial et temporel bien précis.

IV- 2- cadre spatial

L'aire géographique dans lequel se déroule cette présente étude est une sous-préfecture de Baïkoro dans la région du Logone oriental au sud du Tchad. Ce choix se justifie par le constat du nombre exponentiel de crimes, de violences, enlèvements etc. D'une part et par le fait que cette ville qui est située dans la zone soudanienne est propice pour beaucoup d'activités d'autre part, et que par conséquent, est le théâtre par excellence des conflits intercommunautaires.

Le département des monts de Lam situe au sein de la région du Logone oriental dans l'extrême du sud-ouest du Tchad, dont le chef-lieu Baibokoum. Cette partie du Tchad, est composée d'environ 4 ethnies à savoir les Mboums qui sont les originaires et seraient migré depuis la cote du plateau de l'Adamaoua dans l'actuel Nord Cameroun pour venir occuper cette partie du pays. Nous avons aussi d'autres ethnies à l'instar des Kohs, des Laka ethnies proches des Ngambaye, ainsi que les Maingao etc. il comprend une population environ 9,450 habitants, dont 5 sous-préfectures notamment sous-préfecture de Baibokoum, Laramanaye, Bitoye et Bessao. Ce département est une ancienne sous-préfecture depuis 1917 pendant la période coloniale. Elle est devenue chef-lieu du département en 2002 l'année à laquelle notre sujet prend l'un de ses angles. Alors pour bien comprendre la circonscription de cette zone, nous avons effectué la descente sur le terrain où ça nous a facilité mieux la tâche.

IV- 3. Délimitation temporelle

Dans le cadre de ce travail, deux bornes chronologiques sont consacrées à notre étude. La période qui nous concerne va de 1990 – 2021. Le choix de cette fourchette chronologique s'explique par l'unité organique des événements qui se succèdent au cours de cette période.¹⁰

L'année 1990 marque l'arrivée à la magistrature suprême du feu Idriss Deby originaire de l'extrême nord Tchad, en cette date, le Tchad est entré dans une histoire de sa sécurité sombre par les conflits communautaires qui finissent enfin par le coup d'État et donne l'occasion à la rébellion.

Cependant, le pouvoir central est devenu autoritaire sous l'apparence de la démocratie qui agit en plus de faveur envers la communauté musulmane au détriment de la celle chrétienne.¹¹ Par conséquent, le sud du Tchad en général et la sous-préfecture de Baïkoro en particulier sont plongés dans l'immense insécurité de la population, l'insécurité alimentaire, la pauvreté, la famine les viols etc.

Quant à l'année 2021, marque-t-elle une période de recrudescence des milices armées non-étatique, les conflits intercommunautaires et bien d'autres dégâts dans la région du Logone oriental et occidental ainsi que d'autres zones de région du sud du Tchad. Ces dégâts et bien d'autres événements, ont entraîné des mouvements importants, des populations fuyant les zones de conflit. Celles-ci vont migrer vers les pays voisins à l'exemple du Cameroun.¹² Phase où les éleveurs – agriculteurs, dont l'antagonisme a mis les populations du sud du Tchad en débandade. En effet, durant tout cette période la région du sud en général et particulièrement le département des monts de Lam sont devenus le théâtre et l'échiquier des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs et qui a installé la pauvreté et la misère dans cette partie du pays.

V- Clarification conceptuelle

L'une des principales exigences de tout travail qui se veut scientifique, surtout dans le domaine particulier des sciences humaines, réside dans la définition des termes. Cette exigence

¹⁰ F. Mbaiwatoré, "gouvernance foncière et développement local dans le département de Ngourkosso au Tchad : cas de la sous-préfecture de Benoye" mémoire master 2, 2022, p.7

¹¹ Beaucoup d'écrivains mettent l'accent sur ce phénomène, qui, prêtant mythe ou réalité. Ce conflit Nord-sud qui hante nos faits et gestes quotidien, trouve son fonctionnement, ses explications ou ses causes dans plusieurs antagonismes dans notre société. Parmi ces derniers, qui nous éclaircis et retiennent plus notre attention, se sont les mouvements des éleveurs et agriculteurs, ont pris ces derniers temps des proportions inquiétantes.

¹² O. Edjimbi Ngotong, " le problème des réfugiés africains de 1960 -1980, approche historique", Mémoire de maîtrise d'Histoire, 1991, p. 2.

constitue comme un préalable sine qua non de toute recherche d'ordre historique¹³. C'est d'en ce sens que Robert Marichal souligne :

Un historien ne doit jamais aborder l'histoire d'une idée ou d'une institution sans faire méthodiquement et exhaustivement l'histoire des mots par lesquels on l'a exprimée ou désignée, et cela...non pas hâtivement en feuilletant les lexiques, mais par sondage, naturellement, dans les textes même¹⁴.

Notre thème porte sur les "pratiques agro-pastorales, source de conflits intercommunautaires et développement local au Tchad. Cas de la sous-préfecture de Baïkoro de 1990 – 2021" ce sujet, constitue quelques concepts que nous allons essayer de définir. Et aussi pour que tout travail scientifique soit mieux réalisé et compréhensible il est nécessaire de clarifier les mots ou concepts clés. Ainsi dans une étude comme celle-ci et surtout dans la problématique de conflit et d'interrelation entre les cultivateurs et les éleveurs dans la région du Logone oriental en général et en particulier dans le département des monts de Lam puis dans la ville de Baïkoro, depuis les années 1990 il n'y a pas de moindre collaboration entre les communautés voisines qui décident volontairement de ne plus pacifier leurs activités dans le territoire au sud du Tchad¹⁵.

Alors il s'avère nécessairement dans ce travail de donner les définitions explicatives sur la notion des activités agro-pastorales, conflits intercommunautaires et développement local au sud du Tchad en général et la sous-préfecture de Baïkoro en particulier. Ainsi pour le faire il faudrait intégrer les notions dans le temps et dans l'espace afin de pouvoir rendre effectivement compte de la réalité qui voudrait exprimée.

À partir de là, nous avons deux types de concepts retient l'attention du présent travail. D'une part, les concepts tangibles : activités, activités agro-pastorales, conflits, conflits intercommunautaires, développement, développement local, développement durable. Et d'autre part les concepts intangibles : violences, guerres civiles, réfugiés, couloir de transhumance, insécurité, sous-développement, paix etc.

¹³ F. Kange Ewane, *semence et moisson coloniales. Un regard d'africain sur l'histoire de la colonisation*, Yaoundé, édition CLE, 1985, p. 86.

¹⁴ R. Marichal, " la critique des textes", in *l'histoire et ses méthodes*, (s/d) Charles Samara, Paris, encyclopédie de la Pléiade, 1961, p.1326.

¹⁵ L'antagonisme nord-sud qui fait à ce qu'aujourd'hui l'on voit plutôt la domination du nord musulman sur le sud chrétien. Cela a été appuyée par l'aide de l'ancien maître colonial.

Activités : est un ensemble des phénomènes par lesquels se manifestent certaines formes de vie, un processus, un fonctionnement¹⁶. Au second sens, l'activité est une action d'une personne, d'une entreprise, d'une nation dans domaine précis¹⁷.

Au sens large, l'activité est une revue électronique en libre accès qui se focalise sur le concept "activité" dans les milieux du travail universitaire et de l'intervention¹⁸

Travail comme activité : l'origine du mot activité ou travail, au terme préliminaire, suggère l'idée d'assujettissement, torture. L'étymologie de ce mot renvoie au latin " tripaluim" qui veut dire instrument de torture¹⁹. Ainsi, les hommes se sont soumis à la nécessité de travailler pour produire les biens dont ils ressentent besoin en quantité insuffisante. Dans son sens, le travail désigne l'ensemble des activités humaines visent à produire des biens et des services²⁰.

Activités agro-pastorales : situé entre le Sahara et l'Afrique équatoriale, le Tchad est un pays à vocation agro-pastorale. On estime que 80% de sa population est rurale dont elle dépend de cette activité qui est l'agriculture et l'élevage.

Ainsi, l'activité agro-pastorale désigne une exploitation, une activité professionnelle ou quelque chose qui **est** en lien à la fois avec l'agriculture, mais aussi avec la pratique de l'élevage²¹.

Exemple : Son activité agro-pastorale lui suffisait pour faire vivre sa famille.

Agriculture : d'après le dictionnaire Larousse de 2013 est un processus par lequel les êtres humains aménagent leur écosystème et contrôlent le cycle biologique d'espèces domestiques dans le cadre de produire des aliments et d'autres ressources utiles à leurs sociétés²². C'est aussi un ensemble des travaux dont le sol fait l'objet en vue d'une production végétale et les activités développées par l'homme dans un milieu biologique et socio-

¹⁶ L'activité comme le travail, lui-même a changé le sens de la situation métaphysique dont issu. Il est en même temps signe d'aliénation et de liberté. Ainsi Jean Lacroix l'a dit " remède à cette aliénation"

¹⁷ L'activité est un acte humain par excellence, l'expression concrète de notre intelligence et vde notre liberté. C'est ainsi dans la pensée philosophique, Henry Bergson, définit l'intelligence elle-même comme aptitude à fabriquer des outils (le travail d'intelligence d'homo sapiens est d'abord homo faber). Cette intelligence n'est pas seulement la transformation quelconque mais, c'est la transformation intelligente de nature pour survivre c'est pourquoi dans la d'ordre d'idée Auguste Comte affirmait que, le travail ou l'activité, " c'est la modification utile du milieu extérieur opéré par l'homme"

¹⁸ Journals.openedition.org. Consulter le 6 mars 2023 à 12h30 à 12h45.

¹⁹ " Labor" en latin, qui veut dire labeur ou peine. En effet, le travail exprime l'origine de la servitude de l'homme.

²⁰ Jean Lacroix, " remède à cette aliénation", Descartes, " le travail peut nous rendre maître et possesseur de la nature", Auguste Comte, " c'est la modification utile du milieu extérieur opéré par l'homme".

²¹ www.linternaute.fr>Dictionnaire mise à jour 7 juillet 2021.

²² D'après le dictionnaire français, le petit Larousse 2013.

économique pour obtenir des produits végétaux et animaux qui sont utiles, en particulier ceux destinés à son alimentation. Bref l'agriculture est une activité et un moyen de survie. L'agriculture : correspond à l'ensemble des travaux de la terre qui transforment le milieu naturel pour la production de végétaux et des animaux utiles à l'homme. Au sens, le terme désigne les activités de culture mais aussi l'élevage l'aquaculture et la sylviculture qui exploite les forêts.

Elle suppose la domestication des plantes et des animaux et se distingue donc de la simple cueillette qui, combinée à la chasse et à la pêche aurait la substance des hommes au paléolithique²³. Au Tchad elle représente 80% de la population active.

Elevage : tout comme l'agriculture, l'élevage est l'ensemble des activités qui assurent l'entretien et la multiplication animaux pour l'usage des humains. Pour finir l'élevage est une activité personnelle et professionnelle destinée à la production animale c'est aussi une activité liée à l'agriculture, car dans une ferme, les deux peuvent être liés. Dans ces cas le bétail contribue à produire du fumier, qui est utilisé comme engrais aux plantes et les cultures fournissent l'alimentation pour les animaux. Dans le pays comme le nôtre l'élevage constitue l'une des principales sources de revenus du pays²⁴.

Conflit : le terme conflit implique une opposition entre différents types d'acteurs et d'idées. Ainsi nous avons comme les conflits d'idées, les désaccords entre les parties portent sur les opinions, les intérêts etc.

Du latin *conflit*, le conflit est une opposition entre les personnes ou des groupes, affrontements²⁵. Le conflit est une confrontation, le moyen le plus sérieux de résoudre les différences d'intérêts, d'objectifs, de points de vue, qui se produit dans le processus d'interaction sociale, consiste en l'opposition des participants à cette interaction et s'accompagne généralement d'émotions négatives, passant par au-dessus des règles²⁶

conflit est défini par Robbins/Coulter²⁷, en tant que différences incompatibles perçues qui entraînent une ingérence ou une opposition, conflictos ils sont des faits naturels de

²³N. Fernand, Initiation aux faits économiques et sociaux : croissance et développement (fin)

²⁴Ce secteur réalise plus de 30% de l'exportation pour le pays. Et est pratiqué par une grande partie de la population du centre et celle du nord selon le type familial. Il faut noter que compte tenu de conditions climatiques du pays hostile, ce secteur choisi le

²⁵ D. Moya ; *approche conceptuelle sur le conflit*, paris 2001

²⁶ *Ibid*

²⁷ R. Coulter 2005 p. 600

la relation entre les personnes dans les organisations et ne peuvent et ne doivent pas être éliminés²⁸.

D'après Chiavenato²⁹ le conflit L'intergroupe designe les désaccords d'opposition et les conflits entre groupes ou équipes, qui surviennent fréquemment dans les relations syndicat-entreprise³⁰.

D'après Vinyamata, le conflit est défini comme conflit elle est connaturales à vie elle-meme, elle est directement liée à l'effort de vivre³¹.

JAJA Walls, Jr., le définit, "Le conflit est le processus dans quoi l'une des parties reçoit quoi l'autre s'oppose ou affecte négativement leurs intérêts. Il conflit est une partie constitutive et inhérente de la nature humaine, et nous avons quoi vivre avec lui au quotidien que cela nous plaise ou non³².

La théorie de conflit il concerne les actions menées par chaque personne ou groupe, une organisation ou une société, au sens large, pour obtenir le maximum d'avantages, ce qui à son tour génère des changements sociaux et politiques et des révolutions.

Le terme de conflit évoque le combat, la lutte un conflit armé ; il suggère la rencontre d'éléments qui s'opposent le conflit entre la raison et la passion, de positions antagonistes l'arbitrage d'un conflit il renvoie souvent à une relation de tension et d'oppositions entre personnes les conflits familiaux. La notion de conflit désigne donc une situation relationnelle structurée autour d'un antagonisme³³

Le conflit est manifeste et ouvert dans le cas d'une révolution, d'une guerre ou encore d'une grève ; il existe aussi à l'état latent. Les théories du conflit considèrent ainsi que dissensions et rapports conflictuels sont constitutifs de l'ordre social. Toute société est faite d'intérêts antagonistes, de divisions et de tensions qui ne se soldent pas nécessairement par des luttes déclarées. Souvent lus sous l'angle de l'antagonisme de classes (Marx, Engels)³⁴, les conflits ne s'y réduisent pas et se jouent sur plusieurs fronts compte tenu du caractère multidimensionnel du monde et de la pluralité des groupes, intérêts et perspectives³⁵.

²⁸ Chiavenato, *approche conceptuelle* 2013

²⁹ *ibid*

³⁰ *ibid*

³¹ Vinyamata, *approche conceptuelle sur conflit* 2001, p 129

³² W. Jaja le conflit est le processus dans quoi l'une des parties et l'autre s'oppose

³³ *Ibid*

³⁴ Georg Simmel, *le conflit*, Paris, Circé, 1908, 1995.

³⁵ A. Lewis coser ; *les fonctions du conflit social* ; paris ; PUF (1956) 1982

Développement : Durant le siècle qui suivit la publication de *La Richesse des Nations* d'Adam Smith, le développement du capitalisme a été au centre de la pensée économique; c'était la préoccupation fondamentale de l'économie politique classique³⁶. Définition du concept de développement La définition du développement implique sa comparaison au concept de croissance. La croissance, selon F. Perroux, « c'est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension : pour une nation, le produit global net en termes réels³⁷ ».

La croissance renvoie donc à l'augmentation du produit. Par contre, « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ». Dans ce cas, les changements de structures sont mis en lumière ainsi que les évolutions sociales qui conditionnent la croissance et la rendent durable. La définition fournie par Ph. Hugon apparaît encore plus précise : « Le développement économique peut se définir comme un processus de changements structurels accompagnant l'accroissement de la productivité du travail sur une longue période. Il est un processus cumulatif caractérisé par la transformation des relations sociales et des modes d'organisation, liés à l'affectation du

Surplus à des fins d'accumulation productive et conduisant à un accroissement de la productivité et à sa diffusion dans un espace donné ». Ainsi, le concept de développement apparaît plus englobant que celui de croissance en ce sens qu'il implique la croissance mais au-delà, met l'accent sur la satisfaction de besoins fondamentaux, la réduction des inégalités, du chômage et de la pauvreté. Le développement ne peut s'opérer sans croissance mais « une croissance sans développement » est envisageable pour certains³⁸.

Le développement local, faut-il s'en surprendre, soulève chez les économistes des positions différentes, voire opposées et surtout bon nombre d'interrogations. Dans un numéro intitulé *Les territoires incertains du local*, Les Cahiers du LERASS (1990) s'interrogent sur l'opportunité de repenser le local. Alors que dans un ouvrage.

Conflit lie à la transhumance : ce sont des conflits liés aux ressources naturelles d'une manière générale et spécifiquement à la transhumance procèdent des désaccords et des différends sur l'accès, le contrôle et l'utilisation des ressources y est relative. Ces conflits naissent souvent du fait que les populations utilisent souvent les ressources à des fins

³⁶A. Touraine ; *production de la société* ; paris ; seuil ; 1973

³⁷ *ibid*

³⁸ P. Hugon *approche définitionnelle* 2014

différentes. Ainsi les différends naissent également en cas d'incompatibilité des intérêts et des besoins des uns et des autres.

Selon le dictionnaire Larousse le couloir est un passage intérieur peu large, servant au dégagement ou à la circulation. Dans le cadre de notre sujet, le couloir se sont des pistes principales et circonscrit pour la transhumance.

La transhumance : selon Wane³⁹ la transhumance est ‘‘un système de production animal caractérise par des mouvements saisonniers de caractère cyclique, d’amplitude de variable. Ces mouvements saisonniers préétablis s’effectuent entre des zones écologiques complémentaires, sous la garde de quelques personnes, dont la plus grande partie du groupe restant sédentaire’’. Aussi la transhumance est définie comme des déplacements des bétails d’une localité a une autre, et ayant quitté les limites de ses parcours habituels, en vue de l’exploitation des points d’eau et des pâturages. C’est cette dernière définition qui nous retient l’attention dans ce travail.

Couloir ou axe de transhumance : est une zone géographique qui regroupe un ensemble de bétail par des mouvements organisés et harmonisés le déplacement des animaux. D’après Sano (2013) c’est également un ensemble d’itinéraires empruntés par les transhumants, définis de manière à maximiser la productivité annuelle du bétail en repérant et valorisant les meilleurs pâturages suivant la variabilité des conditions écologiques, climatique et assurer la suivie du bétail et des familles en s’éloignant ou contournant les zones de crises sociales (insécurité, conflit, famine etc.).

La sécurité : la sécurité est une réalité fuyante. Elle n’est pas l’éradication de l’insécurité ; mais la quête durable d’un mieux-être qui repose sur un équilibre permanemment instable entre espaces ; des forces ; des acteurs de la sécurité et de l’insécurité. Sécuritaire : de sécurité venant du latin *securitas* ; absence de soucis ; tranquillité de l’âme ; dérivé de *securus* exempt de souci ; de crainte ; tranquille. L’adjectif ‘‘sécuritaire’’ qualifie ce qui est relatif à la politique publique ; ce qui a pour objectif de la garantir ; ce qui la favorise⁴⁰.

Cependant ; selon Arnold Wolfers ; la sécurité est un ‘‘concept ambigu’’ si l’on ne répond pas à deux questions essentielles : la sécurité pour qui ; la sécurité pour quelle valeur et par rapport à quelle menace. La première permet de clarifier le référent ou le sujet de la sécurité ; individu ; Etat ; région ; système international etc. la seconde quant à elle concerne le problème

³⁹ Wane, *la transhumance transfrontalière en Afrique de l’ouest*, 2006

⁴⁰ M. Foessel ; *Etat de vigilance : critique de la banalité sécuritaire* ; paris ; le bord de l’eau ; 2010 p. 16

de la sectorisation ; quel secteur (économique ; environnemental ; politique ; social etc. et quelles valeurs sont affectées par l'ébranlement de ces secteurs⁴¹.

VI- La notion de conflit

P. Watzlawick (1981 et al)⁴² explique qu'il y a trois cadres qui définissent les relations : la coopération, la négociation et le conflit.

Le conflit survient souvent suite à un malentendu suivant le cadre où se situe chaque personne ou chaque groupe de personnes. Selon Barriendo (1993)⁴³, deux personnes qui entrent en conflit vivent souvent un malentendu.

Si on s'en tient à la définition donnée par le dictionnaire (1994)⁴⁴ le conflit «est un désaccord ou une lutte résultant d'une opposition d'intérêts ou de points de vue ». Un conflit peut être manifeste (ouvert) ou latent. Les conflits manifestes sont ceux qui opposent ouvertement deux individus antagonistes ou deux groupes antagonistes. Ils peuvent opposer deux antagonistes au sein d'une même communauté (agriculteurs et agriculteurs) ou deux communautés différentes (agriculteurs et éleveurs). Les conflits latents sont des types de conflits qui ne sont pas apparents mais sont souvent les causes profondes des conflits manifestes.

Il est certain que les individus ne sont pas constamment engagés dans des conflits. Cependant, les ressources étant par nature limitées dans un environnement donné, il faut les répartir entre les différentes personnes ou groupe de personnes qui peuvent y prétendre. Ces personnes ne sont pas toujours d'accord sur le bien-fondé de cette répartition. C'est pourquoi, elles décident souvent, lorsqu'elles ont épuisé divers moyens pacifiques, de faire reconnaître leur droit par le moyen du conflit. Le conflit débute généralement par un acte compris par l'un des protagonistes comme une transgression des règles communément admises. Ils ne perçoivent pas leur relation de la même manière. L'un peut avoir l'impression de tendre vers la négociation, l'autre peut, au contraire, le situer dans le cadre d'un affrontement. D'une manière générale, la notion du conflit apparaît lorsque deux individus ou deux groupes d'individus ne perçoivent pas la même chose de la même manière. Le conflit est l'expression d'une crise, d'une rupture, d'un affrontement ou d'un enjeu qui s'est instauré entre les deux acteurs. Les enjeux peuvent

⁴¹Baldwin ; 'the concept of Security' ; in *review of international studies* ; vol 23.1997 ; n°3.

⁴² Watzlawick P., Weakland J.H., 1981. Sur l'interaction. Travaux du Mental Research Institute Palo Alto, 1965-1974. Une nouvelle approche thérapeutique. Paris, Seuil, 495 p.

⁴³ Barriendos V., 1993. 'La gestion du territoire comme source du conflit'. Mémoire DEA, 91 p

⁴⁴ 16 Le dictionnaire de la langue française. Maxi-Poche, Ed. La connaissance, 1995

évidemment être de différente nature : matérielle ou immatérielle. L'accès aux ressources est un enjeu matériel concret pour les agriculteurs et éleveurs et l'honneur ou le prestige d'un chef est un exemple d'enjeu immatériel. Notons que les enjeux peuvent changer à mesure que le conflit se développe.

Les parties en conflit ne se souviennent pas souvent qu'un même objet peut être perçu différemment par l'autre partie. Les points de vue divergents font naître l'incertitude et le doute entre les groupes. Chacune des parties met en doute les arguments de l'autre et les causes du conflit sont systématiquement repoussées sur l'autre. Chacune se retranche dans sa propre position et ce, d'autant plus si le conflit a pris de l'ampleur⁴⁵. Accepter les arguments de l'autre est perçu comme une trahison. C'est en partie la crainte de sembler faible ou ridicule qui empêche les différents groupes d'acteurs de négocier même si leur confiance en eux-mêmes s'est affaiblie.

Or, si chaque individu ou groupe d'individus a pour seul objectif de faire triompher son propre point de vue, cela entraîne une rupture de communication qui fige les négociations. Dans un conflit, plus les individus sont impliqués parce qu'ils sont convaincus du bien-fondé de leur position, plus la situation conflictuelle s'intensifie. En revanche, l'incertitude et le doute s'installent entre les protagonistes⁴⁶.

Si le conflit constitue un problème pour certains, c'est-à-dire ceux qui cherchent des solutions enfin d'améliorer leurs relations, il est aussi une ressource pour d'autres qui en tirent des profits. Surtout ceux qui ne sont pas directement concernés par le conflit. Ils profitent de cette situation conflictuelle pour retirer des avantages divers. Le conflit comporte donc deux aspects : un aspect « problème » et un aspect « outil ». Il faut aussi noter que le conflit peut être, dans sa fonction dynamique, porteur de changement (développement) pour les individus, les groupes ou les institutions tout entière.⁴⁷ Le conflit rétablit de nouveaux rapports sociaux et de nouvelles règles du jeu pouvant être bénéfiques pour les parties en présences. En soi, un conflit n'est ni bon ni mauvais car il ne peut avoir de développement sans qu'il ait opposition des idées ou d'intérêts. Son issue positive ou négative dépend de la manière dont il est géré.

⁴⁵ <https://www.unocha.org> ' "Tchad aperçu des conflits intercommunautaires". Consulté le 17/11/2021 à 15h35

⁴⁶ *ibid*

⁴⁷ <https://repository.uneca.org/handle>, "Les conflits, l'insécurité et leurs répercussions sur le développement au Tchad" ; Consulté le 11/11/2021 à 17h15

VII - Cadre théorique

Pour le français Pierre de GINGRAS ⁴⁸ la théorie est un ensemble de propositions logiquement reliées, en cadrant un plus ou moins grand nombre de faits observés et formant un réseau de généralisations dont on peut dériver des explications pour un certain nombre de phénomènes sociaux. Pour mieux saisir la problématique des conflits agro-pastoraux au sud du Tchad, nous allons parcourir deux théories : le fonctionnalisme et l'intégrationnisme. D'après le théoricien français le conflit est comme une « relation d'antagonisme entre deux ou plusieurs unités d'actions, dont l'une au moins tend à dominer l'autre dans le camp social de rapport » ainsi on peut comprendre que les conflits sont l'expression d'une carence de la société. Les individus s'opposent car celle-ci n'est plus à même de créer du lien social, de faire en sorte que tous ces membres vivent ensemble dans l'apaisement.

Pour DURKHEIM⁴⁹, la société produit naturellement des conflits. Ce dernier précise que l'augmentation du nombre et de l'intensité des conflits doit être étendue comme l'expression d'un défaut d'intégration. Alors le fonctionnalisme est un courant holiste s'inscrit dans le paradigme de l'intégration qui applique à chaque fait social, une ou plusieurs fonctions qui le déterminent. Cette théorie est initiée par Malinowski et Radcliffe Brown, ils démontrent que chaque culture est posée comme une totalité relativement close sur elle-même et que la notion de fonction peut devenir centrale dans la mesure où les institutions de chaque société vont pouvoir appréhender comme remplissent des fonctions universelles au regard de besoin universel. Tout individu qui ne remplisse pas sa fonction mène forcément l'ensemble du corps social à un dysfonctionnement.

Notre question de départ s'organise autour des concepts suivants : les pratiques qui sont de grilles de lecture des stratégies des acteurs, le territoire comme un espace de confrontation entre les différents acteurs qui gèrent le même espace et la négociation pour analyser les dispositions de résolution du conflit. Il s'agit pour nous dans cette partie, de construire un cadre théorique d'analyse des pratiques, du territoire et de la négociation. Tout d'abord, nous allons définir la notion du conflit. Ensuite, nous élaborons un cadre théorique pour expliquer d'une part, en quoi les pratiques et le territoire peuvent être un facteur de déclenchement d'un conflit et d'autre part, dans quelle mesure la négociation peut-être un outil efficace de résolution d'un conflit.

⁴⁸ Y. Gingras ; analyse socio-historique de l'usage du terme "conflit d'intérêt" dans la revue de la science 2006

⁴⁹ Durkheim ; "conflit comme question fondatrice de la sociologie *sociologie du conflit*" 2021 P.33

VIII- Revue de la littérature

Comme le soulignent R. Quivy et Van CAMPENHOUDT :

Lorsqu'un chercheur entame un travail, il est probable que le sujet traité n'est jamais été abordé par quelqu'un auparavant, au moins en partie ou indirectement (...). Tout travail de recherche s'inscrit dans un continuum et peut-être situé dans un ou part rapport a des courants de pensée qui le précèdent et l'influencent. Et lorsqu'un chercheur prenne connaissance des travaux antérieurs sur des objets comparables et qu'il soit explicite sur ce qui distingue son travail de ces courants de pensée.⁵⁰

C'est grâce à cette démarche scientifique que nous allons pouvoir traiter notre thème portant sur les conflits éleveurs-agriculteurs dans le département des monts de Lam ; où notre site de recherche la sousprefecture de Baikoro se trouve ; dans une borne chronologies de 1990 -2022. Pour cela plusieurs auteurs ont d'une manière ou d'une autre abordé la question toutefois traiter notre thème dont nous avons choisi dans le sens que nous voulons. Les travaux des précurseurs qui nous ont servi de fonds documentations ou prérequis dans notre recherche sont dans l'ensemble constitués d'ouvrages publiés, de thèses, mémoires et des articles etc.

Ainsi Souyabé Pabamé⁵¹ dans son mémoire sur le conflit éleveurs-agriculteurs dans la région du moyen Chari et mayo kebbi dans le sud du Tchad, auquel, il a observé le déroulement des faits dans ces deux localités avec critiques. En faisant parcours dans son livre, il nous a relevé beaucoup cas de tueries et de massacres que nous ignorons. Vu à son excellente recherche sur les conflits intercommunautaires au Tchad, que dans l'intention de connaître de plus ce qui passe au Tchad pendant les trois dernières décennies, son ouvrage nous a beaucoup motivé dans cette recherche.

Mohamed Tetemadi BANGOURA ⁵² dans ses recherches en Afrique et plus particulièrement au Tchad met en exergue, la situation dont les populations au sud du Tchad ont connu à travers violence politique et conflits intercommunautaires en Afrique en général et le cas du Tchad en particulier. Mais d'après notre minutieuse lecture nous avons constaté qu'en Afrique en général et au Tchad en particulier, le modèle de conflit ne diffère pas. C'est-à-dire l'idéologie des conflits est pareil. Autrement dit se sont les conflits d'intérêts, conflits familiaux, conflit de la gouvernance foncière, l'accès à la terre etc. Cet ouvrage nous a permis à découvrir les nouvelles réflexions pour notre travail.

⁵⁰ "Manuel de recherche en sciences sociales" 2017

⁵¹ P. Sougnabé ; "conflit agriculteurs/éleveurs dans la zone soudanienne ; le cas du moyen Chari au sud du Tchad". Mémoire de DEA soutenu en septembre 2000

⁵² B. Tetemadi ; *violence politique et conflit en Afrique : le cas du Tchad* ; paru en février 2006

Varsia KOVANA⁵³, dans ses parcours sur l'évolution des problèmes tchadien depuis les années 1965, il essayait de montrer comment le Tchad ne parvient pas vraiment à rompre et tourner la page avec ses violences de tous les temps et qui est considéré comme le seul moyen pour parvenir à une fin ou résoudre les différends entre les filles et fils du pays.

L'auteur détaille comment le Tchad croule sous les violences chaque moment de son histoire. Ces phénomènes font faillite à l'économie, et vide les caisses de l'Etat, les fonctionnaires et les militaires sont restés impayés pendant des mois. Le sud du pays est en friche car la manne pétrolière y a fait surgir de nouveaux protagonistes nordistes- sudistes qui s'affrontent par tout moyen, à l'instar des conflits religieux s'amorcent davantage et prend l'étiquette de conflits éleveurs-agriculteurs. Mais tout au long de notre parcours, nous avons constaté que ces conflits ont un seul objectif, la domination du nord musulman sur le sud chrétien au Tchad. Avec tout ce qu'on a puisé dans cet ouvrage, nous avons la motivation de continuer plus loin la recherche sur les conflits intercommunautaires au Tchad qui ont une durée des années en année.

Dans son ouvrage, Marielle Debos⁵⁴, observe la récurrence conflit et violence au Tchad, dont il souligne le problème de métier des armes qui développait au Tchad. Pendant ces parcours, il a creusé une enquête conduite sur les mobiles et facteurs de violence au Tchad. Ce dernier s'est rendu compte sur la rénovation du centre-ville qui est emblématique des efforts entrepris pour dissimuler les violences. De tout ce fait nous avons constaté que Marielle Debos s'intéresse sur les routes l'étendue du territoire mais aussi, il nous avait le goût de de recherche à travers son dit ouvrage ci de continuer plus loin les points immenses de notre présente qui reste à effectuer. Grâce à son effort, nous avons découvert davantage des éléments de notre recherche aussi.

Robert BUIJTENHUIJS⁵⁵ à travers son livre intitulé " le FROLINANT et les guerres civiles du Tchad (1977 – 1984) la révolution introuvable". A travers cet ouvrage, l'auteur mène ses investigations sur la sécurité du Tchad qui est bousculée à chaque moment de son histoire. Ce dernier mène ses recherches généralement sur les guerres civiles en Afrique et en particulier les guerres civiles au Tchad. Il s'est focalisé beaucoup plus sur le FROLINAT qui est un parti de rébellion au Tchad. Pour lui, ces conflits semblent être difficiles à connaître les causes exactes de leurs multiplications et leurs acteurs sur le sol tchadien. Mais en définitive, nous

⁵³ V. Kovana ; *précis des guerres et conflit au Tchad* ; L'harmattan 1994

⁵⁴ M. Debos ; *le métier des armes au Tchad ; le gouvernement de l'entre guerre* ; éd. ; Karthala 22- 24. Boulevard Arago 75013 paris 2013

⁵⁵ R. Buijtenhuijs ; *frolinant et les guerres civiles au Tchad* ; 1977 – 1984 ; Karthala 1987 ; 479 P

avons compris que l'auteur a évoqué de nombreux thèmes dans son livre qui pourraient nous permettre d'avancer notre présent travail.

Beguerem Lambo⁵⁶ nous propose l'analyse des causes et facteurs, portant sur les types des conflits intercommunautaires au Tchad, observés sur toute l'étendue du territoire durant ces deux dernières décennies. Avec les ingérences politiques, on assiste sans cesse aux affrontements autour des chefferies traditionnelles, éleveurs et agriculteurs et la montée des conflits liés aux causes naturelles, remettant en cause la cohabitation pacifique comme le socle sur lequel se fondent les relations entre les communautés.

Le but de son travail; est une interpellation de toutes et tous pour la compréhension du niveau des conflits intercommunautaires au Tchad, afin de répondre urgemment par des mesures de gestion, de médiation et prévention. et, de se rappeler sur L'évolution des types de conflits entre les communautés. Sa façon de voir les choses et l'avenir du Tchad; nous l'envie de continuer la recherche pour connaître davantage les causes et facteurs puis ce qui oppose et met les tchadiens en confrontation à chaque moment.

Mbaiwatore Franklin⁵⁷ dans son mémoire de master 2 en géographie de son thème ‘’ la gouvernance foncière et le développement local dans le département de Ngourkosso au Tchad : cas la sous-préfecture de Benoye’’. Parlait en premier temps le droit d'accéder la terre d'habitation et de culture et le droit foncier coutumier qui a été bafoué par le droit moderne qui devenue l'une des causes principales des conflits intercommunautaires de nos jours au Tchad. Dans ce document nous avons beaucoup puisé de connaissance à propos aussi de techniques d'exploitations des domaines fonciers coutumiers par les acteurs tels que l'Etat ; les sociétés civiles ; les sociétés pétrolières ; les autorités traditionnelles etc.

En parcourant plus loin la lecture ; nous avons constaté que l'abus des pratique et le non-respect des droits de foncier cause énormément de problèmes aux tchadiens aussi cela impacte sur le développement local au Tchad en général et dans le site de recherche en particulier. Ces différents problèmes constatent dans le ce document nous a plutôt donné le courage de poursuivre notre recherche sur le conflit intercommunautaire qui qui est en sorte une mesure d'accompagnement pour les tchadiens aujourd'hui.

⁵⁶ L. Beguerem ; *connaissance et savoir* ; paris ; 2021 P.3

⁵⁷ F. Mbaiwatore ; ‘’ gouvernance foncière et développement local dans le département de Ngourkossso au Tchad : cas de la sous-préfecture de Benoye’ ’ 2021

IX - Objectifs du sujet de recherche

Toute étude scientifique, tout travail de recherche vise toujours un but, un intérêt précis. Ces objectifs de recherche sont des résultats de la recherche attendue. Ce sont ces résultats qui contribuent à la finalité de la recherche et aussi débute une nouvelle recherche. Dans cette recherche, le sujet intitulé conflits intercommunautaires vis à connaître les mobiles et facteurs qui exacerbe la violence et d'en apporter notre contribution pour la paix et la cohabitation pacifique entre les tchadiens de tout bord.

➤ Objectif principal

- Une étude sur les mobiles et facteurs puis analyser les dégâts de conflits qui, sont les bombes à retardement du développement au Tchad en général et dans le département des monts de Lam et la sous-préfecture de Baïkoro en particulier.

➤ Objectifs spécifiques

- Identifier les différents types d'activités pratiquées et ethnonimyes dans la sous-préfecture de Baïkoro.
- Identifier les différents types de mobiles et facteurs de conflits intercommunautaires dans la sous-préfecture de Baikoro.
- Analyser l'impact de conflits intercommunautaires qui endiguent le développement dans cette localité du Tchad.
- Proposer des stratégies et des perspectives pouvant apporter de solutions crédibles pour faire sortir la sous-préfecture sous l'emprise des guerres civiles et différentes difficultés rencontrées cette sous-préfecture

X - Question de recherche

C'est une interrogation que nous nous posons pour s'imprégner la situation réelle du problème dont nous cherchons à résoudre.

➤ Question principale

Les conflits intercommunautaires sont-ils les moyens adéquats pour obtenir ce qu'on veut ou parvenir à un objectif ?

Questions spécifiques

- Quels sont les peuples et les différents types d'activités pratiquées dans la sous-préfecture de Baikoro?
- Quels sont les acteurs et les types de conflits intercommunautaires dans la sous-préfecture de Baikoro?
- Quel est l'impact de conflits intercommunautaires sur les activités agropastorales et le développement local dans cette sous-préfecture?
- Quelles sont les stratégies et perspectives pour apporter de solutions au changement et instaurer l'esprit de paix dans la sous-préfecture de Baikoro?

Notre objectif dans ce travail n'est pas de s'engager en faveur des uns ou des autres ni de partir d'un jugement d'une idée sur le contenu et moins encore de faire un bilan des affrontements entre les deux groupes, mais il est question d'observer, d'analyser et de comprendre la situation qui a évolué jusqu'à devenir un véritable conflit ouvert et éventuellement de proposer des solutions qui allant dans le sens de règlement d'arbitrage de conflit.

Etant donné le patrimoine du groupe social, le terroir villageois qui y vit et gérer collectivement signifie la cohabitation pacifique sur cet espace de plusieurs activités concurrentes ou complémentaires. Il se pose dès lors le problème de l'organisation et de la mise en œuvre d'un cadre institutionnel définissant le rôle de différents acteurs impliqués dans la gestion de cet espace. A partir de ces constats, une question fondamentale s'impose à savoir : quels sont les stratégies mises en œuvre par les différents acteurs impliqués dans la gestion des ressources naturelles de cet espace villageois.

Scientifiquement l'objectif de cette recherche est de tenter de répondre à cette question en utilisant deux approches théoriques notamment de pratique et terrain. Ce travail doit être considéré comme les prémisses d'une analyse qui sera enrichi par un travail de terrain plus élargi.

XI – Problématique

Depuis les trois dernières décennies, l'histoire du Tchad est marquée par des troubles politiques, socio-économiques et sécuritaires au sein de son territoire. Il faut noter que les tchadiens ont des difficultés à vivre ensemble à cause de leur différence. En 1965 le pays a

connu sa première civile puis en 1979 mais ces guerres ne sont pas nos objectifs d'étude. A l'instar de ces guerres, dès 1990 le Tchad est entré dans une autre aire de guerre, c'est les conflits éleveurs-agriculteurs, problèmes de gestion de des ressources naturelles, problèmes des titres fonciers, de l'accès aux terres etc. alors nous nous posons la question quelles sont les mobiles des récurrents conflits éleveurs- agriculteurs au sud du pays ? Et pourquoi c'est cette zone qui est ciblée ? Pourquoi les éleveurs et agriculteurs décident volontairement de choisir la guerre comme un moyen efficace pour résoudre leurs différends ? Qu'est ce qui est à l'origine de leur antagonisme ? Ces interrogations nous permettront pendant notre recherche de mettre la lumière sur ces conflits et d'en apporter quelques solutions à ces conflits à travers les mécanismes de résolution des conflits

X. Méthodologie de collecte des données

Pour parvenir aux objectifs consistera à adopté à la fois la méthode qualitative et quantitative ; que nous allons fixer pour opter pour une démarche basée sur la collecte, l'analyse, la description et l'interprétation quantitative et qualitative des différentes données. Elle serait reposée sur la consultation des multiples sources et aussi de l'approche empirique. Pour cela plusieurs sources seront mises à consultées : sources écrites orales.

Nous allons nous rendre aussi tour à tour dans différents centres de documentations. Les sources secondaires seront consultées dans les différentes bibliothèques dans les centres de formations, des instituts supérieures dans la région du sud, dans la bibliothèque de l'université de Doba, dans le centre culturel de Baibokoum, dans les ministères à N'Djamena etc. mais avant tout, nous allons nous rendre dans les différents centres de documentations notamment la bibliothèque centrale de l'université de Yaoundé¹, celle de l'école normale supérieure de Yaoundé, au cercle de l'histoire géographie et d'anthropologie, à la bibliothèque des peuples noirs etc. s'agissant des archives, nous allons parcourir plusieurs archives du pays notamment archive nationale de N'Djamena, ministère de la défense, ministère de l'agriculture et de l'élevage etc. les archives numériques seront d'un grand apport de la réalisation de ce travail.

Outre, en dehors des sources écrites nous aurons aussi les sources orales qui seront très efficaces pour la réalisation de notre travail. Elles seront nous permises de confirmer, d'infirmer et même d'apporter des explications complémentaires aux données écrites. Nos sources orales seront composées des personnes ressources, des spécialistes dans les conflits ainsi ceux chargés d'assurer la sécurité des populations etc. l'exploitation des sources électroniques serait d'une

utilité non négligeable pour cette recherche, particulièrement où le monde est devenu en ce moment un village planétaire.

XII - Difficultés rencontrées

Faire une étude sur conflits intercommunautaires consiste à faire face à nombre des obstacles. Vue la sensibilité de notre question, nous nous sommes heurtés à plusieurs problèmes. Il est à souligner, la difficulté d'avoir accès à des documents d'archives et parfois leur non existence dans certains centres de services comme le ministère de la défense, on nous refuse d'y accéder à raison de protéger les informations ou encore le pays est en guerre. Dans les services de gouvernorat de la région, dans la préfecture, la sous-préfecture ou cantonale du département en question les sources sont strictement prohibées. Quand bien même on nous autorise dans certains centres de documentation, mais ces derniers sont moins favorables car tout ce qu'on cherche ne nous aide pas vraiment voire ça n'existe pas.

Le caractère hermétique de leurs personnels a également causé de problème pour recueillir les informations lors des entretiens ; de même la fermeture d'archives nationale de Ndjamena a été défavorable dans le cadre de notre travail qui nécessite l'exploitation des documents recommandés.

Cette étude, étant focalisé sur la partie sud du Tchad, dans la sous-préfecture de Baïkoro, il était impossible de réaliser ce travail sans la descente sur le terrain dans cette zone. Ainsi cette étape est une preuve assez compliquée car, nous avons rencontré de nombreuses difficultés notamment mauvais état de route qui ne facilite pas le déplacement d'un groupe à autre, manque de personnes ressources, l'attitude de méfiance des autorités traditionnelles et de populations locales à se livrer les informations fiables. Le problème d'énergie pour travailler, y compris aussi le refus catégorique des certains chefs traditionnels à se livrer les renseignements que nous avons désiré. Malgré toutes ces difficultés citées haut, nous nous sommes donné corps et âme pour réaliser ce travail. Il faut noter qu'il y a beaucoup de difficultés que nous avons rencontré et que nous ne pouvons pas tout citer ici et qui nous empêchent aussi mais celles-ci ne nous a pas repli en route de recherche mais plutôt deviennent nos points d'appui. De ces faits découle le plan de notre travail ci-après.

L'analyse de cette repose sur quatre chapitres.

Le premier chapitre consiste à identifier les communautés et leurs activités agro-pastorales,

Le chapitre II traite les causes et facteurs qui stimulent les conflits,

Le troisième chapitre s'appesantir sur impacts de conflits sur activités économiques et dans le domaine éducatif,

Le dernier chapitre propose les suggestions, stratégies et ressort le resultat.

CHAPITRE I : ETUDE GLOBALE SUR LES COMMUNAUTES AGRO-PASTORALES ET LEURS PRATIQUES DANS LA ZONE

INTRODUCTION

Notre objectif dans ce chapitre est de faire une étude sur les communautés du sud du Tchad en général et particulièrement la ville de Baikoro, et de rendre la lumière sur la population dans cette partie méridionale du Tchad. Ainsi d'identifier les différents types activités pratiquées dans cette zone sans oublier leur organisation socio-politique traditionnelle dans le territoire où les cultivateurs au sud du Tchad avec les activités agricoles. Et la société d'éleveur qui regroupe la majorité la population originaire du Nord avec leurs troupeaux.

I- Les pratiques agricoles et pastorales

L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités dans la sous-préfecture de Baikoro où leurs relations sont par ailleurs complexes. Si certaines unités de production peuvent s'identifier à telles ou telles activités, il arrive souvent qu'une unité de production combine à la fois les activités agricoles et pastorales. Cela dit, il serait aussi caricatural d'opérer une distinction tranchée entre des "agriculteurs" et des "éleveurs" que de faire référence à un système de production sahélien stéréotypé. Nous avons deux principaux groupes de communauté qui pratique les activités agro-pastorales. Ainsi nous tenterons d'identifier les communautés qui pratiquent ces activités dans cette zone.

1-1- Les agriculteurs

Lorsqu'on parle de cette communauté d'agriculteurs au sud du Tchad, l'on fait allusion au peuple "saras". Ce nom englobe presque toutes ethnies qui ont peuplé le sud du Tchad. Nous avons tel que les *Ngambaye, Gor, Gouley, Mongo, Mbaye, Laka, Lélé, Mouroum, Daï, Kaba, Mboum moundang etc.* Toutes ces ethnies citées haut sont des habitants qui occupent la partie sud, l'ouest et l'est du Tchad. Ces peuples représentent 30% de la population du Tchad. Cette

domination de la partie sud du pays, a été développé durant la période coloniale a l'ensemble des hommes⁵⁸ habitants la terre dénommée le " Tchad". Ces peuples parlent majoritairement des langues plus souvent apparentées, inter-compréhensibles. Ils vivaient d'en des sociétés d'agriculteurs à l'économie florissante à la fin du XIXe siècle⁵⁹.

Photo n° 1: Photo des jeunes Sara initiés dansent lors de leur sortie en brousse



Source : initiés du Tchad crédit photo atlas du Tchad 2012

Ceci est une photo des jeunes lors de retour à l'initiation appeler vulgairement " *lao ou ndo'o*". Cette pratique traditionnelle ; se passe entre les jeunes à l'âge adolescent a l'âge d'adulte. C'est dire chez les peuples du sud du Tchad lorsqu'on est adolescent on doit passer par cette initiation pour parvenir à sa maturité psychologique et en fait classe avec les grands.

Le lien de cette photo avec notre travail, est que nous étudions le peuple Sara et ses cultures traditionnelles.

1-2- Ethnonymie

Il est important d'en ce sens de connaître mieux le seul nom qui englobe des nombreux groupes de la population paysanne au sud du Tchad. La désignation " Saras" (sa-Ra) signifiant

⁵⁸ M., Jean Pierre, "Terre de lignage et Etat chez les Sara du sud du Tchad" (XIXe-XXe siècle), *oultre-mer revue d'histoire* PP. 394-426, 1981

⁵⁹ Atlas du Tchad 2012

les fils de Ra, l'ancien dieu égyptien du soleil. Cette hypothèse a aussi été avancée pour les sérères, ethnie du centre du Sénégal dont il est probable que le nom soit une déformation de sa-Ré ou sa-Ra (fils ou adorateurs de Ra). Ces deux peuples partagent en outre beaucoup de caractéristiques physiques et culturelles et auraient probablement une lointaine origine commune. Le peuple Sara est une ethnie qui vit au sud du Tchad depuis des décennies et se pratique des activités telles que l'agriculture et l'élevage, ainsi depuis l'arrivée des colons ce peuple fréquente inclusivement le christianisme.

1-3- la religion

Les saras sont de nos jours pour la plupart chrétiens protestants et catholiques, avec des minorités animistes ou musulmanes. Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2009 au Tchad (RGPH2)⁶⁰ donne ainsi 34,0% de protestants, 39,2% de catholiques, 6,2% d'animistes et 4,9% de musulmans parmi les 218 390 habitants du département du Bahr-Sara. Ce sont les cultes traditionnels ⁶¹, bien que marginaux, que nous présentons ici. Traditionnellement, les peuples Sara reconnaissent tous un esprit bienfaisant, créateur des hommes, parfois dieu de l'orage et de la pluie. Il est nommé *Lou(w)a* (ou *Louba*)⁶² chez les Mbaye et ‘‘ Mbaidombaidjé’’ chez les Ngambaye.

Ce Dieu suprême a été très vite assimilé à Allah chez les musulmans ou à un Dieu chrétien. À cette divinité est associé *Kadà* (« soleil »). Ce dernier est le dieu de la fertilité et de la fécondité. *Kadà* bénéficie d'un culte car intervenant dans la vie des hommes, il peut leur nuire au cas où il n'est pas honoré. Considéré comme toujours bienfaisant, *Loua* ne bénéficie pas de culte. Sou est le héros civilisateur. Il a appris aux Sara la culture, les outils, les armes, le feu, l'initiation. C'est un personnage ambigu : il apparaît souvent comme un destructeur de ce que *Loua* crée. Dans les contes, il apparaît comme un farceur.

2- Communautés d'éleveurs

Le Tchad regroupe plusieurs groupes éleveurs notamment le groupe Toubou, peul, pasteur arabe etc. Ces groupes sont majoritairement des originaires du Nord.

⁶⁰ Barriandos V. ‘‘La gestion du territoire comme source du conflit’’. Mémoire DEA, 1993

⁶¹ J. Fortier, *couteau de jet sacré, l'harmattan*, 1982, p. 17

⁶² Une expression sacrée employée chez les saras dans leurs langues pour adorer Dieu le créateur.

2-1- Les peuls

Le terme « Peul » est la transcription française du mot wolof *pë'l* qui désigne ce peuple selon l'orthographe la plus utilisée dans les textes français contemporains on rencontre encore parfois ' Peulh''⁶³notamment dans la toponymie de villages et localités par exemple au Burkina Faso, ou encore « Peuhl ») au nord Cameroun et Tchad ou encore prononcé poulo, pluriel ' Fulbé" Foulbé dans d'autres endroits.

Les Peuls se désignent eux-mêmes sous le nom de ' Pullo" prononcé poulo, dont le pluriel est Fulbe, peut également être écrit sous différentes formes d'orthographes :*Pullo*, *Poules*, (terme qui, au temps d'imamat⁶⁴ du Fouta-Djalon islamisé, désignait les Peuls non convertis à la religion islamique). Fulbe pourra pour sa part être écrit *Fulbhe* (en utilisant un digramme *bh* comme en Guinée), *Fulbe* ou *Foulbé*. En haoussa, on les désigne sous le nom de foulani (*Fulani*.), terme repris en anglais et en arabe.

Selon une hypothèse, le mot « Pullo » viendrait du verbe « fullade » (*éparpiller, disperser au souffle*. Cependant, il s'agit sans doute là d'une étymologie populaire sans fondement scientifique et, à l'heure actuelle, il n'existe aucun consensus quant à l'étymologie du nom ou de ses dérivés

A ce niveau l'on parle pour décrire le peuplement peul à travers la bande sahéenne d'«archipel peul», car ils sont disséminés en îlots d'importance très variable. Ces îles ou des îlots émergèrent au XIXe siècle dans les remous des djihads qui aboutirent à l'établissement des théocraties peules de façon générale, le peuplement peul s'est par ailleurs effectué par vagues successives, dans différentes régions, en Afrique de l'ouest et centrale à différentes époques. Les locuteurs de peul sont aujourd'hui entre 50 et 80 millions. Ils ont conservé une langue remarquablement homogène, quoique généralement non écrite et ce malgré la dispersion de ce peuple sur la plus grande partie du Sahel et particulièrement au nord Tchad.

Au Tchad, la population peule⁶⁵ (Foulbé) encore appelé Bororo, autochtone est estimée à environ 250 000 personnes.

⁶³ R. Breton, *atlas de la minorité dans le monde, carte de la répartition, géographique des peuls* ISNB 978-2-7-7467-10917, 2008

⁶⁴⁶⁴ D. Kentz, "aéchétypes politique peule", journal des africanistes", vol. 55, no 1, 1958, p. 93

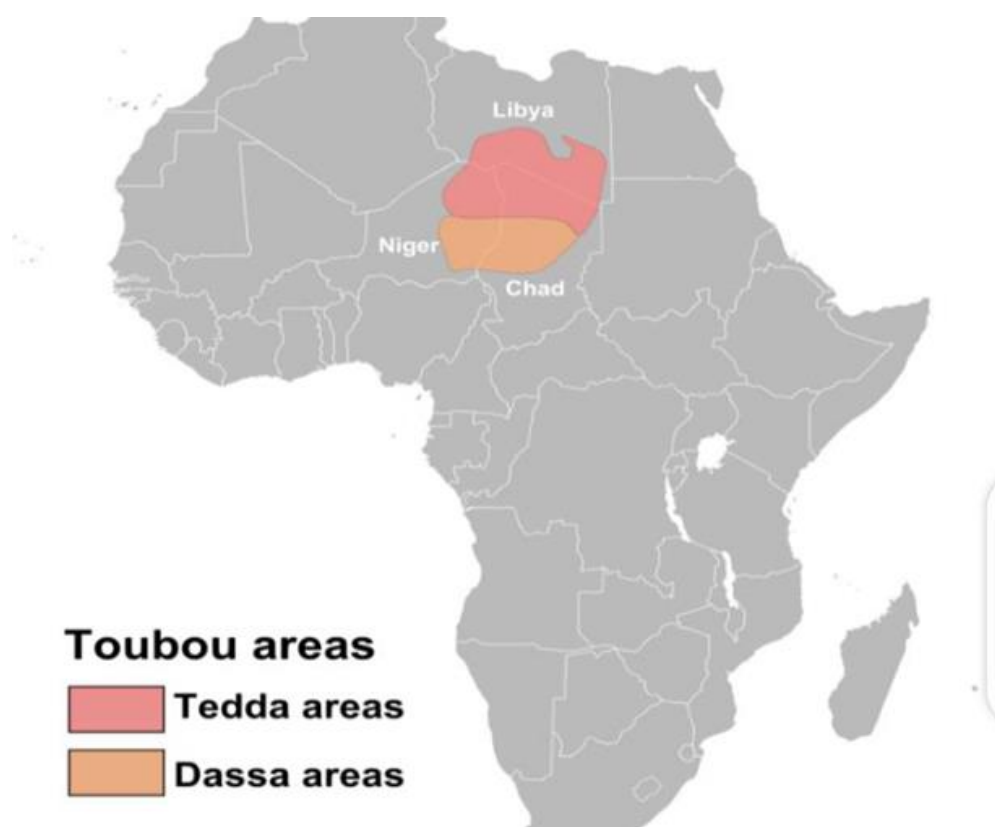
⁶⁵ C. Seydou, *Épopée peule de Boubou ardo galo*, Karthala, 2010, 279 p

2-2- Les Toubous (Goranes)

Les Toubous, forment une population pratiquant le pastoralisme et le nomadisme dans le Sahara central. Ils parlent le Toubou, une langue nilo- saharienne, proche du kanouri, Ils sont divisés principalement en deux grands groupes qui ont chacun leur zone d'implantation : les teda (dans le Tibesti, le Fezzan libyen et le département de Bilma au Niger), et les Daza (dans le Borkou, l'Ennedi, le Kanem, le Bahr-El Ghazal ⁶⁶etc.

Figure n° 1: Ceci est une carte de localisation du peuple toubou vivant au contour des pays d'Afrique. Cette carte nous a permis de localiser d'où les goranes ont vécu pendant les décennies avant de migrer un peu partout dans les zones humides tel que le sud du Tchad

Carte géographique du peuple Toubou



Source : crédit photo atlas du Tchad 2008

⁶⁶ C. Seydou, *épopée peule de boubou ardo galo*, Karthala, 2010

2-3- Ethnonymie du peuple toubou

Le terme « Toubous » est un terme kanembu ⁶⁷ désignant les habitants du Tibesti. Cette dénomination a été adoptée durant la colonisation française et est maintenant passée dans l'usage courant. Selon les sources, on observe de multiples formes de ce mot : Toubous.

Hérodote les nommait "troglodytes éthiopiens" et les situait là où ils vivent encore, au nombre de 200 000 : entre le nord du Tchad, le Fezzan libyen et le nord-est du Niger. Il précise que "de tous les peuples, ce sont les plus rapides à la course" Les Touaregs appellent pour leur part cet ensemble de populations du Tibesti et de ses environs les *ikaraden*

2-4- Les éleveurs transhumants

Dans l'espace sahélo-saharien, les questions de pastoralisme et de sécurité constituent aujourd'hui un réel défi. Au Tchad, des milliers de têtes de bétail et des groupes d'hommes, de femmes et d'enfants quittent chaque année le nord pour descendre au sud en saison sèche à la recherche de pâturages et remontent en saison des pluies vers les zones pastorales du nord⁶⁸. Mais comme on le dit en haut, très rare sont repartis pendant la saison pluvieuse. D'autres sont restés dans la zone agricole pour faire brouter leurs troupeaux de nouvelles herbes aromatiques poussant dans la zone méridionale. Cela cause souvent de mal compréhension entre l'éleveur et le cultivateur car le troupeau et la culture ne vont pas en pair.

Il faut noter, qu'à l'époque coloniale, ces mouvements de transhumance étaient perçus comme un "désordre"⁶⁹ ou des "va-et-vient qui empêchent tout contrôle"⁷⁰ par certains administrateurs qui ne les comprenaient pas. Les travaux récents démontrent que dans un écosystème dominé par l'irrégularité des pluies et les sécheresses récurrentes, la transhumance demeure le seul moyen permettant aux éleveurs transhumants d'accéder à des ressources pastorales aléatoires et dispersées. "Les systèmes ancestraux centrés sur la mobilité des parcours font la preuve de leur grande efficacité environnementale et économique. Au-delà de l'accès aux ressources, la mobilité permet aux éleveurs de tisser des liens d'alliance, de cordialité et d'échanges fructueux avec les sociétés voisines. Mais pour le cas actuellement cette ambiance est rare presque nulle entre les éleveurs et les cultivateurs.

⁶⁷ J. Mario et Al, *Historical Dictionary of Chad*, Lanham (Md.), Rowman & Littlefield, 2018, 766 p. (ISBN 978-1-5381-1436-0), p. 493-494

⁶⁸ Z. Dangbet "des pasteurs transhumants entre alliances et conflits au Tchad", les Arabes salamat sifera et les Arabes Djaatne au Batha, dans *Afrique contemporaine*, 2015/3, (non 255) pp. 127-143

⁶⁹ Archives nationales d'outre-mer de 1929

⁷⁰ *Ibid*

3- Sociétés économiques

La population toubou est une communauté dépendant de l'élevage dans de vastes espaces qui sont impropres à tout autre mode d'exploitation.⁷¹ Un petit nombre des Teda et une grande partie des Daza sont des éleveurs de dromadaire, de bovins et de petits bétails, mais cela ne suffit pas à leur besoin surtout aux Teda.

Pour une minorité des Toubous, les troupeaux sont le seul moyen de subsistance, mais la grande majorité pratique tout de même une exploitation de la terre dans les Oasis les mieux dotées en ressources hydriques telles que celles du Borkou, dans le sud du Tibesti et dans les oasis de l'Ennedi⁷².

Les Toubous étaient répartis à l'origine en 36 clans, contre environ 50 clans actuellement. Un clan Toubou est un ensemble d'hommes et de femmes libres et indépendants, dispersés dans l'espace, d'origines différentes mais unis par mariage. Les signes caractéristiques du clan sont le nom, le surnom, le blason ou une marque, et une légende qui en résume l'origine ou l'histoire. Ces derniers ont une histoire similaire à celle de leurs proches les zaghawa originaire de l'est du Tchad. Les Toubous se sont fortement opposés à la colonisation. Ce qui fait que, même après l'indépendance, l'administration militaire soit maintenue dans la région du Borkou-Ennedi-Tibesti (BET) jusqu'en 1965.

Vers la fin des années 1960, à la suite de la répression du régime de François Tombalbaye au Tchad, les Toubous Daza (Gourane) se sont révoltés et ont créé un mouvement politico-militaire affilié au front de libération nationale du Tchad⁷³ (FROLINAT), dénommé conseil de commandement de force armée du Nord (CCFAN), appelé également 2^e armée du FROLINAT basée au Tibesti.

Les Toubous pratiquent un islam traditionaliste, mêlé aux coutumes teda et daza. Les Toubous sont en majorité des Sunnites. Donc ils appliquent la Charia telle qu'elle est.

⁷² C. Boisbouvier, Libye : quand les Toubous se réveillent [archives], *Jeune Afrique*, 6 mai 2012.

⁷³ Un mouvement armé créé le 22 juin 1966 par Ibrahim Abatcha pour lutter contre le régime sudiste de François Tombalbaye en accusant de discrimination.

Photo n° 2: photo de famille lors de la cérémonie traditionnelle de nomination d'un nouveau-né. Il faut noter qu'à chaque fois dans la communauté peule,

Lorsqu'une femme donne naissance d'un bébé, on organise une fête de nomination.



Source : atlas du Tchad : de la cérémonie du mariage chez les goranes

3-1- Mode vie des éleveurs transhumants

Plus de 20 millions de têtes d'éleveurs transhumants dans la région du Sahel déplacent leur bétail, en quête d'eau et de pâturages. On estime que 75 % du territoire est trop arides pour permettre aux éleveurs de se sédentariser.

Chaque année, au début du mois de novembre, les premiers signes de la sécheresse apparaissent : les rivières commencent à s'assécher et les pâturages à se raréfier.

De nombreuses familles, souvent en petits groupes, entament alors un voyage de plusieurs mois à la recherche d'eau et de pâturages et ces voyages se dirigent beaucoup plus vers la zone agricole.

Aujourd'hui, les éleveurs transhumants se heurtent à un nouveau problème qu'ils sont incapables de surmonter seuls : le changement climatique. Leur mode de vie traditionnel est menacé. Les saisons de pluie raccourcissent et les saisons sèches s'éternisent, pouvant durer

jusqu'à neuf mois. La grande sécheresse des années 2000 a été particulièrement dévastatrice. En Afrique en général et au Tchad en particulier, elle aura tué plus de 4,8 millions de têtes de bétail, soit 25 % du cheptel, représentant un manque à gagner de plus de 700 millions de dollars pour l'économie du pays.

L'eau se fait plus rare et, pour répondre à une forte pression démographique, les agriculteurs développent leurs plantations, empiétant toujours plus sur les zones pastorales et les couloirs de transhumance. Cette situation a fortement perturbé les schémas traditionnels de gestion des troupeaux, engendrant des conflits plus fréquents et potentiellement plus graves.

3-2- L'incertitude climatique

Comme nous l'avons souligné en haut, depuis les années 1970, le bassin du lac Tchad connaît un épisode de sécheresse marqué par la diminution de la pluviosité, le glissement des isohyètes d'environ 200km vers le Sud et une augmentation des températures.⁷⁴ Depuis les années 1990, on observe une tendance globale à la reprise des précipitations dans la zone soudano-sahélienne, une zone approximative du centre au sud.

Cette dynamique serait toutefois plus liée à l'intensité des épisodes pluvieux qu'au prolongement de la saison des pluies. Par ailleurs, des sécheresses ponctuelles apparaissent aussi plus fréquemment ces dernières années. Dans ces conditions d'incertitude climatique, les éleveurs étendent, réduisent ou modifient leurs parcours. Ainsi, ces 20 dernières années, les déplacements des grands transhumants tchadiens les amènent toujours plus au Sud, à la recherche de pâturages encore viables tard dans la saison.

Ce phénomène n'est pas totalement lié à l'incertitude climatique.⁷⁵ C'est aussi le fait de l'augmentation globale de la taille des troupeaux qui entraîne la recherche de nouveaux pâturages. L'incertitude climatique doit donc être mise en relation avec d'autres facteurs tels que l'amélioration de la santé animale ou de la santé humaine (moins de mortalité avant 15 ans, plus d'adultes, donc nécessité d'avoir plus d'animaux).

⁷⁴ République du Tchad, 2008.'' Ministère de l'élevage et des ressources animales. Plan National de Développement de l'Élevage'' 2009-2016.

⁷⁵ P., Ndiaye, Lecomte, *La gestion durable des parcours dans le Sahel : Stratégies, Pratiques, Gouvernance et Promotion* : note de cadrage. Projet régional d'appui à la transhumance au Sahel, PRAPS Coordination régionale, 2016

II – Pratiques des activités agro-pastorales au Tchad en général et en particulier dans la sous-préfecture de Baïkoro.

Au Tchad, les activités s'articulent autour d'élevages et de l'agriculture, puis des cultures de la première nécessités

1- Activités agricoles

L'agriculture (du latin *agricultural*, composé à partir d'*agir*, champ et *colère*, cultiver) est un processus par lequel les êtres humains aménagent leurs écosystèmes pour satisfaire les besoins alimentaires en premier et autres, de leurs sociétés. Elle désigne l'ensemble des savoir-faire et activités ayant pour objet la culture des sols, et, plus généralement, l'ensemble des travaux sur le milieu naturel (pas seulement terrestre) permettant de cultiver et prélever des êtres vivants (végétaux, animaux, voire champignons ou microbes) utiles à l'être humain⁷⁶.

Ensemble des activités qui permettent à l'homme de créer et de s'approprier les produits de l'agriculture, de l'industrie, ou d'assurer les services permettant de satisfaire les besoins de la société. Les spécialistes du domaine d'agriculture et de l'élevage définissent cette notion comme désignant une exploitation, une activité professionnelle ou quelque chose qui est en lien à la fois avec l'agriculture, mais aussi avec la pratique de l'élevage. Selon les textes de base de la FAO (2008), le mot agriculture inclut les cultures et les pinanges telesage, la civiculture et la pêche Ensemble des activités développées par l'homme, qui ont pour objet la transformation de son milieu naturel afin de produire les végétaux et les animaux qui sont utiles, en particulier ceux qui sont nécessaires à son alimentation. Activités de culture d'élevage, etc., ou le résultat de ces activités comptabilisé pour une période donnée⁷⁷

Dans ce présent travail, le sens retenu pour désigner l'activité agropastorale est celui de l'activité qui prend en compte les activités liées à la culture de la terre et de la pratique de L'élevage prenant en compte la disponibilité des ressources fourragères nécessaires pour l'alimentation du cheptel.

1-1- Variabilité pluviométrique sur les activités agropastorales

⁷⁶ <https://www.banquemondiale.org>, publié le 31 mars 2023, consulté le 09 aout 2023 à 21h05

⁷⁷ <https://m.actu-environnement.com> publié le 24 octobre 2022, consulté le 09 aout 2023 à 21h11

Parler des impacts, c'est évoquer les différents niveaux d'influence de la variabilité pluviométrique sur les activités agropastorales. Il s'agit d'un système de production au sein duquel coexistent des activités agricoles et des activités d'élevage, associées éventuellement à d'autres activités non agricoles. Ils présentent une plus grande diversité que les systèmes pastoraux (Praset-chap2003). Ce système traduit une certaine forme d'intensification et une gestion plus individualisée des animaux. L'agropastoralisme est appréhendé comme une pratique difficile à saisir du fait de la mise en commun des comportements agricoles et pastoraux. Il s'agit, au sens de Nori et al (2008), d'un mode de vie complexe qui essaye de maintenir un équilibre optimal entre les pâturages, le bétail et les populations dans des environnements aléatoires. Cette mixture entre l'agriculture et le pastoralisme est souvent associée au nomadisme ou parfois à un semi- nomadisme, entraînant ainsi des mouvements de transhumance qui traversent les zones cultivées.

1-2- cultures de la première nécessité : sorgho, maïs, mil,

Les céréales constituent la base de l'alimentation humaine au Tchad. Elles sont presque exclusivement représentées par les mils (sorgho et pénicillaire)⁷⁸. Le maïs n'occupe au Tchad qu'une place extrêmement réduite. Le sorgho, prédominant au Sud, est peu à peu remplacé par le pénicillaire à mesure qu'on va vers le Nord et que la pluviométrie diminue.

Dans les zones inondées par la crue des fleuves, ou dans les cuvettes pluviales, le riz est exclusivement cultivé. Citons l'éleusine, cultivée par certaines races, mais toujours en faible quantité et qui ne sert que de plante de soudure. Dans les (polders) du lac Tchad, le blp et le maïs commencent à y être développés. Les terres sont généralement sableuses, les méthodes culturales peu évoluées et les rendements au cours de la campagne 1960-1961, les superficies et les productions suivantes ont été dans l'ensemble, les millets sont des espèces de plantes graminées de la famille des Poacées. Cette famille comprend aujourd'hui 13 variétés de céréales recensées à travers le monde. Ce sont des céréales vivrières dont les petits grains sont utilisés dans l'alimentation depuis plus de nombreuses années.

- Sorgho

Bien que tout le monde ne connaisse pas le sorgho, cette céréale existe depuis des siècles. Le sorgho appartient à la famille des graminées *Poacées*⁷⁹. Il est petit, rond et généralement blanc ou jaune

⁷⁸ M., DEAT, *Description et technique de lutte, Principales adventices du cotonnier en Afrique de l'Ouest*, 1981, 95p

⁷⁹ *Ibid*

Bien que certaines variétés soient rouges, brunes, noires ou violettes. Le sorgho est la cinquième céréale la plus produite au monde. Il est riche en nutriments naturel et facile à ajouter à notre alimentation, mais ses mérites ne s'arrêtent pas là. Il est également et largement utilisé comme aliment pour sorgho ou gros⁸⁰ mil comprend plusieurs types de Culture : Types hâtifs : en culture de case dans le Sud, pour la soudure, en champ dans la zone centrale.

Leurs qualités sont faibles, le grain est farineux et le rendement peu élevé, souvent par suite des dégâts causés par les oiseaux. Animaux et comme source de carburant naturelle et économique. Nous pouvons faire cuire ce grain comme du quinoa ou du riz, le moudre en farine ou le faire éclater comme du pop-corn. Il est également converti en sirop utilisé pour sucrer de nombreux aliments transformés. Il y a beaucoup d'avantage sur la santé à manger des grains entiers comme le sorgho. Cette graine couvre les avantages nutritionnels et les nombreuses utilisations de cette céréale très polyvalente.⁸¹

L'amélioration variétale du sorgho a débuté au Tchad suivant le schéma classique de la réunion d'une importante collection de types locaux, suivie d'une sélection généalogique et de l'établissement d'un réseau d'essais comparatifs. Les critères de sélection sont : l'augmentation des rendements, l'amélioration de la qualité des grains. Cette sélection a porté la fois sur les types hâtifs et les divers groupes de sorghos d'hivernages.

Actuellement, l'augmentation de production obtenue avec les variétés sélectionnées par rapport aux types locaux est de l'ordre. Le problème de la multiplication reste toutefois à résoudre par suite de l'insuffisance numérique du personnel d'encadrement et de la difficulté⁸² d'organisation matérielle. Un programme d'hybridation avait été mis en route, dès 1953, pour utiliser la vigueur hybride du sorgho ; le début avait été très lent par suite des difficultés techniques de castration (méthode de castration à l'eau chaude). Depuis la découverte aux Etats-Unis de lignées mâle stériles, l'introduction au Tchad d'une de ces lignées, en 1958, a permis de commencer une série de croisements avec des types locaux dans le but d'obtenir, à la suite de croisements successifs, une lignée locale à caractère de stérilité mâle, en vue de la production de semences hybrides.

⁸⁰ A., GALLAIS, Théorie de la sélection en amélioration des plantes, 1990, Pp. 68-71

⁸¹ *Ibid.*

⁸² L'accroissement démographique et animal est l'une des difficultés à cohabiter pacifiquement les communautés d'agriculteurs et éleveurs dans la zone rurale.

- le maïs

Appelé blé d'Inde au Canada est une plante herbacée tropicale annuelle de la famille des graminées (graminées), largement cultivée comme céréale pour ses graines riches en amidon, mais aussi comme plante fourragère. Le terme désigne aussi le grain de maïs lui-même. Cette espèce, originaire ⁸³ du Mexique, constituait l'aliment de base des Amérindiens avant l'arrivée en Amérique de Christophe Colomb.

La plante fut divinisée dans les anciennes civilisations d'Amérique centrale et méridionale, et était cultivée par les Nord-Amérindiens avec la courge et le haricot en utilisant la technique dite "des trois sœurs". Introduite en Europe au XVI^e siècle, elle est aujourd'hui la première céréale cultivée dans le monde devant le riz et le blé. Avec l'avènement des semences hybrides dans la première moitié du XX^e siècle, puis des semences transgéniques récemment, le maïs est devenu le symbole de l'agriculture intensive en Europe de l'Ouest, aux États-Unis et en Chine mais il est aussi cultivé de façon très extensive dans l'Ouest de l'Afrique du Sud ou semi-extensive en Argentine et en Europe de l'Est, et en Afrique centrale puis particulièrement au Cameroun et au Tchad.

Depuis un siècle, le maïs s'est progressivement imposé comme une matière première indispensable, d'abord dans les industries alimentaires et biochimiques et aujourd'hui dans les industries chimiques. Amidonnerie opérant un véritable *cracking* du maïs en a multiplié les utilisations et sa production n'a pas cessé d'augmenter. Du fait des incitations législatives, on assiste depuis les années 2000 à une augmentation significative de la culture du maïs en Europe pour la production d'énergie à partir de la biomasse. Cette augmentation des surfaces cultivées pose des problèmes spécifiques et contribue de manière significative à l'érosion hybride⁸⁴ et au ruissellement de surface

- Le mil

Le mil est un aliment quotidien au Tchad. Ce produit est le véritable socle du mets des tchadiens moyens et pauvres. Le mil, le sorgho et le maïs sont cultivés au sud du Tchad sur les plaines d'inondation. Surtout le berbère. Ces cultures sont accompagnées par le riz qui joue un rôle non négligeable dans les sociétés Tchadiennes. Par ailleurs le maïs qui est une culture précoce, accompagne les paysans pendant la pleine saison jusqu'à la période de récolte finale.

⁸³ FAO "Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation" 2002. "Le maïs en zones tropicales, Amélioration et production, FAO".

⁸⁴ *ibid*

Aujourd'hui, ces produits sont complétés par la culture de rente qui est principalement le sésame et l'arachide. Mais il faut aussi noter l'oignon et l'ail qui sont les cultures commerciales d'où le Tchad est l'un des grands fournisseurs.

2- Culture de rente : le coton ; sésame ; arachide etc

- Le coton

C'est une culture imposée par les colons au sud du Tchad. Cette particularité due au désert de la partie nord du pays. Le coton est exclusivement destiné à l'exportation et fait de divers bénéfices. Cette culture qui prend l'entête au Tchad, ne contribue pas en effet au développement local du pays. La culture du coton a été encouragée et imposé par le colonisateur comme nous l'avons prédit pendant la période coloniale au profit de leur intérêt. Aujourd'hui cette culture est l'affaire de l'Etat par le biais de sa société " COTONTCHAD"⁸⁵, "société nationale" (SN). Elle crée et emploie plus de 6000 personnes dans son sein. Ensuite, il est accompagné avec la culture de canne à sucre, le sésame, l'arachide etc, qui sont des cultures industrielles. Grâce à ces dernières, le Tchad produit du sucre en pain, en poudre et en carreau, les biscuits et l'usine de raffinage d'huile de sésame pour la consommation des peuples tchadiens et les pays voisins.

-Le sésame et l'arachide

Le sésame est considéré comme une filière porteuse. Cependant, sa production est restée à l'échelle traditionnelle due au manque des technologies adaptées qui ne le rendant pas compétitif sur le plan régional. En plus, les principaux producteurs sont insuffisamment organisés pour s'approprier véritablement cette culture de rente comme un modèle économique. Ainsi, le développement de la filière du sésame ne se limite pas sur la commercialisation et l'exportation, mais il y a beaucoup des aspects qui restent en amont de ses deux opportunités et qui méritent d'être profondément étudiés et définir les approches pour le renforcement des capacités pour qu'à la fin, le producteur soit capable de maîtriser le mécanisme de production de cette culture sur les plans technique, financier et économique. La production est de type traditionnel, soit en culture pure, soit en association avec d'autres cultures. On note également, le faible niveau de vulgarisation des itinéraires techniques appropriés pour optimiser la production du sésame. Au problème de production s'ajoute l'accès aux équipements de production et des intrants⁸⁶. Tandis que l'arachide, qui est une culture depuis très longtemps

⁸⁵ J., GIGOU, *Les contraintes aux systèmes de cultures coton-céréales dues à l'acidité, Amélioration du sorgho et de sa culture en Afrique de l'Ouest et du Centre*, 1997, P 185

⁸⁶ A. Mahamat Abdelaziz, "situation de la production du sésame dans les 12 provinces du Tchad", éd. Universitaires Européennes, 14/09/2020 p.1

pratiquée au Tchad, occupe une place très importante dans les communautés, principalement dans la partie sud du pays, notamment en zone soudanienne, où elle sert de la culture de rente pour les paysans⁸⁷

Tableau n° 1: Classification des activités et des producteurs

Activités d'origine	Type de producteurs	Activités actuelles	Ethnies
Pastorale	Éleveur transhumants Éleveur cultivant	Élevage uniquement Élevage et culture	Missérié, bororo Foulata
Agricole	Agriculteurs élevant Agriculteurs	Élevage et culture Culture uniquement	Sara Sara

Ce tableau présente le pourcentage des activités et les ethnies qui pratiquent. C'est dire que la sous-préfecture de Baikoro est une zone à vocation agro-pastorale.

3- activités pastorales selon les zones

Au Tchad, l'élevage est la deuxième activité économique⁸⁸ après l'agriculture. Ce secteur réalise plus de 30% de l'exportation. Elle est pratiquée par la grande partie des populations du centre et celles du Nord. Mais compte tenu des conditions climatiques hostiles, cette activité est caractérisée par la transhumance. Nous avons trois zones de pratique d'élevage au Tchad.

3 -1- La zone du sud

Au sud du Tchad, l'élevage était difficile par le passé à cause des insectes et des mouches tsé-tsé. Mais dans les années 2000, il est possible. Les populations du sud élèvent de bovins, ovins, porcins, et de la volaille.⁸⁹ Il existe au sud une catégorie des bovins qu'on appelle les trypano-resistants. Ce sont de véritables bêtes de travaux champêtres.

⁸⁷ M. Adoum Djaya, "Développement de l'arachide au Tchad" Revue scientifique du Tchad, vol.3, pp. 36-38

⁸⁸ M., Banzhaf, Le pastoralisme : état des lieux et perspectives. Note de cadrage. In : *Acte du séminaire national sur les enjeux et défis du développement pastoral au Tchad*, N'Djamena, 11 au 14 octobre 2005, pp. 29-48.

⁸⁹ C'est une semie combinaison d'espèces d'animaux élevés dans cette partie du pays. Cette pratique d'élevage est quasiment totale dans toutes les sociétés du sud du Tchad.

3-2- La zone du centre

A cause de la sécheresse, les éleveurs de la zone sahélienne vivent dans les compartiments. Ce mode s'apparente à la sédentarisation. Il faut noter que le centre du pays est une véritable zone d'élevage de bovin.⁹⁰ Dans cette zone on retrouve deux types de bovins notamment le *zébu arabe* et le *zébu bororo*. On estime en moyen dix bœufs par habitant⁹¹. A côté de bovins, les populations élèvent des caprins, des ovins, des chevaux, des ânes et de la volaille aussi.

3-3- la zone du Nord

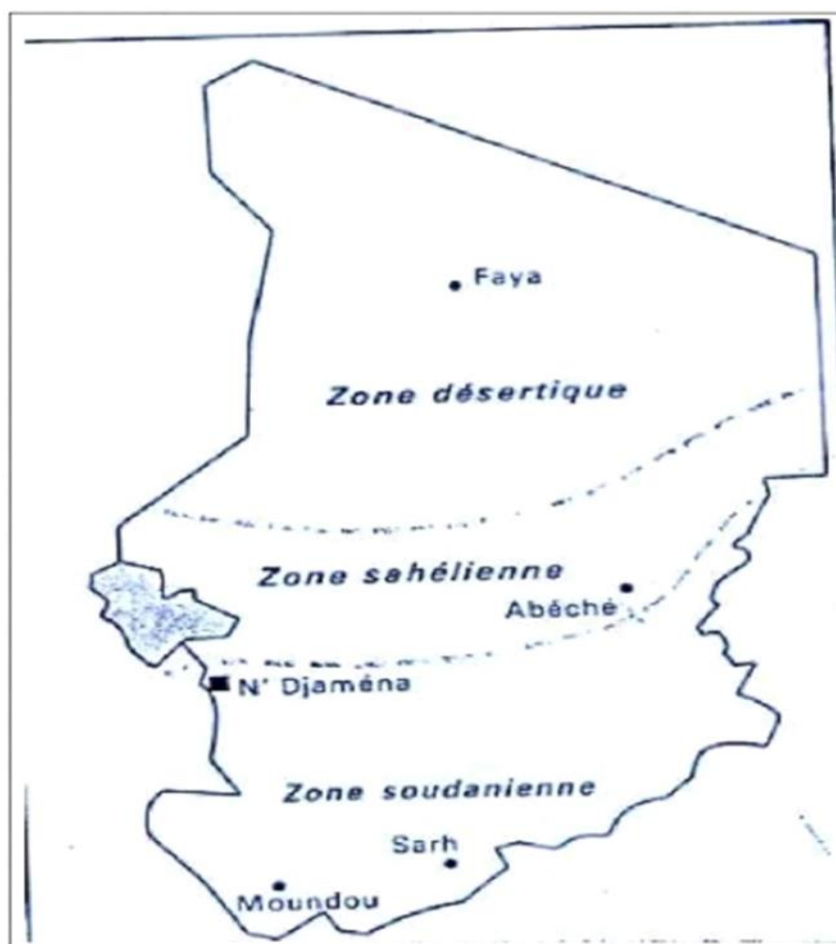
L'extrême Nord et le Nord sont soumis à la désertification. Dans cette condition de vie, l'élevage des bovins est presque impossible. Cette zone est plutôt favorable à l'élevage de dromadaire⁹² car ce dernier résistant bien à la sécheresse.

Cette partie pays qui couvre 780 000 km² avec une pluviométrie pratiquement nulle, est caractérisée par la quasi permanence des vents desséchants et de hautes températures diurnes. Dans cette zone de palmiers dattiers et d'élevage des camelins, l'agriculture se pratique autour des points d'eau (oasis). Cette zone constitue l'habitat de nombreuses tribus arabes, originaires de la péninsule arabique. Elles ont introduit, depuis des siècles, la langue arabe qui s'est ensuite diffusée comme langue de communication dans la plus grande partie du pays. D'autres ethnies sédentaires, plus ou moins islamisées, vivent aussi dans cette partie du pays.

⁹⁰ O., Adeniji, 'analyse de la documentation sur les races bovines menacées D'extinction'. In : Ressources génétiques animales en Afrique-Bétail à hautes potentialités et Bétail menacé d'extinction. OUA/CSTR/BIRA, FAO, 1983, pp. 20-34.

⁹¹ L., BERTAUDIÈRE Les abattages de bovins à l'abattoir frigorifique de Farcha. In : *Rapport annuel 1977*, LRVZ, N'Djamena, Tchad, 1978, , pp. 49-101.

⁹² M., Mbaïogaou,. Etude de l'impact socio-économique du dromadaire (*Camelus dromedarius*) au Tchad. Thèse de doctorat, 1998, 136p.

Figure n° 2: Carte de végétation**Figure n°2 ;** ceci est une représentation de différentes zones de végétation du Tchad.

4- La pratique

L'activité pastorale est concentrée dans la partie sahélienne du pays, dans les zones arides et semi-arides mais elle est aussi présente dans les zones soudanaises et sahariennes avec des espèces distinctes en raison des conditions géo-climatiques avec une population estimée à plus de 94 millions de têtes, toutes espèces confondue (bovins, caprins, camelins). Par ailleurs, l'élevage est la deuxième source de revenus au niveau national après le pétrole, représentant ainsi environ 50% du PIB national, fait vivre environ 40% de la population et occupe 30% des exportations du pays le bétail représentait 51% des exportations avant l'exploitation du pétrole

Ce secteur primaire occupe majoritairement la population active dans le pays au Sud en général et au Sahel en particulier. L'élevage, étant un secteur clé dans le pays au Sahel et au Tchad précisément, constitue un domaine stratégique et une source importante de revenus, pour des populations qui pratiquent cette activité depuis des générations.

Longtemps délaissé par les politiques publiques, l'élevage au Tchad est caractérisé par un système de transhumance dominant (une population nomade représentant 3.5 % de la population totale du Nord au Sud selon la période ou les conditions bioclimatiques sont irrégulières. C'est en effet 'la grande transhumance qui représente environ la moitié du cheptel, sur un parcours nord-sud menant des pâturages « d'hivernage » des régions sahélo-sahariennes en saison des pluies aux zones soudaniennes en saison sèche. Cependant, la transhumance peut connaître des amplitudes et des parcours très diversifiés (il existe une petite transhumance autour des points d'eau dont l'amplitude ne dépasse pas 100 kilomètres) et certains éleveurs pratiquent une mobilité sans point d'attache (nomadisme) ''⁹³

4-1- Difficultés que rencontre l'élevage

Les effets du changement climatique (irrégularité et rareté des pluies, régression du couvert végétal, etc.), l'avancée de l'agriculture, l'urbanisation et l'insécurité entravent de plus en plus le développement du pastoralisme 'Le pastoralisme est de plus en plus entravé par la faiblesse de la gouvernance traditionnelle sur les ressources naturelles collectives, la restriction des déplacements, la sédentarisation, les frontières et la progression de l'agriculture ''.

En plus, le système pastoral au Tchad est assez complexe. Il est marqué par un fort attachement aux pratiques ancestrales et culturelles, un environnement instable, et cette situation évolue généralement en parallèle des réalités sociopolitiques tant au niveau national qu'international '' Le contexte des zones d'élevage du Tchad est aléatoire et peu prévisible sur le plan tant environnemental (irrégularité des précipitations et occurrences de sécheresses dramatiques) que sociopolitique (rivalités ethniques, instabilité du pouvoir) '' ⁹⁴. Ces différents facteurs mettent au défi le système pastoral surtout celui de type nomade en contrainte.

4 -2- Difficultés climatiques

Considérer comme la deuxième ressource du pays, le secteur pastoral est exposé à des difficultés énormes.⁹⁵ D'abord le climat, il faut savoir que le Tchad a un régime tropical caractérisé par deux saisons, la saison de pluie et la saison sèche. A cet effet, les zones du centre et Nord sont soumises à la désertification. Ceci pousse les éleveurs au nomadisme perpétuel et puis le bétail est exposé aux épizooties.

⁹³ J., François, *nomadisme*, 2006, p. 58

⁹⁴ *Ibid*

⁹⁵ A., BoNFIGLIOLI., *Pastoralisme, agropastoralisme et retour : itinéraires sahéliens*. Cah. sci. hum. 1990, 26 (1-2) :pp. 255-266

Par conséquent, le secteur pastoral est mal organisé,⁹⁶ il n'existe pas de couloir de transhumance pendant la saison sèche à la descente vers le sud. Or la zone du sud est un centre agricole. Cette migration a pour conséquence le conflit d'intérêt dont il est question dans notre présent travail.

A cet effet, le potentiel du secteur est toujours sous exploité et l'élevage au Tchad n'est toujours pas à l'abri de nombreux problèmes. La situation actuelle est caractérisée par des pratiques toujours ancestrales, des conditions de vie souvent précaires, un faible accès aux services sociaux de bases (dont l'éducation et la santé), l'insécurité, l'accaparement des terres par l'agriculture, l'évolution démographique⁹⁷ (du cheptel et des hommes), une transformation trop faible des produits de l'élevage, l'absence d'un système de financement et une pression assez importante sur les ressources dans certaines zones. Le système juridique date des années 1950 et 'la valeur de l'élevage dans les zones arides est souvent largement sous-estimée dans les statistiques officielles et n'a donc pas attiré les investissements qu'il mérite''. L'organisation locale est faible et sans conséquence sur l'amélioration du système, il faut donc noter que la gouvernance foncière au Tchad est en désordre. Quel est donc la perspective pour le pastoralisme au Tchad

5 - La gestion foncière

Dans la sous-préfecture de Baikoro, la gestion foncière se fait comme suit : le transfert de terre se fait de père en fils, il n'existe plus de terre sans propriétaire à Baikoro. Tous ceux qui n'ont pas pu conquérir une propriété n'ont pas d'autres solutions que de louer la terre dans les villages voisins ou de vendre leur force de travail. Bien que la vente des terres soit prohibée par la tradition, des propositions de location ou de vente sont courantes. C'est dire à Baikoro, les paysans peuvent accéder aux droits fonciers par achat. Cette transaction se fait sans recours au chef du village ou le chef de terre. Le chef de terre ne gère plus la terre, son rôle s'est réduit seulement à faire des rites pour concilier les génies de la terre avec les hommes enfin qu'ils bénéficient de leurs bienfaits. Ce cas particulier de Baikoro semble être lié à son histoire. D'une part, Baikoro n'a pas été conquis par ses habitants mais le site leur a été donné par le chef de canton. Les habitants constituent une société mono-lignagère.

⁹⁶A., BONFIGLIOLI., *Mobilité et survie : les pasteurs sahéliens face aux changements De leur environnement*. Editions Karthala, Paris, France, 1991, pp. 237-251.

⁹⁷N., BROOKS, *Changement climatique, sécheresse et pastoralisme au Sahel. Note de Discussion pour l'Initiative Mondiale sur le Pastoralisme Durable*, 2005, 12 p.

Ce titre revient toujours à l'Etat de nos jours. Selon la loi n°23 du 22 juillet 1967, portant le statut des biens domaniaux au Tchad, l'Etat est garant de toutes les terres Tchadiennes, puisque, celui qui régularise l'accès à la terre, sa gestion et sa mise en valeur à travers le droit foncier moderne. Il assure la régulation des exploitations de toutes les ressources foncières de l'aménagement du territoire, le ministère de l'Agriculture, le service du domaine et du cadastre, de l'Agence nationale d'appui au développement rural⁹⁸(ANADER). Il manipule les autres acteurs pour exploiter les différentes ressources financières, c'est dans l'optique de faire développer la nation.

Beaucoup de pays ont la conscience de la nécessité de mettre en œuvre une réforme foncière⁹⁹ mais connaissent des difficultés dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques foncières. Une des difficultés les plus importantes à laquelle font face les décideurs politiques est la complexité des problèmes fonciers, qui couvrent une gamme de questions transversales aux approches sectorielles traditionnelles. Une autre difficulté est l'absence de solution du vivre ensemble entre la communauté d'éleveurs et d'agriculteurs prédéterminée puisque les institutions, les administrations et les pratiques foncières ne sont pas prévues à la réalité du terrain.

Dans ce contexte, le CAGF répond au besoin d'établir un diagnostic de la gouvernance foncière pouvant aider les pays à définir les priorités en termes de réformes, et à suivre dans le temps les progrès accomplis. Il porte sur cinq thèmes majeurs autour desquels peuvent être définies les interventions dans le secteur foncier : le cadre juridique, la planification de l'usage du sol, la gestion des terres publiques, la disponibilité de l'information foncière, et les mécanismes de résolution des conflits fonciers

5- 1- Les autorités traditionnelles

Les chefs de canton, les chefs de village, et les chefs de terre tous collaborent à la bonne marche des affaires foncières. Les chefs de canton ont pour rôle de protéger le territoire du cantonnât et trancher les problèmes qui dépassent le niveau des chefs de village. les chefs de terre assurent leurs rites pour les activités relatives à la terre et autres ressources connexes.¹⁰⁰

⁹⁸ F., Mbaiwatoré, "gouvernance foncière et développement local dans le département de ngourkoso au Tchad : cas de la sous-préfecture de Benoye". Mémoire soutenu en master 2 dans le département de géographie à l'université de Yaoundé I en 2022.

⁹⁹ Cette note rédigée par la Banque Mondiale en 2010 a été réactualisée par le coordinateur national, en prenant

¹⁰⁰ Art 23 de la loi portant statut des biens domaniaux du 22 juillet 1967

5- 2 - les sociétés privées.

Celles-ci jouent un rôle très capital dans l'assistance des agriculteurs et des éleveurs. Il est donc attendu un rôle de choix du secteur privé et de la société civile dans la mise en œuvre de la stratégie du secteur d'élevage. Ils doivent également contribuer à la mobilisation de nouveaux acteurs plus dynamiques, créateurs et ambitieux, prêts à accompagner la modernisation du sous-secteur clavage. Mais le plus important ici est que les agriculteurs et éleveurs sont désormais imprégnés dans des outils nécessaires à l'exercice de leurs activités

Domaine privé

Le domaine privé de l'Etat est constitué par l'ensemble des biens immobiliers et mobiliers dont l'Etat est propriétaire et ne faisant pas partie de son domaine public. Art.23¹⁰¹.- Les dépendances foncières du domaine privé peuvent également être amodiées ou aliénées par les procédures de la concession ou du permis d'habiter. Ces procédures consistent à mettre un bien foncier du domaine privé de l'Etat à la disposition d'une personne physique ou morale de droit privé, qui ne peut en acquérir la propriété que moyennant certaines conditions, et éventuellement, certains délais. Ces conditions et délais varient suivant qu'il s'agit de terrains urbains ou ruraux.

Ce domaine est constitué par l'ensemble des biens appartenant à l'Etat, et celui-ci peut gérer dans les mêmes conditions qu'un particulier. Le législateur décide qu'est considérées comme vacantes ou sans maître, toute terre non immatriculée et n'est pas l'objet d'une mise en valeur actuelle, suffisante et régulière. Ces genres de terres seront incorporés dans le domaine privé de l'Etat. La non mise en valeur des terres coutumières pendant une période de dix ans reclasse ces terres coutumières dans le domaine privé de l'Etat¹⁰² Malgré l'existence des textes et les différents types de droits foncières qui régissent l'accès à la terre. Ces différents régimes foncières sont entre autres avec chacun des autres modes d'accès à la terre qui lui sont propres.

Parlant de modes d'accès à la terre, nous pouvons tout d'abord faire recours aux trois types de droits foncières qui sont fondamentaux dans la gestion des ressources foncières au Tchad en générale, et dans la sous-préfecture de Baikoro en particulier.

¹⁰¹ F., Mbaiwatoré, "gouvernance foncière et développement local dans le département de ngourkoso au Tchad : cas de la sous-préfecture de Benoye". Mémoire soutenu en master 2 dans le département de géographie à l'université de Yaoundé I en 2022.

Régime foncier agricole

Ce régime foncier s'applique selon le système agricole, cela veut dire qu'il existe des terres de culture sèche ou de décrue, des terres particulières et les périmètres aménagés.¹⁰³ Les terres de cultures sèches ou de décrues sont des terres de l'Etat, mais, dans la pratique, elles relèvent de l'autorité des communautés rurales, dirigée par les chefs de village et les chefs de terre.

Ce régime agricole de la sous-préfecture de Baikoro s'applique dans un système de patrilinéaire, au sein duquel chaque exploitant a un droit d'exploitation inaliénable et transmissible tant que lui et ses ayants-droit poursuivent l'exploitation¹⁰⁴,

En ce qui concerne les autochtones, ceux-ci accèdent à la terre sous autorisation du chef de village ou du chef de terre après une période d'observation et de bonne conduite. Les terres particulières désignent les oasis et les polders des lacs¹⁰⁵. Les périmètres aménagés par l'Etat ou par son appui sont les propriétés de l'Etat. Ce sont ces structures étatiques qui assurent la gestion de ces périmètres, elles les repartissent

6 - Ingérence de l'Etat dans les activités agro-pastorales

Le secteur de l'élevage est défini comme prioritaire pour les années à venir dans le plan national de développement 2013-2015 élaboré par le Gouvernement tchadien, dans sa déclinaison pour l'élevage (2010-2017). Les orientations nationales récentes dans lesquelles s'inscrit l'action proposée concernent d'autres secteurs : schéma directeur de l'agriculture (2006-2015), programme national de sécurité alimentaire (2011-2015), schéma directeur de l'eau et de l'assainissement (2003-2020) et le programme d'action national d'adaptation aux changements climatiques (2009)¹⁰⁶. Puis des dynamiques récentes engagées par le Gouvernement s'inscrivent pleinement dans le champ du développement agropastoral, notamment : le colloque national sur le pastoralisme de 2011 recommandant la mise en place d'une plate-forme des acteurs du développement pastoral au Tchad (« plate-forme pastorale », 2012) ; la Déclaration de N'Djamena issue du colloque régional « Développement pastoral et

¹⁰³C., YONOU DJOUM., dans « la problématique foncière au Tchad » 1994. P. 22

¹⁰⁴ *Ibid*

¹⁰⁵ Acte du colloque de Ndjamen, comité scientifique français sur la désertification, du 27 – 29 mai 2013, mise à jour le en octobre 2022. P 1

¹⁰⁶ *Ibid.*

sécurité¹⁰⁷ » de mai 2013 ; l'accueil d'une délégation centrafricaine en mai 2014 pour un échange d'expériences ; l'adoption du Code pastoral par l'Assemblée nationale tchadienne le 11 novembre 2014.

Tout cela montre suffisamment l'engagement et l'implication de l'Etat dans ces activités. Plate-forme pastorale s'est mobilisée pour la construction d'une stratégie de développement pastoral à l'échelle nationale (avril 2014) et pour sensibiliser les pouvoirs publics et construire un programme d'urgence face à la crise pastorale en lien avec le reflux des éleveurs de République centrafricaine (mai 2014)¹⁰⁸. La reconnaissance par le Gouvernement tchadien des contributions importantes des systèmes d'élevage extensif dans le domaine de l'économie nationale et sous régionale, de réduction de la pauvreté, de gestion durable des ressources naturelles, de création d'emplois et de développement des territoires arides et semi-arides a conduit le Gouvernement à adopter une politique de sécurisation des activités agro-pastorales et de valorisation des filières animales.

6-1- Problématique d'atout des activités agropastorales pour le pays

Les facteurs socioéconomiques et environnementaux en cause dans la problématique de gestion durable des ressources pastorales au Tchad sont à la fois structurels et conjoncturels¹⁰⁹. Les structures sociales et les modes de gouvernance des ressources pastorales mis en place par les sociétés concernées se sont affaiblis et ne peuvent plus faire face aux effets de la démographie sur l'occupation des terres et l'accès à l'eau en zone sahélienne, comme en zone soudanienne. Au plan économique, l'importance de l'élevage pour la sécurité alimentaire des ménages ruraux, l'exportation d'animaux sur pieds, la force de travail et la fumure sont reconnues par de nombreux acteurs de la filière.

Ceci induit une concurrence accrue dans l'accès aux ressources en pâturage et à l'eau. Les facteurs écologiques viennent également renforcer les risques de conflits et la vulnérabilité des familles de pasteurs et agro-pasteurs. L'augmentation des événements extrêmes tels que les sécheresses, les fortes pluies et les conflits armés (République centrafricaine et Darfour) rend plus que jamais nécessaires la mobilité des troupeaux et la mise en place de mécanismes de soutien de la résilience. Ces trois faisceaux induisent une augmentation du risque de conflits et

¹⁰⁷ "Déclaration de N'Djamena, 2021 sur la prévention des conflits en Afrique centrale et de l'ouest dans Afrique contemporaine" 2022/2, no 274, pp. 171 - 178

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ G. Margrin, "crise climatique et mutation de l'agriculture " : *l'émergence d'un grenier céréalier entre Tchad et Chari, annales de géographie*, 105^e année, no.592 (novembre – décembre 1996), pp 620 – 644 (25 P) publié par Armand Colin

de la vulnérabilité des ménages vivant totalement ou partiellement de l'élevage. Cette problématique est renforcée par un accès insuffisant des pasteurs aux services d'éducation et de santé qui constitue une contrainte forte à une mobilité pastorale et à la valorisation de la complémentarité entre les sociétés mobiles et sédentaires. Au vu des enjeux, l'élevage au Tchad peut constituer le facteur principal d'unité ou, au contraire, un facteur de division majeur des populations dans les zones en cours de densification. Conscients de cette problématique, Gouvernement et les parties prenantes du secteur ont engagé un travail de modernisation des politiques et des textes juridiques.

Ils ont ainsi défini des orientations fondamentales dans le domaine de la sécurisation des espaces pastoraux, l'aménagement de l'espace, la modernisation des infrastructures hydrauliques et commerciales, l'amélioration des services aux éleveurs dans différents domaines telles l'éducation, la santé animale et humaine. Le développement d'actions nouvelles dans ces domaines repose sur des démarches mobilisant largement les populations et les acteurs locaux dans la compréhension des problématiques et l'élaboration de stratégies et de démarches innovantes. La mobilisation de moyens financiers et humains des partenaires techniques et financiers (PTF) pour une gestion améliorée des ressources agro-pastorales est recherchée par les autorités tchadiennes qui s'engagent dans un programme de développement pastoral (PASTOR).

6-2- Politique foncière

La politique foncière repose sur les principes suivants : la protection des droits d'exploitation des acteurs ruraux et des droits fonciers des communautés rurales. Le rapport de politique foncière est que ceux qui tiennent ce sont à l'origine des tensions. Et font à ce que l'utilisation de la terre comme n'a pas de garantie ¹¹⁰. La réforme foncière a pour objectifs : la sécurité foncière des exploitations agricoles, des personnes et des communautés rurales, l'incitation à l'investissement privé dans l'agriculture, la dotation à l'Etat et aux collectivités locales de ressources financières suffisantes ainsi que la mise à leur disposition de personnels compétents, pour une gestion efficace, équitable et durable des ressources naturelles et l'allègement des contraintes foncières au développement agricole, rural, urbain et industriel

¹¹⁰ Article 22 de la loi portant statut des biens domaniaux du 22 juillet 1967 : La définition d'une politique foncière et la réforme de la loi sur le domaine national constituent des leviers indispensables pour le développement agro-sylvo--pastoral et pour la modernisation de l'agriculture.

III- Apport de l'agriculture et d'élevage dans l'économie nationale en général et en particulier dans la sous-préfecture de Baïkoro.

L'agriculture et l'élevage sont les premières ressources et piliers dans l'économie nationale.

1- Apport de l'agriculture dans l'économie nationale.

L'agriculture est la première ressource économique du Tchad. Elle est la force de la population Tchadienne car, elle couvre rapide le besoin en aliment quotidien. D'une part, avec le système capitaliste de ce monde, les cultures vivrières sont rivalisées par les cultures commerciales.

Par conséquent, elle est la principale source de revenus au Tchad. Elle représente près d'un quart du produit intérieur brut (PIB) et emploie environ 80 % de la population active. Elle apporte ainsi une contribution essentielle au développement économique du pays¹¹¹. Son potentiel n'est toutefois pas pleinement exploité. Seuls 6 % de la superficie cultivable sont utilisés. Les causes sont multiples : à des facteurs comme les variations climatiques impossibles à maîtriser, l'épuisement des sols, les organismes nuisibles aux végétaux et la gestion inadéquate de l'eau vient s'ajouter une difficulté particulière, l'accès très limité aux intrants agricoles¹¹².

2 - Apport de l'élevage dans l'économie nationale et intervention de l'Etat.

L'élevage joue un rôle capital dans l'économie nationale, et il est la deuxième source de revenue après l'agriculture¹¹³. Pour ce fait, l'Etat lui accorde une grande importance dans l'économie nationale au Tchad. A ce titre, le gouvernement Tchadien a mise en place une école qui forme des docteurs "vétérinaires" : Institut d'Elevage Médecin Vétérinaire (IEMV). A travers cette école, l'Etat intervient en vaccinant le bétail contre la maladie.

Il a construit des châteaux d'eau et creusé des forages à travers tout le pays¹¹⁴, et opéré par le ministère de la tutelle de l'élevage. Vue à tous ces engagements, les ONG implantées au

¹¹¹ F. Reounoudji, "espaces, sociétés rurales et pratiques des gestions des ressources naturelles dans le sud-ouest du Tchad : vers une intégration agriculture-élevage", Paris 1 2003 ? Thèse de doctorat

¹¹² R. Madjigoto, "évolution socioéconomique et environnementale de la région pétrolière du Logone orientale (Tchad). Paris 1, 2007.p. 17

¹¹³ B. Zakaria, "les coopératives et la problématique du développement socioéconomique du Tchad, de 1947 – 2012, aperçue historique". Université de Nantes 2016

¹¹⁴ Données empiriques

Tchad ont salué cet acte car ce secteur crée de nombreux d'emploi aux jeunes chômeurs à travers les travaux dans les abattoirs.

Les différents régimes qui se sont succédé ont créé et entretenu le régionalisme, le tribalisme, le népotisme, les inégalités sociales, les violations des droits de l'Homme et des libertés fondamentales individuelles et collectives dont les conséquences ont été la guerre, la violence politique, la haine, l'intolérance et la méfiance entre les différentes communautés qui composent la nation tchadienne. Cette crise institutionnelle et politique qui secoue le Tchad depuis plus de trois décennies n'a pas pour autant entamé la détermination du peuple tchadien à parvenir à l'édification d'une nation, à la dignité, à la liberté et à la prospérité.

Relief

Le relief du Tchad est comparable à une cuvette bordée par deux couronnes de montagnes et de plateau : au Nord avec le massif de Tibesti (3415 m au volcan de l'Emi Koussi) et à l'Est par le plateau gréseux de Ouaddaï (1360m) s'abaissant vers le Sud-Ouest. La zone la plus basse est occupée par le Lac Tchad, réceptacle final de vastes plaines d'inondation des fleuves Chari et Logone.

Ces deux fleuves constituent l'unique réseau fluvial : le Chari coule sur 1200km depuis la Centrafrique et son principal affluent le Logone naît au Cameroun sur 1000km. Tous deux confluent à l'approche de la capitale. Ils sont en partie navigables quatre mois par an. Il y a cinq lacs principaux : lac Tchad, Fitri, Iro, Léré, Tekem. Les eaux y sont très poissonneuses mais rendues dangereuses par la bilharziose et le ver de Guinée.

Climat et Végétation

Le climat est tropical humide au sud (zone soudanienne la plus arrosée et la plus peuplée), offrant un paysage de savane arborée et de forêt plus clairsemée à l'approche des villages en raison de la coupe abusive du bois. Le climat de la zone centrale est de type sahélien caractérisé par une steppe épineuse, fortement marqué par une saison sèche plus longue que la saison des pluies. Le Nord, soumis à un climat saharien désertique aux paysages contrastés, représente la moitié de la superficie du pays.

L'harmattan, un vent continental sec et chaud, est porteur de vents en provenance de l'Est et du Nord-Ouest du Sahara. La mousson, équatoriale, humide et fraîche avec des vents du Sud-Ouest, rythme saison sèche et saison des pluies.

Le territoire compte 600 000 hectares de forêts classées et 400 000 hectares de parcs nationaux. Les deux parcs les plus importants offrant le plus de variétés d'espèces sont le célèbre parc national de Zakouma dans le Salamat et celui de Manda dans la préfecture de Sarh.

Conclusion

Parvenu à la fin de notre premier chapitre, il est indispensable pour nous de présenter et identifier les différentes communautés dans la sous-préfecture de Baïkoro et leurs principales activités pratiquées dans cette zone. Ces pratiques sont notamment, l'élevage des bovins, caprins, volaille etc. Et les Principales activités de la zone qui sont les céréales : le mil, le manioc, l'arachide, le sésame, le maïs etc. Mais on constate que ces activités deviennent conflictuelles entre les communautés Sara qui ne sont que des cultivateurs en global et les éleveurs nomades.

Toutefois une ombre persiste, c'est celle des conflits liés aux mouvements des troupeaux et qui mettent aux prises des éleveurs entre eux, des éleveurs avec des agriculteurs ou plus rarement avec des pêcheurs. Ce problème n'est pas propre au Tchad ni nouveau.

CHAPITRE II : LES DIFFERENTES CAUSES DE CONFLIT

Introduction

Dans cette deuxième partie de notre travail nous tenterons de ressortir les causes qui ont envenimé la violence dans le sud du Tchad en général et particulièrement dans la sous-préfecture de Baikoro. La cohabitation entre agriculteurs et éleveurs est un sujet délicat et complexe, on est loin de cerner l'ensemble des causes de ce conflit. Une grande confusion apparaît chaque fois qu'on tente de cerner l'ensemble pour en faire une synthèse globale des éléments du conflit. Les récentes violences intercommunautaires résultent d'une série de facteurs et mobiles. Ce sont d'abord le résultat d'un mouvement ancien mais croissant de sédentarisation des éleveurs nomades venus du nord dans les régions méridionales. Dans ce deuxième chapitre nous allons essayer d'identifier les mobiles et facteurs qui stimulent les affrontements dans cette partie du territoire. Outre la réalité d'une saturation foncière, s'ajoutent d'autres confrontations d'ordre idéologique et/ou politique. En réalité, il ne s'agit pas d'un conflit mais bien des conflits qui se superposent avec plusieurs dimensions. Nous tenterons d'en dégager celles qui nous paraissent les plus marquantes¹¹⁵

I - Mobiles des conflits intercommunautaires au Tchad en général et dans la sous-préfecture de Baikoro en particulier.

Les violences intercommunautaires sont fréquentes au Tchad où certains nombre d'habitants sont armés d'un côté et d'autre côté sont désarmés. Ces conflits opposent principalement les éleveurs nomades arabes aux cultivateurs autochtones sédentaires qui accusent les premiers notamment de saccager leurs champs en faisant paître leurs animaux¹¹⁶. Mais aujourd'hui ces conflits qui ont été pris l'emblème éleveurs et agriculteurs, s'élargir ses zones en une véritable guerre civile au Tchad et la sous-préfecture est la victime particulière.

¹¹⁵ G. Margrin, "crise climatique et mutation de l'agriculture " : *l'émergence d'un grenier céréalier entre Tchad et Chari, annales de géographie*, 105^e année, no.592 (novembre – décembre 1996), pp 620 – 644 (25 P) publié par Armand Colin

¹¹⁶ *ibid*

Notre objectif dans ce deuxième chapitre, consiste à connaître quels sont les facteurs et mobiles de ces conflits intercommunautaires qui a connu de nos jours autres formes que de guerres civiles et de génocide bien orchestré. Pour mieux connaître les mobiles, nous allons chercher à connaître l'historicité de ces conflits.

1- Espace comme causes de conflits

Nous avons plusieurs causes majeures de conflit dont ça varie selon la région¹¹⁷ : la compétition pour l'utilisation des espaces et ressources naturelles et limités, la tension intercommunautaire et l'absence d'un système de gouvernance effective etc. La compétition pour l'utilisation des espaces et ressources limités La première cause de conflit relève d'une simple logique de compétition pour l'exploitation des ressources naturelles et de l'espace agropastoral. Ayant à partager un même territoire et à faire usage commun de ses ressources durant une certaine période de chaque année, il est tout naturel qu'une « concurrence » se développe entre agriculteurs et éleveurs. Pour illustrer ce phénomène, un éleveur du Moyen Chari explique en donnant l'exemple suivant : « Ici, il n'y a pas assez d'eau pour les maraichers, les éleveurs et les agriculteurs¹¹⁸. Nous, les éleveurs, nous sommes donc obligés d'amener nos bétails ou bœufs au fleuve, et cela crée des tensions, problèmes et de bagarres entre nous et les maraichers parce que nos animaux détruisent tout à leur passage¹¹⁹ ».

Parmi les conflits entre agriculteurs et éleveurs, l'une des plus importantes causes est liée aux dégâts des cultures à travers les dévastations des champs par le bétail. Un troupeau est capable de détruire une plantation entière, ce qui engendre des conséquences calamiteuses pour l'agriculteur qui dépend entièrement de son champ pour sa survie. Cependant, il faut noter que très peu de couloirs de passage sont offerts aux éleveurs et à leur bétail.¹²⁰ D'autant plus que les éleveurs accusent les agriculteurs de faire des « champs pièges » dans lesquels ils mettent des produits empoisonnés pour tuer les animaux. Ils accusent également les agriculteurs d'élargir illégalement leurs champs, obstruant ainsi les rares couloirs de transhumance ainsi que l'accès aux points d'eaux. En somme, conclut l'un des responsables d'une ONG dans le

¹¹⁷ L'élevage et l'agriculture au Tchad : des secteurs à potentiel industriel encore sous exploiter ; Tchad Alwihdainfo/9 mai 2019

¹¹⁸ S. Pabamé, et al *Afrique contemporaine* 274(2), 123 -145, 2022

¹¹⁹ N., Dumazet le Tchad pays d'élevage et d'agriculture familiale, publiée le 4 octobre 2019

¹²⁰ *ibid*

Mandoul, « c'est le manque d'aires de pâturage et de puits pastoraux qui sont à l'origine des conflits »¹²¹.

Mais les questions de contrôle à l'accès et à l'occupation des espaces vitaux tendent à devenir conflictuelles, d'autant plus que les ressources se sont réduites au cours des dernières décennies. En effet, ces dernières années, le Tchad a connu une série de crises climatiques qui ont conduit à la diminution et au retard des précipitations, accentuant le processus de désertification. Par exemple, la superficie de la nappe d'eau libre du lac Tchad est passée d'environ 25.000 km² en 1973 à moins de 2.000 km² dans les années 1990¹²². Les zones d'élevage et les surfaces d'eau pour abreuver les animaux en ont particulièrement souffert et les éleveurs se sont retrouvés dans des conditions très précaires. Nombre d'entre eux ont pris la décision de se déplacer vers la zone soudanienne et, plus particulièrement, le Moyen Chari les deux Logones et le Mandoul, mieux desservies par les pluies. Ainsi, un quart du cheptel du Tchad se trouvait dans la zone soudanienne en 1992, comparé à seulement 10,5% en 1975. Cela a d'autant plus d'impact que les éleveurs ont tendance à s'installer de façon permanente, soit en conservant leur mode de vie nomade, soit en se sédentarisant.¹²³

Le plus souvent, ils s'installent avec l'accord du chef du village pour une durée limitée mais cette installation, censée être temporaire, devient souvent définitive, comme en témoigne la coordinatrice d'une ONG : « Des terres qui sont concédées à titre temporaire aux éleveurs lors de leur passage, finissent par devenir leur terrain quand ils se sédentarisent. Les autochtones ne parviennent pas à récupérer ces terres et la tension est souvent vive autour de ces terrains »¹²⁴. Dans la région du Moyen-Chari, les villages de N'Dakono et Moyo, non loin de Danamadji, en font en ce moment-même l'expérience. Par ailleurs, le Tchad a le taux de fécondité le plus élevé au monde, avec une moyenne de 6,6 enfants par femme et un taux de croissance annuel de 2,6%¹²⁵.

L'accroissement démographique et la migration créent une énorme pression sur l'écologie soudanienne et ont pour effet la surexploitation et la dégradation des terres (avec l'érosion et l'ensablement des terres, l'ensablement et la pollution des points d'eau, la baisse de

¹²¹ A., Marty et al « causes et des conflits liés à la mobilité pastorale et mesure d'atténuation » rapport d'étude juin – septembre 2010 PP. 54 et 58

¹²² Arditi C. pas Sara éleveur arabe dans le sud du Tchad : du conflit à la cohabitation ? colloque mega-tchad 'l'homme et l'animal' Orléans du 15-17 octobre 1997, 16P

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ M., Moussa, conflits intercommunautaires et paix sociale, comment engage la jeunesse dans la recherche de solutions durables ? Publié le 13 novembre 2019, consulter le 21 mars à 12h45

¹²⁵ *Idem*

fertilité des sols, la perte de biomasse et la disparition de la faune).¹²⁶ Le nombre d'éleveurs (sédentarisés ou nomades) à la recherche de pâturages et de couloirs de transhumance ne cesse d'augmenter. Par exemple, dans le Moyen-Chari, les effectifs bovins sont passés de 75.000 têtes en 1976 à 670.000 têtes en 1996¹²⁷. En même temps, la population d'agriculteurs qui cherche à exploiter les terres accroît rapidement. Les uns empiètent davantage sur les zones précédemment réservées aux autres.

A cela, nous pouvons également ajouter le fait que ni les éleveurs, ni les agriculteurs n'ont adapté leurs méthodes de travail à ces réalités climatiques et démographiques. Malgré le fait que les sociétés tchadiennes dépendent depuis des siècles de l'agriculture et de l'élevage, les méthodes sont assez inefficaces et il y a un réel manque de conscience environnementale. Les pratiques sont certes peu mécanisées mais extensives; l'accès aux intrants (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires, etc.) est limité et les capacités de stockage et de transformation des produits sont très faibles. La fertilité des sols est donc en baisse, ce qui pousse les éleveurs et les agriculteurs à chercher de nouvelles terres, augmentant de fait les risques que l'un se retrouve à user les terres de l'autre.

2- Facteurs qui stimulent les conflits

Les conflits intercommunautaires au sud du Tchad sont influencés par plusieurs facteurs. Voici quelques-uns des principaux facteurs qui stimulent ces conflits :

Tensions historiques et racines transfrontalières : Les tensions entre les communautés au sud du Tchad ont des racines historiques et transcendent souvent les frontières nationales, notamment avec le Soudan et la République centrafricaine¹²⁸.

Conflits fonciers : Les différends liés à la propriété des terres sont souvent à l'origine des violences intercommunautaires. Les conflits fonciers peuvent être exacerbés par la pression démographique, l'insuffisance des ressources naturelles et les changements climatiques.

¹²⁶ DJIMADOUM (D.) et Al. Analyse des « conflits » relevés auprès des autorités sur la Période 2004 – 2008. PHPTC, juillet 2009.

¹²⁷ HUSSEIN K. Conflict between farmers and herders in the semi-arid Sahel and East Africa : à review. IIED – IDG. 1998.

¹²⁸ <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad/infographic/tchad-aper%C3%A7u-des-conflits-intercommunautaires-decembre-2021>

Prolifération des armes à feu : La circulation d'armes à feu provenant de pays voisins en proie à des conflits graves contribue à l'escalade des violences intercommunautaires au Tchad¹²⁹.

Tensions liées à la transhumance : Les mouvements saisonniers du bétail et les conflits liés à la transhumance peuvent également être des sources de tensions entre les communautés au sud du Tchad.

Inégalités sociales et économiques : Les inégalités sociales et économiques, telles que la pauvreté et les disparités d'accès aux ressources, peuvent alimenter les conflits intercommunautaires en créant des tensions et des frustrations au sein des communautés.

Manque de justice et d'impunité : L'absence de poursuites judiciaires contre les auteurs de crimes commis lors des conflits intercommunautaires peut contribuer à l'escalade de la violence et à l'absence de résolution pacifique des différends. Il convient de noter que ces facteurs ne sont pas exhaustifs et que d'autres éléments peuvent également jouer un rôle dans les conflits intercommunautaires au sud du Tchad.

3- La tension intercommunautaire

Une deuxième cause majeure de conflit entre agriculteurs et éleveurs dans le sud du Tchad est la tension socioculturelle entre les groupes originaires du nord et les groupes autochtones des régions de Moyen Chari, Mandoul et Chari Baguirmi ; du Logone orienta et occidental etc. Cette tension s'exprime tout d'abord par des perceptions différentes de la terre. Pour les éleveurs du nord issus des vastes terrains arides sahariens et sahéliens, la terre est un bien commun et ses ressources « forment un ensemble cohérent et indissociable [...] La gestion et l'utilisation de ces ressources sont effectuées collectivement, sans qu'un individu puisse faire valoir des droits exclusifs sur elles. »¹³⁰ Or, pour les agriculteurs autochtones, la délimitation du territoire est indispensable pour la bonne gestion des biens de chacun. D'autres différences existent, notamment dans les appartenances et pratiques ethniques et religieuses, et l'arrivée massive des populations du nord depuis les années 1980 n'a fait qu'alimenter cette tension socioculturelle. A plusieurs reprises lors des entretiens et des discussions réalisées dans le cadre de cette étude, une distinction a été faite entre les « autochtones » et les « allogènes »¹³¹. De

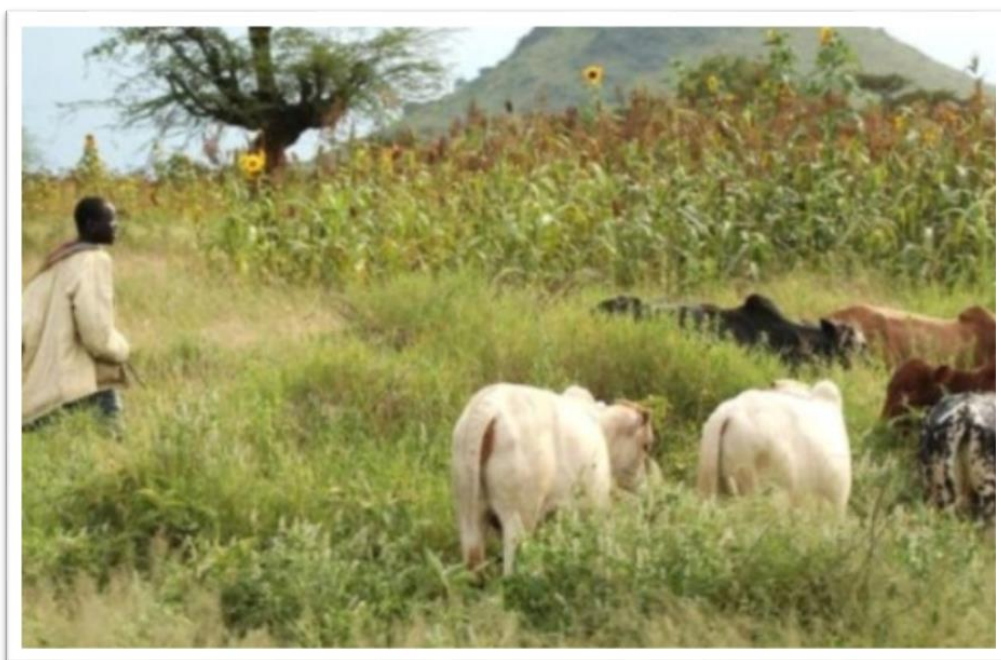
¹²⁹ 6(<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/tchad-au-moins-quatre-morts-dans-un-conflit-intercommunautaire-dans-le-sud/2182689>).

¹³⁰ Barriendos V., 1993. La gestion du territoire comme source du conflit. Mémoire DEA

¹³¹ Enquête de terrain, avec le chef traditionnel de la communauté laka de Baïkoro en novembre 2022

même, de nombreux agriculteurs se réfèrent aux éleveurs comme « des Musulmans », mettant en évidence leur différence de religion et de culture.

Photo n° 3: ceci est une prise à vue lors de la descente sur le terrain en octobre 2022. Un bouvier cherchant à tout prix pour que son troupeau pâture ce champ de mil. Car en faisant pâître le mil, et que son patron, Com zone constatera les graines de mil sur les



Source : photo d'un bouvier accompagne le troupeau ; enquête sur le terrain

Concernant le conflit agriculteurs/éleveurs, les autorités sont parfois accusées de partialité dans le traitement des conflits. Il faut noter que bon nombre d'autorités locales ayant plus de revenus que la population générale sont propriétaires de troupeaux (même si la constitution tchadienne interdit un tel double exercice d'activité lucrative) et peuvent ainsi être eux-mêmes parties aux conflits.¹³² Par ailleurs, les éleveurs auxquels sont confiés le bétail de ces autorités ont tendance à moins respecter les territoires des agriculteurs, sachant qu'il y a peu de chances que les dégâts soient punis.¹³³ Ainsi, le responsable d'une ONG du Mandoul rapporte que : « Nos autorités, nombreux d'entre elles, en tout cas, notamment les colonels de l'armée, sont de grands propriétaires de bétails. Ils confient la surveillance de leurs bétails à des bouviers qu'ils arment, souvent avec des armes de guerre. Cette situation fait que les éleveurs n'ont aucun scrupule à conduire les bœufs dans les champs. Ils savent qu'ils n'ont rien à craindre des

¹³² Bonfiglioli A.M, 1990. Le bâton et la houe : une introduction à l'agro-pastoralisme tchadien. 117 p

¹³³ Blot S., 2000. Gestion des conflits agriculteurs-éleveurs. Document de travail COP Moundou, 5 p.

agriculteurs à cause de leurs armes, mais de la justice non plus ils ne craignent rien car leurs “patrons” ont les moyens d’influer sur le jugement ». Le vide juridique, l’incompréhension des lois existantes, le manque de transparence dans la gouvernance locale et la possibilité de répression sévère conduisent aussi à l’abus de pouvoir de la part des autorités locales, et particulièrement les militaires et gendarmes. Ainsi, les femmes rencontrées dans la région de Mandoul expliquent « une des causes des conflits ici, ce sont les achats et vente abusive de terrains par les allogènes : le Cadastre vend en désordre des terrains, peu importe qu’il s’agisse d’une réserve naturelle, cela n’est pas leur problème ».

II – Gestion de pouvoir

Répartition des pouvoirs et société pluriethnique sont au centre de la manipulation politique par les différents régimes qui se sont succédé au Tchad. En effet, lors que le Tchad a accédé à la souveraineté internationale, il l’a proclamée sous le vocable de la République. La République c’est la fin des rois. C’est-à-dire la fin des pouvoirs personnels, mystiques, héréditaires et arbitraires. Or, sur l’espace de cette République vivent des peuples mosaïques avec une diversité culturelle aussi étonnante. Par conséquent, la construction de l’intégration nationale était une priorité pour les premiers dirigeants politiques. Alors, la gestion représentative et démocratique semble être la solution la plus appropriée. Dans cette perspective, le président François Tombalbaye chercha à réaliser l’État-Nation à travers l’instauration du monopartisme. Ainsi, il fonda, dès le 19 janvier 1962, son régime sur le parti unique, le parti progressiste tchadien (P.P.T.). Si ce dernier avait réussi sa mission on n’en serait pas là aujourd’hui avec les différentes tensions communautaires.

À cet effet, l’évolution constitutionnelle concentre entre ses mains tous les pouvoirs. La conséquence de cette démarche politique en est les abus administratifs et la faillite politique ayant entraîné les guerres civiles que nous connaissons jusqu’à nos jours. Tout au long du régime Tombalbaye, les populations septentrionales ont connu l’arbitraire de l’administration centrale animée par des agents majoritairement originaires de la région méridionale. Ce sont ces derniers qui ont pris le relais des administrateurs français sans avoir toujours la qualification requise, qui, ont soit déclenché la colère des populations locales, soit ajouté à un mécontentement déjà installé¹³⁴. Plusieurs spécialistes de la question tchadienne n’ont pas manqué de relever la confiscation de l’administration par l’élite appartenant à la même région

¹³⁴ C. Bouquet, *Tchad ? : Genèse d’un conflit*, Paris, L’Harmattan 1988, p. 125

que le président de la République. Cette situation demeure constante avec tous les régimes qui se sont succédé au Tchad.

Après l'accession au pouvoir des militaires le 13 avril 1975, le général Félix Malloum entame la réconciliation avec les mouvements rebelles mais les négociations ont débouché sur des crises politiques. Celles-ci se cristallisent autour des clivages ethnico-religieux. La problématique de cette impasse politique se focalise sur la répartition des pouvoirs entre les partisans du président de la République et ceux du premier ministre, Hissein Habré. La suite a été une suite de désaccords, apparue dès novembre 1978, sur la nomination de fonctionnaires civils à des postes d'autorité et sur l'intégration des Forces Armées du Nord (FAN) dans l'Armée Nationale Tchadienne (ANT), désaccord dont l'accumulation au jour le jour ne pouvait conduire, malgré les proclamations de bonne volonté de part et d'autre, qu'à une épreuve de force¹³⁵. Ainsi, la réforme de la fonction publique prescrite dans le cadre de la réconciliation nationale devient une affaire politique qui entache la cohabitation entre le président de la République Félix Malloum et son Premier ministre Hissein Habré. Dès lors un climat de suspicion et de désaccord s'installe entre les deux chefs de l'exécutif. Bref, la cohabitation entre ceux-ci devient difficile et la guerre civile éclate le 12 février 1978.

Les gouvernements qui se sont constitués après les événements malheureux du 12 février n'ont fait qu'exacerber les clivages politiques et identitaires au sein de la communauté tchadienne. Du président Goukouni Weddeye en passant par Hissein Habré jusqu'à Idriss Déby Itno, la gestion politique et administrative du pays se trouve confisquée entre les mains d'un clan, celui du président en exercice. Cette manière de gérer les affaires publiques constitue une entrave au développement du pays et devient source de mécontentement de l'élite intellectuelle qui ne cesse de dénoncer en ces termes : « Opacité dans la gestion des affaires publiques, incompétence récompensée, corruption généralisée, absence de lisibilité et de traçabilité des projets de développement, impunité, crime organisé¹³⁶... » L'exclusion des autres groupes communautaires tchadiens fut apparente. L'attitude des autorités gouvernantes originaires toutes d'une même région va réactiver les conflits identitaires et communautaires ayant trait à la rivalité pour le contrôle de l'appareil étatique. Ainsi, différents mouvements rebelles se sont constitués dans le pays pour renverser le régime central. En octobre 2006 des violences interethniques à grande échelle opposant les tribus arabes et non arabes au Salamat et au Ouaddaï, et les Zaghawa, ethnies du président Déby aux Tama, apparentés au rebelle Mahamat

¹³⁵ Abderaman Dadi, *Tchad? L'État retrouvé*, Paris, L'Harmattan, 1988,

¹³⁶ http://hdr.undp.org/statistics/data/cty/cty_f_TCD.html

Nour du Front Uni pour le Changement (FUC) dans le Biltine, ont éclaté à l'Est du pays à la frontière soudanaise.

À ces conflits interethniques s'ajoutent des contestations politiques après la révision constitutionnelle de 2006. Il s'ensuit une explosion de revendications démocratiques qui va réactiver la politisation conflictuelle des communautés ethniques au Tchad.

1 - La violence et mode de gestion des ressources naturelles

Au Tchad, la violence a été utilisée comme moyen d'accession au pouvoir à plusieurs reprises. Les conflits et les violences sont souvent liés à des divisions ethniques, des rivalités politiques et des luttes pour le contrôle des ressources. Voici quelques éléments pertinents trouvés dans les résultats de recherche :

- Les affrontements entre les gens du Nord et les gens du Sud sont devenus quotidiens au Tchad, et la violence s'est peu à peu banalisée. Ces conflits sont sous-tendus par des représentations très fortement négatives de l'autre, résultant d'une longue période d'esclavage, de guerre, et d'autres facteurs¹³⁷

- Les rébellions au Tchad au cours des dernières décennies ont souvent été alimentées par des groupes venant du Soudan voisin. Selon l'ancien ministre centrafricain Adrien Poussou, aucun chef d'État, même élu au suffrage universel, ne peut diriger le pays sans avoir les faveurs de l'armée¹³⁸

- Les frontières poreuses du Tchad avec la Libye ont donné lieu à des activités illicites telles que l'extraction d'or, la contrebande et le trafic d'êtres humains. Une transition politique pacifique au Tchad est essentielle pour éviter que la violence ne se propage aux pays voisins, dont beaucoup sont déjà en proie à l'insécurité. Le Tchad est considéré comme une zone tampon contre les menaces djihadistes dans la région du Sahel¹³⁹

- Dans les sociétés du désert, la violence est souvent la conséquence du mode d'exploitation du milieu naturel, en particulier l'élevage extensif du chameau. Cependant, cette violence est régulée par des valeurs morales primordiales.

¹³⁷ <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2003-3-page-51>. Consulter le 18 janvier 2024 à 20h35

¹³⁸ <https://www.jeuneafrique.com/1445796/politique/au-tchad-un-changement-d'exécutif-est-il-envisageable-a-l'issue-de-la-transition>. Consulter le 18 janvier 2024 à 20h40

¹³⁹ idem

- L'accession au pouvoir au Tchad a également été associée à des actes de violence et de rançonnement. Les rentes étatiques sont souvent réservées aux proches et alliés de la famille au pouvoir.

Il est important de noter que la violence n'est pas le seul moyen d'accession au pouvoir au Tchad, mais elle a joué un rôle significatif dans l'histoire politique du pays. La transition politique actuelle au Tchad est considérée comme une opportunité pour la démocratie et la paix, mais elle est également source d'incertitude et d'inquiétude.

2– Situation d'accaparement du pouvoir

Depuis le coup d'État du 13 avril 1975 qui a porté le général Félix Malloum au pouvoir jusqu'à nos jours, la succession à la tête de l'État tchadien a été souvent réalisée au prix d'effusion de sang. En effet, les guerres civiles du 12 février 1978 font installer le pays dans un cycle de violences infernales. Ce fut dans ce contexte que le FROLINAT¹⁴⁰ parvient à la magistrature suprême du Tchad en 1979. Dès lors l'alternance au sommet de l'État n'est possible que par l'épreuve de force. Ainsi, c'est après une lutte violente et meurtrière de près de deux ans que Goukouni Weddeye vaincu son adversaire Hissein Habré et s'installe au pouvoir de 1980 à 1982¹⁴¹. Cependant, le vaincu d'hier ne désarme pas, il se prépare à partir du territoire soudanais et parvient à chasser du pouvoir le 7 juin 1982 le président Goukouni Weddeye. Après sa victoire sur les forces de ce dernier, Hissein Habré devient le maître absolu du Tchad durant huit ans. Son règne laisse aux Tchadiens le cauchemar d'une dictature sans précédent. En effet, le règne de Hissein Habré a introduit des pratiques nouvelles inédites au pays. C'est le concept de la responsabilité collective consacré depuis lors. Il s'agit, pour un acte politique posé par un individu, d'en rendre responsable toute sa famille, toute son ethnie. L'on a ainsi vu, pour de tels actes, des familles dépossédées de leurs biens, chassées de leurs domiciles, emprisonnées quand elles n'étaient tout simplement massacrées¹⁴². Les conséquences de cette pratique sont les révoltes des Hadjarî en 1986 et des Zaghawa en 1989, deux communautés alliées les plus confirmées de Hissein Habré. Les représailles ont été dramatiques et le pays sombre dans de violences inouïes. C'est dans ce climat que Idriss Déby fait défection et rejoint Maldoum Bada Abbas au Soudan. Ces deux anciens fidèles d'Hissein Habré prennent les armes et renversent le régime sanguinaire du 7 juin 1982, le 1^{er} décembre 1990. Alors, Idriss Déby s'installe au pouvoir, cependant la paix ne revient pas au pays. Car, l'exacerbation des

¹⁴⁰ Parti politique initié par Hisseine Habré

¹⁴¹ Entretien avec le professeur d'histoire Mahamat WADI à Moundou

¹⁴² Tchad? Conflit Nord/Sud Mythe ou réalité? N'djamena, Al-mouna, 2005, p. 168.

discriminations entre les communautés et la tendance à recourir à la force des armes ne sont pas de nature à calmer les esprits et à restaurer la confiance entre les Tchadiens.

La promesse de l'instauration de la démocratie dans le pays se compromet sous la problématique de l'alternance au pouvoir. La réforme constitutionnelle concernant la limitation du mandat présidentiel en 2006 projette le pays dans un nouveau cycle de violences politiques. Ainsi, le régime Deby est soumis à plusieurs tentatives de renversement par des forces rebelles. Aujourd'hui, nombre de Tchadiens ne croient pas à l'alternance à la tête du pays par la voie des urnes, car la résignation face à un régime atypique est totale. Cependant, la majorité de citoyens tchadiens espère un changement, mais pas une alternance démocratique. Ce pessimisme populaire à propos de la démocratie tchadienne pousse certains auteurs à qualifier la question tchadienne d'institutionnalisation de la violence comme unique mode de lutte pour la conquête du pouvoir¹⁴³. L'opposition démocratique tchadienne lors de sa conférence de presse tenue en mars 2011 à N'djamena n'a pas manqué d'exprimer son manque d'espoir dans la réussite de la démocratie. Ainsi, elle en appelle au patriotisme des Tchadiens et les invite à boycotter massivement la fraude historique du 25 avril 2011 pour manifester leur rejet d'un système de vingt ans dont le seul bilan est la gestion patrimoniale calamiteuse qui a relégué le Tchad au dernier rang des pays les plus pauvres et corrompus, malgré les immenses richesses exploitées ces dernières années.

Si la conquête pour le pouvoir fait sombrer le Tchad dans des violences politiques interminables, il faut aussi reconnaître que celles-ci sont alimentées par des ingérences extérieures.

3 – Les puissances étrangères sur les conflits au Tchad

Les enjeux géopolitique et géostratégique de l'espace tchadien déterminent les incessantes immixtions des puissances étrangères dans la problématique de la question tchadienne. L'importance géostratégique de l'espace de Toumaï fut attestée depuis 1892 lors que E. Etienne, président du comité d'Afrique française déclarait : « Le Lac Tchad, ce point central, est l'objet de tant de convoitises parce que celui qui le possédera sera le maître de l'intérieur de l'Afrique¹⁴⁴. » Ces enjeux prennent dans leurs dimensions plusieurs aspects stratégiques, comme le constate Mariam Diallo, « la base de N'Djamena jouait un rôle

¹⁴³ Saleh Yacoub Mahamat, *Des rebelles aux seigneurs de guerre? la désagrégation de l'armée nationale*, N'djamena, Al mouna, 2005, p. 23.

¹⁴⁴ Jacques Guillemin, « L'importance des bases dans la politique militaire de la France en Afrique francophone et à Madagascar » in *Le Mois en Afrique*, n° 188-189, août-septembre, 1981, p. 311.

particulièrement important au sein de ce dispositif. Elle permettait non seulement de contrôler l'Afrique Noire et d'y intervenir éventuellement en cas de troubles par le truchement d'une division aéroportée basée dans le sud-ouest de la France, mais aussi comme l'ont suggéré certains Arabes, d'exercer une surveillance plus discrète sur toute l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ¹⁴⁵». Quant à la géopolitique, elle se manifeste à travers les ressources naturelles dont dispose le Tchad. D'ailleurs, les recherches pétrolières ont commencé depuis 1954 et ont signalé l'existence de gisements pétrolifères tant au nord qu'au sud, respectivement dans les bassins des Erdi et de Doba¹⁴⁶. Selon les dernières estimations dont nous disposons, les réserves autour de Doba seraient d'environ 930 millions de barils, et les pétroliers semblent ne pas exclure la découverte d'autres gisements ailleurs au pays¹⁴⁷. Aujourd'hui avec l'exploitation du pétrole, les intérêts économiques sont énormes pour les compagnies pétrolières occidentales. C'est pourquoi, les ingérences extérieures dans le conflit tchado-tchadien sont de plus en plus perceptibles. Parmi les puissances occidentales, l'ingérence française est constante et ambiguë.

En effet, l'intervention de l'hexagone dans le conflit tchadien remonte dès les premières ères de la crise. En 1966, face à une situation difficile devant une rébellion active, voire dangereuse, et s'exerçant sur la moitié du territoire national, le président Tombalbaye fait appel aux forces françaises. Dès lors, les troupes françaises sont partie prenante dans le conflit tantôt du côté du gouvernement, tantôt du côté de mouvements rebelles. Les événements les plus récents, c'est-à-dire ceux du 2 février 2008 sont édifiants à ce sujet. Ainsi, l'ambiguïté de la politique métropolitaine dans la crise tchadienne est l'une des causes qui rendent le problème de plus en plus complexe. Dans ce jeu, la France ne vise d'autre intérêt que de vouloir garder son emprise sur son ancienne colonie.

Quant aux États-Unis, leur immixtion dans le problème tchadien est récente. Elle date des années 1977 au moment où l'agression libyenne ne cesse de menacer le Tchad. En effet, sitôt que s'amorce l'offensive libyenne, les États-Unis débloquent une aide militaire d'urgence en faveur de Hissein Habré, en même temps qu'ils exercent des pressions sur les alliés africains de la France pour les engager au maximum de fermeté à l'égard de Tripoli¹⁴⁸. Les démarches américaines dans les affaires tchadiennes sont motivées par leur dessein d'étendre leur influence en Afrique au sud du Sahara et, ensuite, de déstabiliser le régime du colonel Kadhafi, considéré

¹⁴⁵ Mariam Diallo, *Les Fondements de la crise tchadienne*, mémoire de DESS en Relations Internationales, IRIC, 1983, p. 14.

¹⁴⁶ Souleymane Abdoulaye Adoum, *Les Crises politiques tchadiennes de 1966 à 1990*, mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2010, p. 125.

¹⁴⁷ N'djamena Hebdo, n° 232, 9 mai 1996, Rubrique « Échos ».

¹⁴⁸ René Otaeyek, *La Politique africaine de la Libye*, Paris, Karthala, 1986, p. 199.

comme bastion terroriste à l'époque. En outre, les États-Unis considéraient la Libye comme le « deuxième Cuba » de l'ex-URSS, parce que la Libye faisait en grande partie le jeu de l'URSS¹⁴⁹.

Parmi les pays africains, l'on cite la Libye et le Soudan. Ces deux pays sont les plus engagés dans le conflit tchadien. La Libye justifie son aventure militaire au Tchad par des raisons de sécurité. Elle cherche à avoir un glacis de sécurité au sud, étant donné qu'elle est coincée à l'Est par l'Égypte et le Soudan hostiles à sa politique et à l'ouest par la Tunisie avec qui elle n'a pas toujours des rapports cordiaux. Cependant, la vérité sur les visées expansionnistes du colonel Kadhafi est toujours cachée aux Libyens¹⁵⁰. Pour ce qui concerne les ingérences soudanaises, elles se justifient par de raisons diverses. Entre autres, la fraternité arabo-islamique entre Soudanais et Tchadiens, la crainte de voir la Libye acquérir une influence importante au Tchad. C'est pourquoi, les autorités soudanaises ont toujours soutenu les différents mouvements rebelles Tchadiens. Ceux-ci ne bénéficient non seulement du territoire soudanais comme base arrière, mais ce territoire leur fournit des éléments combattants. Ainsi, les rapports entre les deux pays ont été de tout temps tendus sous les différents régimes qui se sont succédé tant au Soudan qu'au Tchad.

L'analyse sur les interventions étrangères dans le conflit tchadien montre que celles-ci ont été motivées par diverses raisons. Pour les pays africains, leur implication dans la crise est déterminée soit pour des raisons liées à leurs sécurités intérieures soit pour des raisons hégémoniques. Quant aux ingérences des puissances occidentales, elles se justifient dans les intérêts stratégiques et économiques que présente le territoire tchadien pour elles. Le pétrole et la guerre d'influence que se livrent Américains et Français ne sont pas étrangers à certains soubresauts vécus par le pays. Les diatribes anti-françaises de Tombalbaye n'expliquent pas toutes seules sa chute et son assassinat. Beaucoup de témoins de son règne sont convaincus qu'il a signé son arrêt de mort le jour où il a offert des permis d'exploration à une firme américaine. Les partisans de Hissein Habré soutiennent que le refus de leur chef d'entendre la sirène démocratique ou sa cruauté n'étaient que des prétextes. Son pro-américanisme, avec un relent pétrolier, aurait fini par excéder Paris¹⁵¹. En somme, l'ambiguïté de la politique française dans le conflit fut réelle. Cette attitude constitue l'un des obstacles aux solutions du différend tchadien dont les conséquences ne cessent d'impacter sur le développement de ce pays.

¹⁴⁹ Souleymane Abdoulaye Adoum, Les Crises politiques tchadiennes de 1966 à 1990, mémoire de Master en Histoire, Université de Ydé I, 2010, p. 106.

¹⁵⁰ B. Idriss Haggar, Tchad, témoignage et combat politique d'un exilé, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 228.

¹⁵¹ Robert Buijtenhuijs, Transition et élection au Tchad 1993-1997, Paris, Karthala, 1998, p. 84.

III- Tensions politiques

Au Tchad, les procès des événements d'Avril 2021 et d'Octobre 2022, s'enchaînent en violation des droits des prévenus selon les Organisations de défense des droits de l'homme. Dans une procédure qui n'est pas équitable, sans enquête préliminaire sérieuse, les accusés sont présentés devant un tribunal politique, sans leur avocat.¹⁵² Ils sont poursuivis pour terrorisme entre autres délits ayant provoqué la mort d'Idriss DEBY. Seulement, la junte au pouvoir dirigée par Mahamat Idriss Deby Itno, qui a appelé au dialogue, n'entend pas mettre sur la table les nombreux crimes commis sous le régime d'Idriss DEBY¹⁵³... Aujourd'hui, la situation très sensible du pays pousse l'Elysée à entrer en contact avec certains acteurs politiques et de la société civile pour trouver une porte de sortie de crise dans un pays où l'armée dominée par les Zaghawa, est divisée sous la direction d'un jeune président inexpérimenté. Le Qatar, allié de Paris, a déjà pris ses distances. Dakar Times poursuit ses enquêtes et promet d'autres révélations. C'est des grands facteurs déclenchant de tension sociopolitique au Tchad et aussi une cause majeure des conflits intercommunautaires.

Idriss Deby a pris le pouvoir au Tchad le 1er décembre 1990 à la tête d'une rébellion armée soutenue par la France, la Libye, le Soudan et la francophonie. Il y règne 30 ans après sans partage par le truchement des élections aux scores stalinien, des modifications interminables de la Constitution. A l'époque, il n'y avait pas de limitation de mandat présidentiel au Tchad. Durant le règne de Deby des crimes odieux des opposants politiques et des cadres Tchadiens ont été perpétrés et la famille de ces disparus cherche à faire justice ou à venger. Aujourd'hui, la junte au pouvoir cherche à effacer ce passé douloureux du peuple tchadien. Dans ce qui suit, le Collectif des ressortissants Tchadiens indignés fait un retour sur cette affaire.¹⁵⁴

1 - La situation socio-politique.

L'évolution de la situation socio-politique du Tchad des années 80, marquée par ces multiples crises et guerres ont agi profondément sur les tissus de coexistence pacifique entre les agriculteurs et éleveurs. Depuis cette période les affrontements entre ces deux communautés

¹⁵² Dakar times Blog A la une DECEMBRE 1990 A AVRIL 2021 : Les crimes de sang des Deby

¹⁵³ Journal de Dakar Times publié le juin 2023, un document réalisé par le Collectif des Tchadiens indignés sur Les crimes impunis au Tchad Il rappelle les cas de quelques hautes personnalités politiques et militaires tuées sous le règne de Deby père. Leurs familles réclament justice

¹⁵⁴ Le lundi 15 juillet 2003, le Directeur de publication du journal « Abba Garde » a été arrêté par les agents de l'ANS, police politique du régime Deby. Le régime lui reproche d'avoir publié un article intitulé « Assassinats de cadres tchadiens sous Deby, c'est trop ! ».

sont devenus fréquents et de plus en plus violents. A cela s'ajoute l'apparition d'un phénomène nouveau qui guide le comportement des éleveurs, qui ne sont pas uniquement propriétaire des animaux mais des salariés à qui sont confiés du bétail. Les employeurs, souvent fonctionnaires civils, militaires ou hommes d'affaires bien situés embauchent ces éleveurs qui sont à l'abri de toute poursuite judiciaire. Assurés de la protection totale par ces derniers (employeurs), ces éleveurs deviennent arrogants et agressifs vis-à-vis des agriculteurs. Ce phénomène d'impunité aggrave la situation déjà tendue entre les éleveurs et les agriculteurs. De surcroît, certains éleveurs ont profité de ces troubles pour s'acheter des armes des guerres, qu'ils n'hésitent pas à en faire usage en cas d'affrontements. Cela ne se limite pas sur les éleveurs mais la racine remonte au sommet du gouvernement. A cet effet, nous allons essayer de ressortir quelques actes ignobles au sein dudit gouvernement.

Ces informations ci-dessous sont vérifiables sur plusieurs dizaines de sources différentes (Internet, documents de presse, livres, vidéos, audio). Les représentations diplomatiques, les organisations Onusiennes, les ONG des droits de l'homme, les Tchadiens et tous les étrangers qui ont vécu au Tchad peuvent valablement confirmer la véracité de ces informations.

Le 13 octobre 1991 ; le Président Idriss Deby accuse son Ministre de l'intérieur, 2ème homme fort du régime, le Colonel Maldom Bada Abbas, de préparer un coup d'Etat. Il s'en suit l'arrestation et exécution du Colonel Ibrahim Elias, chef d'Etat-major général des armées 2ème adjoint, en même temps que 63 autres officiers, tous proches du Ministre de l'intérieur qui sera lui incarcéré durant plusieurs mois sans procès avant d'être relâché, complètement mis hors circuit politique.

12 Janvier 1992 Mamadou Bissau, haut Cadre de l'administration tchadienne, plusieurs fois Ministre et Ambassadeur en Europe, Secrétaire général du parti politique RDP (Rassemblement pour la Démocratie et le progrès), a été abattu à son domicile devant sa famille le 12 janvier 1992 par la garde présidentielle d'Idriss Deby¹⁵⁵. Son tort est d'avoir voulu organiser une conférence de presse pour dénoncer les bombardements aveugles de l'aviation française contre la rébellion du MDD (rébellion armée née de la chute du régime Habré) qui luttait contre le régime Deby dans la région du Lac Tchad. Des bombardements qui ont occasionné des victimes parmi les populations civiles.¹⁵⁶.

¹⁵⁵ Commandant Abakar Adjar, Com-zone de la région du Lac, arrêté lors de la dissidence du Colonel Abbas Koty, ministre de la défense d'Idriss Deby. Il a été arrêté et exécuté avec ses hommes à Moussoro le 18 juin 1992.

¹⁵⁶ Colonel Kaffine Chadallah, CEMGA 1er adjoint, proche du Ministre de l'intérieur Maldom Bada Abbas, est entré en dissidence après le prétendu coup d'Etat du 13 octobre 1991. Réfugié au Nigéria, il sera contraint de rallier le régime Deby sous la menace d'une extradition extrajudiciaire. Moins d'un mois après son retour à Ndjaména, il

16 Février 1992 Maître Joseph Behidi, membre fondateur de la ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH) dont il fut le 1er Vice-Président, a été abattu au seuil de son domicile dans la nuit du 16 février 1992 par des hommes enturbannés à bord d'un véhicule neuf sans immatriculation connu pour appartenir à la Présidence de la République. L'enquête indexera la garde rapprochée du Président Deby et précisément son neveu le Colonel Kerim Assour, chef de la sécurité rapprochée du Président Idriss Deby.

Tous extradés clandestinement vers le Tchad, torturés et exécutés dans les cellules de l'actuel palais présidentiel sous les ordres d'Idriss Deby.

Près de 500 personnes ont été raflées et extradées manu militari de Maïduguri (nord Nigeria) vers Ndjaména où elles ont subi des sévices et des traitements inhumains dans les prisons. Toutes les organisations de défense des droits de l'homme (nigérianes, tchadiennes, FIDH, Amnesty, etc.) ont dénoncé ces crimes dans leurs rapports.

Tous les deux compagnons d'armes d'Idriss Deby quand il luttait contre le régime Habré mais très tôt entrés en dissidence à cause des dérives criminelles et mafieuses du nouveau régime. Ils animaient un foyer de rébellion dans le Sud du Tchad où se poursuivait le projet pétrolier. Conviés à la table de la négociation avec le gouvernement, tous les deux furent arrêtés et exécutés sur le chemin de leur transfèrement vers la capitale où au même moment se tenait la conférence nationale.

Ancien Directeur de Cabinet militaire du Président GoukouniWeddeye (1979-1982), ex-CEMGA, ex-Ministre de la défense nationale, ex-Ministre des Transports sous le régime Deby, Abbas Koty est entré en rébellion contre Idriss Deby qu'il a pourtant aidé à prendre le pouvoir en 1990. Invité en Libye, Khadafi le poussa à signer un accord de paix avec Deby le 15 août 1993. Il serait assassiné deux mois après son retour au Tchad.¹⁵⁷

Assassinat du Dr. Gueti Mahamat, DG de l'Asecna Tchad de 1985 à 1999, Directeur du département Marketing et stratégie à la direction générale de l'Asecna à Dakar Yoff de 2000 à fin 2001, président du parti politique PDT. Ayant refusé toute alliance politique avec Deby, il serait tué dans l'explosion de sa voiture minée non loin de son domicile à Faya (Nord du Tchad)

mourra en pleine séance de la conférence nationale de 1993, victime dit-on d'un arrêt cardiaque, mais tout porte à croire qu'il ait été empoisonné par les agents de l'ANS (agence nationale de sécurité, police politique du régime Deby). Point de procès.

¹⁵⁷ Annour Idriss Hagggar (Laborantin) et Abakar Idriss Hagggar (DG de l'école normale supérieure) ainsi que Bakhitmahamat Hagggar, Hamid abderahmane Hagggar (Chef de projet du PEV au ministère de la santé), seront froidement assassinés entre 1994 et 1996. Leur tort est d'être de la même ethnie que Deby et surtout de la famille que le Dr. Bichara Idriss Hagggar, Secrétaire général exécutif de l'UNIR (mouvement politique du président Hissein Habré), qui a refusé de se ranger avec le nouveau pouvoir et s'est exilé au Canada. Point de procès.

où il battait campagne pour les élections législatives de juillet 2002. Sa veuve sénégalaise vit à Yoff Tonghor à Dakar.¹⁵⁸

Après la chute de Khadafi, le chef des services secrets libyens, Senoussi Abdallah, arrêté en Mauritanie en 2012 et livré aux nouvelles autorités libyennes, a affirmé que le Magistrat Youssouf Togoïmi a été livré à Idriss Deby depuis septembre 2002 par l'avion présidentiel du Tchad et il a été exécuté.

Assassinat à domicile de Mme Dochi Koreïdo, qui a reçu dans son salon et servi à boire à ses assassins qui, après identification, l'ont froidement abattu à bout portant. Son tort est d'avoir son frère parmi les milliers de rebelles qui luttait à l'Est du Tchad contre le régime Deby.

Pr. Ibni Oumar Mahamat Saleh, ancien Ministre de Plan et de la coopération sous le régime HABRE, Président du Parti pour les Libertés et le Développement (PLD), candidat aux élections présidentielles de 1996, 2001 et 2006, Porte-parole de l'opposition démocratique depuis août 2007. Opposant irréductible à Idriss Deby, il a refusé les postes ministériels pour ne pas cautionner la démocratie à la baïonnette et la gabegie instaurée en mode de gouvernement.

Ibni Oumar a été enlevé à son domicile le 3 février 2008 par la garde rapprochée du président Idriss Deby Itno au lendemain du retrait des rebelles venus de l'Est du Tchad qui ont assiégé la capitale Ndjaména et failli renverser le régime Deby n'eut été l'intervention française décidée par Sarkozy. Depuis février 2008, il est officiellement porté disparu. La commission d'enquête internationale (France OIF, UA) sur les événements de février 2008 a entendu plusieurs dizaines de témoins qui ont clairement identifié la garde rapprochée du Président Deby. Son assassinat ne fait l'ombre d'aucun doute. 5 ans après aucun signe de vie. Ses deux

¹⁵⁸ Assassinat de Youssouf Togoïmi, Magistrat, ancien Procureur de la République, successivement Ministre de la Justice, de la défense et de **l'intérieur entre 1991 et 1998**, président du MDJT, rébellion armée contre le régime de Deby à partir de 1998.

Inspectant ses troupes dans le Tibesti (extrême nord du Tchad), sa voiture a sauté sur une mine télécommandée par des agents infiltrés, blessé aux deux jambes, il a été évacué en Libye où il a été soigné pendant plusieurs mois puis interdit de sortie de territoire libyen.

Le 22 septembre 2002, la Libye de Khadafi avait annoncé sa mort lors d'une simple séance de kinésie. Cependant, Khadafi a toujours refusé de remettre à sa famille (père, veuve) son corps malgré plusieurs demandes insistantes, même auprès de l'UA.

enfants de nationalité française ont porté plainte en France. Un Juge d'instruction a été finalement désigné au courant du mois de juin 2013¹⁵⁹.

2 - Dualité juridique de la gestion foncière au sud du Tchad.

L'Etat tchadien se fonde sur la vieille notion domaniale des terres vacantes parce que non mise en valeur, pour s'arroger la propriété. Cela a causé de nombreux conflits qui a entraîné beaucoup de pertes de vie humaine à travers tout le territoire. Dans cette partie nous tenterons de ressortir cas par cas pour la meilleure compréhension.

Guera en 1991 : repli des fidèles de Maldom (Colonels Kaffine et Garboubou) dans le Guera après le prétendu coup d'Etat du 13 octobre 1991 contre Idriss Deby, la GP (Garde Présidentielle) investit la région, il s'en suit un véritable génocide dénoncé par toutes les Organisations internationales des droits de l'homme. Relire leurs rapports sur le Tchad de cette année. Point de procès.¹⁶⁰

Ndjaména 1993, manifestation à Ndjaména des ressortissants de Gniguilim et Chokoyane qui protestent contre la répression sauvage des populations civiles.

La manifestation déraile, des commissariats ont été pris d'assaut, des policiers tués. La GP d'Idriss Deby intervient et mate dans le sang la manifestation, une centaine de morts. Certains achevés dans leur lit d'hôpital tandis que d'autres sont descendus de l'ambulance qui les transportait vers l'hôpital.

2 et 3 février 2008, plus de 2000 morts parmi les populations civiles dans les combats à Ndjaména entre les rebelles venus de l'Est et les forces d'Idriss Deby soutenues par la France et des mercenaires (Ukrainiens, Mexicains, Sud-Africains) qui pilotent les hélicoptères de combat. Idriss Deby avait déclaré sur les ondes de RFI avoir donné l'ordre de tirer sur tout attroupement. Des armes chimiques ont été utilisées contre les rebelles. Le rapport du

¹⁵⁹ Assassinat de Mme Gani Nassour Betchi, sœur cadette de M. Timane Erdimi, ancien Directeur de Cabinet civil du président Deby, au lendemain de sa désignation à la tête de l'UFR (union des forces de la résistance) qui regroupe plusieurs mouvements armés qui luttent à l'Est du Tchad contre le régime de Deby.

Feue Mme Gani a été enlevée de son domicile par des hommes du clan Itno dans la nuit du 24 janvier 2009 et retrouvée le lendemain matin près du canal de Diguel égorgée. Point de procès.

¹⁶⁰ Boudouloum et Goré en 1992 : répression des populations de ces localités sous prétexte de lutter contre la rébellion dirigée par le Colonel Moïse Kété et le Capitaine Laoukin Bardé Frison (plus tard arrêtés et assassinés à la table de négociation). La France a vigoureusement condamné ces violations des droits de l'homme. Point de procès.

Gniguilim et Chokoyane en 1993 : attaque de la rébellion armée du RDL dirigée par le Capitaine Mahamat Nour Abdelkerim (ancien ministre de la défense de Deby) dans ces deux agglomérations, la GP intervient depuis Ndjaména et réprime sauvagement les populations civiles accusées d'avoir jubilé avec les rebelles : 80 morts. Point de procès.

département américain sur ces événements de février 2008 a fait état de 297 exécutions imputées aux forces gouvernementales. Point de procès.

2005 – 2010 : Exécution sommaire des prisonniers de guerre à l'Est du Tchad. Les groupes ethniques qui composent la rébellion sont particulièrement ciblés. La Croix-Rouge et toutes les ONG humanitaires, les forces de la MINURCAT, de l'EUFOR, les ONG des droits de l'homme et les chancelleries présents au Tchad durant cette période charnière ont fermé les yeux sur ces dérives criminelles des forces de défense d'Idriss Deby.

Cette liste est très loin d'être exhaustive. Car, certainement relevé que nous avons cité ici que des responsables politiques ou militaires, mais combien sont ceux dont le nom est anonyme et qui ont été sauvagement fauchés quelque part dans ce vaste Tchad, combien sont ceux qui ont perdu la vie pour avoir refusé de céder leur voiture, leur moto ou bicyclette, téléphone portable, pour avoir refusé de vendre leur maison familiale ou leur terrain, pour avoir réclamé le paiement d'une facture ou d'une dette, ou tout simple pour avoir refusé de donner en mariage leur fille, pour avoir refusé l'humiliation (injure, brimade), pour avoir courtisé la même fille au lycée, pour un accident de circulation, et que savons-nous encore. Ils sont des centaines qui ont ainsi perdu leur vie pour des faits anodins sous d'autres cieux mais qui valent la mort.

Les femmes ont été particulièrement opprimées par ce régime barbare des Itno et leurs alliés. Aché Fouda (fille de 16 ans torturée par les nièces du Président Deby, voir la vidéo¹⁶¹ a été la goutte d'eau qui aurait pu déverser le vase. Les viols et kidnappings des filles et femmes d'autrui ont connu des dimensions inimaginables. Ils ont été faits parfois à dessein, juste pour déshonorer, humilier et casser définitivement un homme, une famille. Cette animalité des gens n'a épargné personne, même pas ceux qui se sont résignés et ont accepté de servir ce régime abominable.

Un régime qui s'illustre par sa brutalité criminelle et sa médiocrité intellectuelle, par le pillage systématique et effréné des deniers publics, par la corruption à portée de main, impose depuis 23 ans un règne de plomb, apocalyptique, parsemé de fraudes électorales à répétition, de modifications constitutionnelles à ne pas finir qui font d'Idriss Deby un président à vie, un roitelet de la trempe d'Omar Bongo, Kadhafi, El Béchir, Mobutu.

¹⁶¹ <http://videoixir.com/izle/4073581/ache-fouda-torturee-par-la-niece-du-president-tchadien-deby.html>

Il est temps maintenant de mettre sur pied une commission d'enquête pour faire la lumière sur tous ces crimes odieux du régime d'Idriss Deby Itno.

3 - Domination du nord musulman sur le sud chrétien

Pays de peuplement très ancien, le Tchad fut pendant des siècles une zone de contact entre les Arabes d'Afrique du Nord et les populations de l'Afrique noire¹⁶². Il a connu une histoire agitée, profondément marquée par les luttes ethniques et religieuses, qui se poursuivent aujourd'hui.

La domination nord musulman¹⁶³ sur le sud chrétien peut être elle une fatalité historique? Ceci étant, deux axes constitueront le fil de notre réflexion. D'abord nous allons présenter les raisons historiques de la domination Nord musulmane sur le Sud chrétienne comme une fatalité historique et ensuite présenter en quelques lignes les éléments relevant de cette domination d'une vision idéologique.

Tout au long de l'histoire, les groupes de population format le Tchad d'aujourd'hui se sont certainement rencontrés puis séparés, avant d'occuper les espaces actuels. La population de la partie sud actuelle avaient développé des relations commerciales avec le Cameroun et le Nigeria, tant dis que du côté situé à la lisière du désert du Sahara, les empires et sultanats étaient ouverts sur le monde arabo-musulman, d'où ils avaient établi des relations diplomatiques avec les turcs ottomans auprès de qui ils avaient acquis les armes à feu, ce qui leur permirent non seulement d'agrandir et de consolider leurs espaces territoriaux mais aussi de s'insérer dans le commerce négrier transsaharien¹⁶⁴.

En effet, les populations du Nord ont connu de grands sultanats, sans doute parce qu'ils ont réussi la centralisation fiscale alors que les chefs du Sud ne surent jamais faire remonter jusqu'à eux les redevances coutumières, qui continuèrent à s'éparpiller entre les chefs de terre, ce qui les empêcha de se doter de vrais moyens militaires. En outre, le Nord possède des populations nomades ou sédentaires et se trouve être largement islamisé semblent avoir longtemps dominé le pays en pratiquant une politique de razzia au détriment du Sud, moins étendu mais plus peuplé, majoritairement sédentaire, animiste ou chrétien appelé pour cela le *Dār al-Abid*, le pays des esclaves.

¹⁶² Tchad conflit "NORD-SUD" mythe ou réalité, centre culturel Al-Mouna colloque de Ndjamena

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ Mormont M., 1975. L'espace rural comme un enjeu. Recherches sociologiques. Vol IV n° 2, p 9-25

A l'indépendance, en plus de la structuration binaire, le pays hérita aussi les effets de déséquilibre sur la formation des élites administratives, militaires puis politiques, davantage en faveur des élites du Sud chrétien, et naturellement, c'est à elles qu'échut la responsabilité de conduire le destin national. Frustrés du pouvoir qu'ils pensaient leur échoir à cause de leur tradition du pouvoir centralisé, les commerçants, chefs et cadres conservateurs du Nord musulman virent d'un mauvais œil l'Etat dominé par les cadres du Sud chrétien, que suscitera rapidement des rébellions armées incarnée par le Front de Libération Nationale(FROLINAT), puis Union Nationale pour l'Indépendance et la Révolution (UNIR) d'Hissène Habré en enfin le Mouvement Patriotique du Salut (MPS) au pouvoir jusqu'aujourd'hui. Il faut noter que, l'entrée au pouvoir de Hissène Habré, le champ économique, militaire et celui de la violence politique était bien vrai dominée par les Tchadiens ressortissants du Nord musulman jusqu'aujourd'hui. Contrairement aux légendes répandues ici et là par les politiciens de tout bord pour opposer les populations unes contre les autres.

En effet l'Etat tchadien n'a jamais été de façon exclusive celui des sudistes ou chrétiens sous Tombalbaye. Il n'a jamais été non plus celui des nordistes ou musulman sous Hissein Habré puis Idriss Deby et Deby fils. Tous les régimes qui se sont succédé ont été et reste des dictateurs faites de coalition de politiciens issus de toutes les ethnies pour imposer la misère aux masses populaires de toutes les régions compris celles de leurs. De ce point de vu, parler d'une domination Nord musulman sur le Sud chrétien relève d'une vision idéologique, d'où une prise de conscience des Tchadiens pour la construction d'une nation véritablement démocratique pourra évite ce clivage.

4 - La gouvernance foncière

Le territoire tchadien, est un espace à vocation agro-pastoral. C'est-à-dire du côté nord on pratique l'élevage et du côté sud l'agriculture. Mais en principe cette partition n'a pas été respectée et cela cause de tension entre les communautés voisines.

La compétition pour l'utilisation des espaces et ressources limités, la tension intercommunautaire et l'absence d'un système de gouvernance effective etc. La compétition pour l'utilisation des espaces et ressources limités La première cause de conflit relève d'une simple logique de compétition pour l'exploitation des ressources et de l'espace agropastoral. Ayant à partager un même territoire et à faire usage commun de ses ressources durant une certaine période de chaque année, il est tout naturel qu'une 'concurrence' se développe entre agriculteurs et éleveurs. Pour illustrer ce phénomène, un éleveur du Moyen Chari explique en

donnant l'exemple suivant : "Ici, il n'y a pas assez d'eau pour les maraichers, les éleveurs et les agriculteurs. Nous, les éleveurs, nous sommes donc obligés d'amener nos bétails ou bœufs au fleuve, et cela crée des tensions, problèmes et de la bagarre entre nous et les maraichers parce que nos animaux détruisent tout à leur passage". Parmi les conflits entre agriculteurs et éleveurs, l'un des plus importants est lié aux dégâts des cultures à travers les dévastations des champs par le bétail. L'origine de cette gestion remonte à l'Etat qui avait le pouvoir de distinguer et régulariser ces deux secteurs.

Néanmoins un troupeau est capable de détruire une plantation entière, ce qui engendre des conséquences calamiteuses pour l'agriculteur qui dépend entièrement de son champ pour sa survie.

Cependant, il faut noter que très peu de couloirs de passage sont offerts aux éleveurs et à leur bétail. D'autant plus que les éleveurs accusent les agriculteurs de faire des "champs pièges" dans lesquels ils mettent des produits empoisonnés pour tuer les animaux. Ils accusent également les agriculteurs d'élargir illégalement leurs champs, obstruant ainsi les rares couloirs de transhumance ainsi que l'accès aux points d'eaux. Vu à cette situation, l'un des responsables d'une ONG dans une province, le Mandoul, "c'est le manque d'aires de pâturage et de puits pastoraux qui sont à l'origine des conflits". Mais les questions de contrôle à l'accès et à l'occupation des espaces vitaux tendent à devenir conflictuelles, d'autant plus que les ressources se sont réduites au cours des dernières décennies.

5- Facteurs déclenchant et aggravant des conflits

Ces trente dernières années, les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont signalés un peu partout en Afrique sahélo-soudanienne, tels que les conflits qui avaient opposé les Sénoufos aux Peuls au nord de la Côte-d'Ivoire¹⁶⁵ et ceux qui avaient opposé les Bambaras aux Maures dans la région de Kayes au Mali¹⁶⁶. Ces conflits font suite à une dynamique que connaissent ces régions, dynamique engendrée en général par les sécheresses et l'extension des surfaces agricoles provoquée, d'une part, par la poussée démographique et par l'introduction de la culture attelée, d'autre part. Ce phénomène est accompagné par un transfert de bétail aux cultivateurs, des pratiques agricoles aux éleveurs et un déplacement concomitant du centre de l'élevage de la zone septentrionale vers les zones méridionales à dominance agricole.

¹⁶⁵ Bernadette, 1994

¹⁶⁶ Lethève et al, 1994.

Cependant, le contexte de ces conflits diffère d'un pays à un autre et d'une région à l'autre car intimement liés à l'histoire et à la situation politique de chaque pays et de chaque région. Au Tchad, la situation politique intérieure caractérisée par de multiples crises politico-militaires a particulièrement influencé et aggravé les conflits entre agriculteurs et éleveurs. De même, de par la position géopolitique du pays, aux confins du monde arabe et de l'Afrique noire, entre chrétienté et islam, les conflits recensés au Tchad peuvent trouver leur origine dans des phénomènes structurels plus profonds. Cette situation fait également qu'il est difficile de mettre en exergue les causes exactes étant à l'origine d'un conflit car elles-mêmes sont superposées et entrecroisées les unes aux autres.

Néanmoins, les informations et conclusions tirées de nos enquêtes de terrain nous ont permis de procéder à un tri des symptômes des conflits, en faisant la part des choses entre les facteurs figurant plutôt en amont (facteurs structurels à la base des conflits) qui déclenchent les conflits entre agriculteurs et éleveurs, d'un côté, et de l'autre, en aval, les facteurs aggravant les conflits.

5-1- Facteur déclenchant les conflits

La Convention nationale pour le dialogue et le règlement pacifique des conflits au Tchad (CONDIRECT) alerte sur la situation des conflits agriculteurs/éleveurs et le phénomène d'enlèvement des personnes contre rançon qui s'observent actuellement dans le Tchad profond et le département des Monts de Lam en particulier. Le 20 mai 2022, le censeur du lycée de Baibokoum, Bedouga Houlida Fernand, a été enlevé par des ravisseurs qui ont conditionné sa libération au paiement d'une somme de 5.020.000 FCFA. Sa famille a versé 4.020.000 FCFA mais l'otage a été assassiné. Une semaine après cette macabre forfaiture, le 4 juillet, trois jeunes, tous des élèves, ont été enlevés par les ravisseurs à Andoum, dans le département des Monts de Lam. Les malfaiteurs exigent 20.000.000 FCFA de rançon. Le secrétaire administratif de la CONDIRECT, Benoudji Absalom, constate que ce phénomène prend de l'ampleur "en période de paiement des prix de coton, le seul moment où les cultivateurs disposent d'une stabilité financière pourtant bien misérable". La CONDIRECT demande aux autorités de diligenter une enquête sincère pour retrouver les auteurs afin de faire cesser les crimes gratuits et agressions commis contre des populations sans armes ni défense. Il interpelle le président du Conseil

militaire de transition (CMT) afin qu'il s'investisse personnellement pour que toutes les facilités et sécurités soient accordées aux populations¹⁶⁷.

5-2- L'absence d'un système de gouvernance effective

Pour ce cas, en est une autre cause du conflit entre éleveurs et agriculteurs, mais qui touche aussi les autres formes de conflits, c'est le rôle que jouent ou ne jouent pas les autorités, aussi bien administratives que traditionnelles. Toutes les personnes interrogées, y compris les femmes, les jeunes, les agriculteurs, les éleveurs et, même, les ONG, ont rapporté que les autorités locales ont une grande responsabilité dans les conflits qui surviennent dans les différentes régions.

Concernant le conflit agriculteurs/éleveurs, les autorités sont parfois accusées de partialité dans le traitement des conflits. Il faut noter que bon nombre d'autorités locales –ayant plus de revenus que la population générale –sont propriétaires de troupeaux (même si la constitution tchadienne interdit un tel double exercice d'activité lucrative) et peuvent ainsi être eux-mêmes parties aux conflits. Par ailleurs, les éleveurs auxquels sont confiés le bétail de ces autorités ont tendance à moins respecter les territoires des agriculteurs, sachant qu'il y a peu de chances que les dégâts soient punis. Ainsi, le responsable d'une ONG du Mandoul rapporte que : "Nos autorités, nombreux d'entre elles, en tout cas, notamment les colonels de l'armée, sont de grands propriétaires de bétails. Ils confient la surveillance de leurs bétails à des bouviers qu'ils arment, souvent avec des armes de guerre. D'où viennent ces armes ? Cette situation fait que les éleveurs n'ont aucun scrupule à conduire les bœufs dans les champs. Ils savent qu'ils n'ont rien à craindre des agriculteurs à cause de leurs armes, mais de la justice non plus ils ne craignent rien car leurs "patrons" ont les moyens d'influer sur le jugement"¹⁶⁸.

Le vide juridique, l'incompréhension des lois existantes, le manque de transparence dans la gouvernance locale et la possibilité de répression sévère conduisent aussi à l'abus de pouvoir de la part des autorités locales, et particulièrement les militaires et gendarmes. Ainsi, les femmes rencontrées dans la région de Mandoul, dans les monts de Lam expliquent "une des causes des conflits ici, ce sont les achats et vente abusive de terrains par les allogènes :

Le Cadastre vend en désordre des terrains, peu importe qu'il s'agisse d'une réserve naturelle, cela n'est pas leur problème".

¹⁶⁷ Alwihda Info | Par Info Alwihda - 8 Juillet 2022, une presse Tchadienne

¹⁶⁸ Entretien sur le terrain avec chef de village Samedi Baldje dans sa chefferie en décembre 2022

6 - Complicité des chefs traditionnels.

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs au sud du Tchad sont souvent exacerbés par la complicité des chefs traditionnels. Ces conflits sont généralement liés à la pression croissante sur les terres agricoles et pastorales, ainsi qu'à des différends sur l'utilisation des ressources naturelles telles que l'eau et les pâturages.

Les chefs traditionnels jouent un rôle important dans la résolution de ces conflits, mais leur complicité peut également contribuer à leur escalade. Parfois, les chefs traditionnels favorisent leur propre communauté au détriment de l'autre, ce qui crée des tensions et des rivalités entre les éleveurs et les agriculteurs.¹⁶⁹

Il est essentiel de trouver des solutions durables pour prévenir et résoudre ces conflits. Cela peut impliquer l'implication des autorités locales, des organisations de la société civile et des communautés elles-mêmes. Des mesures telles que la mise en place de comités locaux de gestion des conflits et la promotion du dialogue intercommunautaire peuvent contribuer à atténuer les tensions et à favoriser une coexistence pacifique entre les éleveurs et les agriculteurs.

Il convient également de noter que les conflits entre éleveurs et agriculteurs ne sont pas spécifiques au Tchad et se produisent dans de nombreuses régions du monde où l'agriculture et l'élevage coexistent. La gestion de ces conflits nécessite une approche holistique et une compréhension des dynamiques locales spécifiques.¹⁷⁰ En conclusion, la complicité des chefs traditionnels peut stimuler les conflits entre éleveurs et agriculteurs au sud du Tchad. Cependant, des mesures de prévention et de résolution des conflits peuvent être mises en place pour favoriser une coexistence pacifique entre les deux communautés.

Vive tension, en ce moment, à Boro dans le Logone oriental. Le Commissaire de la Sécurité Territoriale de Moundou s'y était rendu pour des travaux champêtres sur des lopins qu'il aurait confisqués aux villageois, avec la complicité du chef de village¹⁷¹.

Ces derniers étant sortis manifester leur mécontentement, le commissaire aurait sorti son arme pour les intimider. Excédés par tant d'injustices, les paysans, convaincus d'être en situation de légitime défense, ont fondu sur lui avec force cailloux et morceaux de briques.

¹⁶⁹ Entretien avec Adoum Bichara sur le code pastoral et rural

¹⁷⁰ K. Seydou, gestion et de prévention des conflits liés aux ressources naturelles. Guide méthodologique aux collectivités rurales. Kita en avril 2008, 19 P.

¹⁷¹ Entretien avec Kadji Essais le juge de la chefferie en novembre 2022

Il a fallu l'intervention des forces de l'ordre pour l'extraire de la juste colère des paysans et l'acheminer à N'djamena pour une prise en charge sanitaire. Hélas, il serait décédé en cours de route. La tension est à son comble en ce moment. Les autorités et les bonnes volontés sont interpellés pour l'apaisement de la situation.

Toutefois, cette malheureuse situation, puisqu'il y'a mort d'homme, nous enseigne que face à l'inertie des autorités qui laissent se perpétrer l'injustice, sinon l'encouragent ou la commettent de leur propre chef, nos populations ont tendance à assumer leur légitime défense. Cela envoie deux messages clairs au pouvoir public, dans le sens de réprimer la concussion et autres exactions des autorités, sinon de faire face aux conséquences de leur propension à l'injustice. Le Tchad se fera ou ne se fera pas. Mais il est inadmissible que le pouvoir public serve de cheval de Troie pour l'oppression continue des populations.

Conclusion

Toutes ces causes ont contribué par des mécanismes différents, mais à effets synergiques, à la rupture de l'équilibre préexistant entre agriculteurs et éleveurs. Le conflit apparaît souvent à l'occasion des dégâts des champs. Néanmoins cette action constitue plutôt le révélateur d'un enjeu fondamental : l'accès à la terre et aux ressources naturelles.

Nous devons ensuite inculquer aux jeunes l'ambition de s'organiser pour aller dans le sens de la construction. Créer ou animer des associations, des groupes etc., de manière désintéressée, pour servir la collectivité quel qu'en soit la forme, doit être chez nos jeunes. Il est enfin indispensable le sens politique des jeunes pour qu'ils puissent s'engager, mener des combats objectifs et fondés sur la raison. Ce sens politique, combiné avec un sens élevé du patriotisme et la citoyenneté, renforce la carapace idéologique de la jeunesse face aux manœuvres et autres tentations malveillantes.

Notre pays peut renforcer l'apport à l'humanité, sur tous les plans, grâce à la jeunesse mais cette dernière est hors d'être connue. Pour ce fait elle doit avoir nécessairement une aide à s'éloigner des autodestructeurs que sont les violences intercommunautaires.

CHAPITRE III : IMPACT DE CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES DANS LE DEPARTEMENT DE MONT DE LAM EN GENERAL ET DANS LA SOUS- PREFECTURE DE BAÏKORO EN PARTICULIER

Introduction

Dans notre troisième chapitre, il est question d'étudier les différents cas de conflits dans les villages voisins et sous-préfectures voisines de notre zone de recherche

Compte tenu du caractère rural de son économie, qui se repose sur l'agriculteur et l'élevage, le Tchad a depuis longtemps vécu des conflits. Des conflits d'intérêts mais aussi d'autorité entre les membres de différentes communautés jusqu'à la primature. Il peut s'agir de conflit entre agriculteurs/agriculteurs, éleveurs/éleveurs ou agriculteurs/éleveurs ou encore entre les différents chefs (traditionnels, administratifs ou militaires). Dans la sous-préfecture de Baïkoro il existe toutes ces formes de conflits. Nous aborderons dans le cadre de notre travail que le type du conflit opposant les agriculteurs et les éleveurs. Mais il n'est pas facile de définir concrètement en se basant uniquement sur les pratiques "un agriculteur" ou "un éleveur" dans la mesure où la tendance actuelle est d'associer dans le même système de production les cultures et l'élevage.

I - Impact de conflits sur les activités agro-pastorales

Dans cette partie, nous présenterons l'impact du conflit et nous tenterons d'analyser le conflit dans ces différentes dimensions et dans les Villages environnant. Nous tenterons également d'explicitier ce qui se passe à la hiérarchie politique qui entraîne ces récurrents conflits. Enfin, nous aborderons aussi dans cette partie l'impact de ces conflits sur le secteur éducatif.

Ces conflits entre dans la catégorie des guerres civiles qui sévissent en Afrique centrale. Tout commence donc au Tchad, "le pays des coups d'Etat"¹⁷², en 1975, suite au renversement

¹⁷² En effet, depuis l'accession à la magistrature suprême de François TOMBALBAYE, renommé NGARTA, tous ses successeurs arrivent au pouvoir le coup d'Etat, et cela est la suite de la guerre civile et la cause de conflits intercommunautaires de nos jours dans les provinces et villages.

de François Tombalbaye par Félix Malloum. En 1979, Goukouni Queddei devient président par voie de putsch. Il est ensuite évincé par Hissène Habré le 07 juin 1982. L'armée française y est intervenue à de nombreuses reprises tantôt pour soutenir telle ou telle faction, tantôt pour protéger le pays.

Depuis 1990, Idriss Déby est le nouvel homme fort du pays après la rébellion victorieuse qu'il a conduite contre Hissène Habré dont il fut le chef d'Etat-major. Ce dernier fuyant l'avancée des troupes de Déby a été contraint à l'exil au Cameroun, puis ensuite au Sénégal.

Toutefois une certaine accalmie observée depuis la conquête du pouvoir par Idriss Déby et le début de l'exploitation des ressources pétrolières de Doba, le pays reste sous tension notamment avec la rébellion menée depuis le Tibesti par le Mouvement pour la Démocratie et la Justice au Tchad (MDJT) de feu Youssef Togomi.¹⁷³

Cependant, nous avons appréhendé, grâce l'étude menée par une cartographie des conflits produite par l'Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), il apparaît clairement que c'est tout le Tchad qui est embrassé par les conflits intercommunautaires. Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, naissent des conflits aux conséquences humaines fâcheuses¹⁷⁴.

Préoccupant sur l'ensemble du territoire national, la situation de la merde à laquelle le peuple tchadien traverse aujourd'hui, nous allons essayer d'observer, les fameux conflits intercommunautaires qui déciment la majeure partie des populations rurales en l'occurrence des éleveurs et agriculteurs qui s'éternisent et endettent chaque fois les Tchadiens. Et ceci à cause de manque de volonté d'entente entre ces deux communautés. Il faut noter qu'en dehors de ces deux communautés qui ont été prises comme emble, des différends qui l'agriculture et l'élevage dans ces deux parties ; et il y en avait encore autre qui prend juste la forme conflits éleveurs agriculteurs pour semer l'instabilité sur l'ensemble du territoire national.

C'est le vocabulaire conflit Nord-Sud qui prend le dessus. Ce conflit Nord-Sud qui hante nos faits et gestes quotidiens trouve son fondement, ses explications ou ses causes dans

¹⁷³ J. NNA, sécurité et défense en Afrique centrale, mémoire soutenu en 2010 dans le département d'histoire option Histoire des Relations Internationales.

¹⁷⁴ En 2021, le bilan humain dû tensions intercommunautaires au Tchad est déjà particulièrement lourd, avec 24 incidents signalés à travers le pays (9 à l'Est, 7t au Sud, 8 dans le Lac) » lit-on dans un rapport que vient de rendre public OCHA. Ce qui, en temps normal, est une énorme contribution pour la lutte contre ce phénomène qui ne date pas d'aujourd'hui

plusieurs antagonismes de notre société. Parmi ces derniers, les difficultés entre éleveurs et agriculteurs ont pris ces derniers temps des proportions inquiétantes¹⁷⁵.

Le Tchad, comme nombreux d'autres pays d'Afrique, a une population essentiellement agricole et sédentaire concentrée dans sa partie méridionale, une population pastorale plus ou moins nomade dans sa partie septentrionale.

Les populations nomades sont amenées à se déplacer avec leurs troupeaux de bovins, d'ovins et de caprins à la recherche des pâturages et des points d'eau qui se raréfient à certains moments de l'année dans certaines régions. Mais pour rendre compréhensible notre étude, il est nécessaire d'étudier quelques cas de type de conflits.

Photo n° 4: Ceci est une photo des habitants dans le canton de Donia dans la sous-préfecture de Baïkoro arrêtés par les autorités administratives lors d'un cessez le feu de conflit éleveurs agriculteurs qui entraîné de perte de vie humaine ; plusieurs blessés du c



Source : 'TCHAD : Aperçu des conflits intercommunautaires – Decembre 2021

1 -1- Conflits fonciers

Nous entendons par conflit foncier, selon FAO, c'est l'ensemble des différends entre les communautés voisines qui ont des terres ou tout genre de biens et qui se manifestent lorsque

¹⁷⁵ G. Salibou, dans, Tchad ‘ ‘ conflit nord sud mythe ou réalité ‘ ‘ janvier 2016 centre Al Mouna de N'djamena p.147

des intérêts individuels divergents. Il existe plusieurs types de conflits fonciers que nous pouvons énumérer selon les principaux acteurs, il s'agit de: ou collectifs sont

1-2 - Conflits inter familiaux.

Ces conflits inter familiaux surgissent, lorsqu'il s'agit du partage des terrains familiaux, que ce soit le cas des terrains d'habitation ou de terrains de culture. Si c'est pour les terrains habitation, certains membres de la famille revendiquent beaucoup plus les terrains qui sont au centre du village, ou qui ont des positions stratégiques pour certaines affaires commerciales¹⁷⁶.

1-3 - Conflits entre les agriculteurs

Les conflits qui opposent les agriculteurs entre eux viennent de différentes raisons à savoir: les limites des parcelles, les remises en question des contrats de terrains loués, la recherche des nouvelles terres, champs et autres. De l'année en année, le nombre des conflits croît de façon progressive

1-4- Limites des parcelles.

Les limites des parcelles causent des conflits entre les cultivateurs, lorsque deux voisins de champ ne se comprennent pas sur les limites de leurs champs. Selon la perception des paysans enquêtés, à chaque fois qu'il y a des voisins des champs, certains d'entre eux essaient d'empiéter sur les portions des terres des autres. C'est ainsi que naissent les conflits entre les agriculteurs à cause des limites des parcelles. Et aussi la remise en question des contrats de prêts. Et cela se déroule comme suit, lorsqu'une famille bénéficie d'un droit d'exploitation sur une superficie dépassant les capacités de sa main d'œuvre disponible, elle peut consentir un prêt d'une partie de ses terres à une autre famille du village ou à une famille allochtone, et que la transaction peut se transmettre de génération en génération. Ce qui pose problème, c'est lorsque les descendants des prêteurs et ceux des acquéreurs remettent en question les termes du contrat de prêt, c'est-à-dire que, si l'un des deux côtés refuse de reconnaître les termes de ce Prêt. Cela peut conduire ces deux familles à gérer des dégâts matériels et humains de fois terribles¹⁷⁷.

¹⁷⁶ Source: Registre de la justice de pais de Baïkoro

¹⁷⁷ F. Mbaiwatoré, la gouvernance foncière et développement local au Tchad cas de la sous-préfecture de Benoye. Mémoire soutenu en 2021 dans le département de géographie

Photo n° 5: Bagarre entre les voisins du champ à propos des limites parcelles du champ



Source : enquête sur le terrain en 2022

II- Conflits entre les éleveurs

Les sociétés pastorales dépendent en grande partie des ressources naturelles renouvelables pour la satisfaction des besoins alimentaires de leurs troupeaux. Ces besoins se traduisent par une utilisation de l'espace et des ressources, selon des techniques¹⁷⁸, des pratiques et une logique spatiale dépendant d'une organisation sociale plus ou moins complexe. Les conflits liés à la gestion des espaces pastoraux procèdent donc de différends sur l'accès, le contrôle et l'utilisation des ressources naturelles. Ces conflits sont plus rencontrés dans la sous-préfecture de Baïkoro. Ces conflits proviennent de la gestion des ressources foncières, c'est-à-dire les eaux et les pâturages. Il y a des pasteurs et les agropasteurs, ces derniers sont des éleveurs sédentaires qui pratiquent l'agriculture et l'élevage, en pratiquant l'agriculture comme activité secondaire, ils ne s'entendent pas avec les éleveurs nomades et transhumants. De même

¹⁷⁸ S., Pabamé, conflits liés aux activités agro-pastorales, rapport de septembre 2010, p.28

pour ceux qui ne pratiquent pas l'agriculture et qui vivent auprès des villages font de problèmes avec les transhumants et les nomades, simplement parce qu'ils entretiennent des relations avec des paysans agriculteurs et qu'ils ne veulent pas qu'il y ait des conflits entre eux. Ces types de conflit sont plus fréquents dans les régions du sud notamment dans la sous-préfecture de Baïkoro.

2-1- Conflits éleveurs agriculteurs.

Ce type de conflit qui attire notre attention dans ce travail beaucoup plus, et est très récurrent dans la région du sud en général et en particulier dans la sous-préfecture de Baïkoro pour des raisons suivantes : Manque de pâturages, puits d'eau, le couloir de transhumance a dévastation des champs etc.

Par manque de pâturages naturels, les éleveurs guettent toujours les champs pour faire paître les troupeaux. Cette façon de faire crée des problèmes entre les deux communautés avec de conséquences très regrettables. Selon les paysans enquêtés, ce type de conflits a pour conséquences: la perte matérielle, animale et humaine (mort d'hommes) et des blessures graves.¹⁷⁹

2-2- Conflits liés à la gestion des puits pastoraux

Les conflits liés à la gestion des puits pastoraux se localisent en grande partie dans les sous-Préfectures de Baïkoro et le canton Boï-bessao. En effet, dans la gestion traditionnelle des Parcours dans cette zone, les ressources pastorales sont gérées par divers mécanismes et principes autour desquels existent des consensus à l'intérieur des sociétés pastorales. Les points d'eau, par exemple, font l'objet de condition d'accès particulière. Elles donnent lieu à des droits d'usages prioritaires au groupe qui contrôle la zone. Elles garantissent cependant à un certain degré d'accès aux tiers, comme par exemple les transhumants qui sont de passage¹⁸⁰. Ces conflits pour le contrôle des puits sont encore d'actualité dans ces zones.

2-3- Conflits liés aux dégâts des champs non récoltés

Les différends autour des champs et des dégâts sont nettement les plus nombreux en zone Soudanienne. Dans toutes les localités que nous avons observées en zone soudanienne, les

¹⁷⁹ Entretien avec Joseph Noudjigoto dans son champ de mil à Beabo/ S/P Baïkoro

¹⁸⁰ Thebaud, B., Politiques d'hydraulique pastorale et gestion de l'espace au Sahel.

agriculteurs comme les éleveurs, les autorités administratives, militaires et traditionnelles, ont signalé les destructions de cultures comme étant à l'origine de la plupart des contentieux entre agriculteurs et éleveurs. Il s'agit des dégâts occasionnés dans les champs des agriculteurs par le bétail des éleveurs autochtones ou transhumants. Parmi ces conflits, nous n'avons pas pu distinguer les destructions soit accidentelles ou délibérées des champs et les dégâts provoqués. A travers les ''champs pièges'' des enquêtes menées entre 2007 et 2008 par Sougnabé (2010) sur les conflits déclarés chez les chefs traditionnels et les autorités administratives et militaires confirment bien cette Tendance.¹⁸¹ Vue à cette longue liste des types, nous allons nous basculer sur les conflits d'idéologies aux conflits meurtriers.

2-4- Conflits d'idéologie aux conflits meurtriers

Ces conflits sont irréguliers à caractère meurtrier, que ceux de la zone méridionale, à l'extrême sud, où le phénomène est lent. Mais tous les jours, dans une pratique d'idéologie, d'esclavage des paysans du Sud, contrairement à leurs frères du Nord, nord-est et du Centre. D'où viennent ces conflits et comment prennent-ils, d'ampleur ? '' à l'époque, de nos grands-parents, il y avait aucun conflit entre, éleveur agriculteur ayant entraîné des blessures et morts d'hommes, comme il en est le cas actuel. Les éleveurs et agriculteurs vivaient comme des frères dans le respect de leurs activités de routine. Autrement dit, ils vivaient en harmonie les uns les autres. Il y avait ce qu'on appelait le troc ou le système de troc où l'éleveur vient avec son lait dans les villages et l'agriculteur échange avec lui les mils ou toutes sortes de céréales et oléagineux. En amour et en fraternité, sans discrimination. C'était une belle vie''¹⁸². Subitement, dans les années 1982 à 1990¹⁸³ les données ont commencé à changer à partir du régime Hussein Habré, puis la prise du pouvoir du feu Idriss Deby. A ce niveau, il semblerait que l'activité a pris autre ampleur à cette époque-là, les propriétaires sont devenus sous ces régimes, les généraux et Come-zone et changés de figure et a pris une autre configuration, ce qui revient à dire qu'il y a certains généraux de l'armée, certains cadres de l'administration et les coms zone du régime qui ont commencé à s'intéresser de l'affaire, car ceux qui détestent l'agriculture ont en mains le pouvoir. Dès lors, certains bouviers possédaient des armes à feu et

¹⁸¹ S., Pabamé rapport septembre 2010, p. 38

¹⁸² D'après S. NODJIYALEM dans entretien sur la question et cause des conflits intercommunautaires et conflits éleveurs agriculteurs. Le 15 Novembre 2022 à 10h15 dans son bureau.

¹⁸³ L'année 1990 ici explique l'ouverture de la chronologie de notre présente étude. Elle explique l'année à laquelle le colonel Idriss Deby s'emparait du pouvoir par le coup d'Etat sur le président Hissein Habré. Nous avons choisi cette borne chronologie parce que c'est cette date-là que le phénomène de conflits intercommunautaires prend corps.

ont changé de comportement.¹⁸⁴ Et devienne gonflé arrogant agressif et violent dans un esprit de vengeance et de domination vis-à-vis de leurs frères agriculteurs en exerçant une pratique de dévastation des champs de maïs sans réparation ni conciliation c'est souvent une provocation des guerres communautaires et non des conflits éleveurs agriculteurs¹⁸⁵.

Mais lorsqu'il y avait des problèmes entre les hommes c'est la façon de résoudre qui reste la meilleure, malheureusement la politique a saisi la tête et le phénomène devient une idée paysanne tchadienne parfois le côté agriculteur est désarmé et le côté éleveur est armé. Nous avons toujours constaté ce qui se passe au terrain, on prend le Tchad à titre d'exemple c'est l'éleveur qui impose la date de semi sans savoir de quelle variété il s'agit pour l'agriculteur. Et si on ne suit pas le calendrier donné par cet éleveur en semant à la date normale, ce dernier dirait que ce n'est pas encore le moment de semer, il met les bœufs dans les champs piétiner les plantes, et c'est le même éleveur qui reviendra plus tard imposer le calendrier de récolte à l'agriculteur, sans savoir si les cultures sont mûres au point ou non d'être récoltées. Dépassant le délai, il met les bœufs au champ sans comprendre que dans l'agriculture, il y a ce qu'on appelle les cycles courts, avec des variétés précoces et les cycles longs où il faut vraiment les six mois de pluie¹⁸⁶.

Pour attendre la maturité des plantes ça devient un conflit entre ces deux classes. Et cela est au vu et au su des autorités administratives et militaires ou encore traditionnelles qu'on laisse et observe les éleveurs venant de partout attaquer les cultivateurs dans un village en conflit, en détruit même les innocents. Nous nous posons toujours de questions, est ce que c'est un conflit clanique ou bien d'éleveurs agriculteurs ? À moindre échange avec son frère agriculteur dans la journée, il reviendra tard la nuit dévaster, les champs, parfois en plein jour devant le propriétaire vu et considéré comme faible, il s'enfuit ou refuse toute collaboration pour la résolution à l'amiable, il le renvoie ou refuse d'observer la conduite du comité des sages de gestion de conflits, ni sur pied.¹⁸⁷ Les autorités administratives ou traditionnelles. D'ailleurs, il y avait des jardins clôturés, des champs de manioc clôturés même certains champs des mil sont clôturés, mais l'éleveur viendra dégager toutes ces clôtures pour mettre les bœufs dans ces champs. C'est une vérité notoire, les éleveurs utilisent régulièrement les jours des marchés hebdomadaires, les jours de repos (dimanche) pendant que les paysans étaient à l'Église ou au

¹⁸⁴ Conflit Nord/Sud, mythe ou réalité.

¹⁸⁵ Entretien avec Jérémie Djekoibe a Beabo dans son champ

¹⁸⁶ Au Tchad nous avons deux saisons ; une saison pluvieuse et une saison sèche, dont celle pluvieuse il faut vraiment attendre les six mois de pluie pour bien récolter les céréales.

¹⁸⁷ A., Abdel-Rhamane Aggar, Tchad : du pouvoir

marché pour venir dévaster les cultures. Alors que ce sont ces mêmes éleveurs qui seraient les premiers à manger les tubercules de manioc, les ignames, les patates, les concombres, les arachides, les canne à sucrer et autres dans les champs sans demander ou acheter avec le paysan pour garder les bœufs. Et par la même occasion, ils détruisent. Il y a des fois où l'éleveur instruit à son frère agriculteur que pourquoi dans les mêmes champs, il veut récolter des différentes cultures par la même occasion, les arachides, le mil, le sésame etc.

Nous ne comprenons pas ce langage et c'est ça le travail de l'éleveur tchadien, c'est comme si l'éleveur tchadien, était un agent de police ou l'agence nationale de développement rural car c'est lui qui dicte les calendriers des semis, des récoltes et même les variétés et ses desserts climat¹⁸⁸. Maintenant, il faut ajouter à cela l'inaptitude de nos frères et les valeurs au débat. Parce que la plupart de ces bouviers n'étaient pas à l'école, ni une instruction quelque part donc la seule option de résoudre le problème, c'est la violence aussi, dans leur solitude de stress, de rester seul, souvent en brousse derrière les bœufs, ils prennent constamment de la drogue, comme lève corps ou pour se réjouir et cela les conduit le plus souvent aux violences et agressions. Il ne faut pas écarter la problématique de leur mauvais traitement par leur chef. Le patron des bœufs qui les aurait frustrés régulièrement et ne les encourage pas à bien faire leur travail.

III - Situation conflictuelle dans les villages environnants de la sous-préfecture de Baïkoro.

Partout dans les villages voisins nous avons constaté ce phénomène. A cet effet, nous tenterons de ressortir quelques cas ici.

Nous savons que les éleveurs au Tchad ne sont pas tous des éleveurs Tchadiens. Il y a Parmi eux beaucoup d'étrangers et qui négligent la politique de la cohabitation pacifique et du vivre ensemble, l'unité et la Concorde nationale ne sont pas de leur goût parce qu'ils ne savent pas le profil de l'État tchadien, ce que veut le gouvernement. Atteint pour l'unité du peuple tchadien, Ils viennent de partout¹⁸⁹, à l'exemple du Niger, du Nigéria, du Cameroun, de la Centrafrique, du Soudan, de la Mauritanie, du Mali¹⁹⁰, etc.

¹⁸⁸ S. djekourdah, *prévision nationales de la saison des pluies, les caractéristiques agro-climatiques et hydrologiques* ; dans "agence nationale de météorologie" au Tchad, 2021.

¹⁸⁹ N. Dumazet, *le Tchad, pays d'élevage et d'agriculture familiale*, publié le 04 octobre 2019, consulté le 09 avril 2023 à 10h15

¹⁹⁰ Voir l'ouvrage des éleveurs de l'ouest

À la recherche de pâturage et il reste incontrôlé de l'État. Il profite cependant de la solidarité musulmane de nos frères musulmans du Tchad et agissent en gang total. Certains parmi ces derniers ne parlent même pas l'arabe. Pour ce cas, nous pensons qu'il faut aussi préciser que les tiges de mil de l'agriculteur restent sa propriété il peut les vendre à l'éleveur ou les garder pour ses propres bœufs d'attelage¹⁹¹. Et de même, il peut aussi laisser à son frère éleveur par son propre amour de fraternité selon le comportement de ce dernier mais pas les arracher par force ni mettre les troupeaux dans ça, car l'agriculteur ne travaille pas pour l'éleveur au même titre que l'éleveur ne travaille pas pour l'agriculture. Mais les deux pour mutualiser leurs produits, ils doivent s'harmoniser pour servir leur pays.

De l'autre côté, le paysan tchadien est négligé, quand bien même son champ est détruit, les autorités disent souvent lorsqu'il y a conflit, et qu'il y'a l'intervention sur le terrain, c'est souvent les moutons qu'on gris pendant le séjour, et non pas les arachides et sésame.

Alors il faut noter que l'agriculture est dangereusement menacée et même en voie de disparition¹⁹². Il faut savoir aussi qu'au départ, l'homme le plus simple, compréhensible, doux, calme et respectueux, c'est l'éleveur tchadien. Mais pourquoi ce changement subite et négatif de comportement ? Où est la cause ?

Les Tchadiens dans leur ensemble, du Nord au Sud, de l'est à l'ouest aiment l'éleveur tchadien et l'élevage reste le secteur le plus important, aimé de tous, aujourd'hui, on parle quelque part avec mépris ou on s'inquiète sur le fonctionnement de l'élevage qui en est la cause¹⁹³. Si ce n'est pas l'État. Voilà comment ces conflits ont vu le jour, grandissent pour atteindre leur apogée avec le régime du Président défunt, Idriss Deby, en faveur totale de l'unité nationale pour les éleveurs et en défaveur totale de l'unité nationale au côté des agriculteurs en déclarant expressément, de la cohabitation pacifique et de la cohésion sociale des Tchadiens. Parce que même au temps de Hussein Habré, il y avait des conflits éleveur, agriculteur mais les paysans ne dorment pas au champ en plein temps¹⁹⁴. De nos jours, les paysans dorment au champ devant leur culture dans les mois de saison pluvieuse. C'est-à-dire la période des semis, la période des sarclages et la période des récoltes. Prenons l'exemple actuel le Conseil militaire de transition n'a pas réussi sa mission de la stabilité du Tchad, jusque-là il a zéro point et il faut

¹⁹¹ Entretien avec Samuel Noudjialem à Gore

¹⁹² Entretien téléphonique avec Alalemelta Mechack le journaliste de la radio citoyenne de Moundou le 05 décembre 2022

¹⁹³ S. Traore, le coq chante les problèmes de d'élevage et d'agriculture au Tchad ; publie le 13- 04 -2013 à 12h33 et consulte le 09 - 04 - 2023 a 10h13

¹⁹⁴ N. Joseph entretien le 20 novembre 2022 à 10h45 dans son champ de mil par B. Roudoumadji

noter qu'il a zéro point sur la gestion des conflits agriculteur et éleveur au Tchad. Tel en est le cas, il faut prendre un décret pour supprimer la pratique de l'agriculture au Tchad que d'assister au théâtre chaque année¹⁹⁵.

Nous assistons à l'air bien d'une part et d'autre part, aux responsables ou tuteur des baux d'échanger de sentiments et d'adopter de comportements responsables en cas de dévastation pour l'unité et la cohabitation pacifique du peuple. C'est le pire des cas, ces victimes dépassent même celles des crimes du feu président Hussein Habré. Aujourd'hui, il y a aucune sécurité de faire l'agriculture au Tchad, sinon c'est un haut risque.

A cet effet, il faut apporter à l'alternance politique dans notre pays, prise en otage par un système de gestion lié à l'arbitraire par un régime flatteur, purement discriminatoire et sciemment incompétent, où les vrais travailleurs souffrent à côté de ceux qui ne valent rien¹⁹⁶. Vu à cela, nous avons constaté qu'aujourd'hui, beaucoup des Tchadiens se sentent sur une terre étrangère là où leurs parents et eux-mêmes ont vu le jour pour de la première fois, les Tchadiens aujourd'hui doivent prendre courage et se réveiller pour dire à leur bourreau qu'ils ne sont pas dupes. "Nous ne pouvons pas établir le bilan de la gestion de notre pays aujourd'hui du fait que 80% des Tchadiens de nos jours sont victimes de la mauvaise gouvernance et de l'impunité caractérisée. Aujourd'hui les tchadiens deviennent de plus en plus mûrs et ne peuvent pas non plus continuer dans la scène, car ils deviennent de plus en plus mûrs et ne peuvent pas et au grand jamais être manipulés dans les conflits fratricides, ni céder à des intimidations"¹⁹⁷. "Nous devons nous mobiliser pour mettre fin à ces choses qui nous a rendu esclaves. Chaque patient trouve sa place aujourd'hui, on nous trompe au nom de la sécurité pour nous maintenir dans le même système politique ou aucune possibilité de vie n'est possible"¹⁹⁸ À l'heure actuelle, d'innombrables citoyens Tchadiens meurent de soucis dans un contexte de déception et ce sont des malheurs qui n'ont point de bouche. Et certains au cachot du désespoir, ceux qui survivent sont des vétérans qui gagnent le pari de leur vie au sens moral très élevé. "Et lorsqu'on tente de réagir, on nous intimide en crachant sur nos visages avec des concepts Nord-Sud"¹⁹⁹.

¹⁹⁵ S. Samuel entretien sur le climat politique et conflits intercommunautaires dans le département des monts de lam, cas de la sous-préfecture de Baikoro, le 11 décembre 2022 dans son lieu de travail 11h15 – 12h00, par B. Roudoumadji

¹⁹⁶ Recueil à la conférence débat à la maison de culture : "Association Tchadienne à la Non-Violence" ATNV de Moundou en décembre 2022

¹⁹⁷ *Ibidem*

¹⁹⁸ J. Djekoibé un enseignant d'histoire au collège et lycée, dans un entretien exclusif à propos de la récurrente situation que les populations rurales traversent chaque moment. B. Roudoumadji

¹⁹⁹ *Ibidem*

Le concept musulman chrétien, on est mieux et cela fait partie de l'histoire du passé des Tchadiens. Dans une époque l'esprit d'une expérience politique maintenant et à jamais, ce n'est plus le cas. "Il n'y a aucun problème entre le Tchadien du Sud à son frère du Nord et l'Islam, qui n'est que religion, c'est une croyance, la bonne d'ailleurs, et n'a absolument rien du mal. Il ne le sera jamais au regard des Saras du Sud."²⁰⁰. Voilà ce qui interpose aujourd'hui s'il y a un problème entre le tchadien du Sud avec son frère du Nord, cela doit être une situation de comportement individuel et de mentalité personnelle. Devant une circonstance particulièrement précise, mais pas à cause de sa religion ni de sa position du Nord. Ceux qui disent garant et ont droit de vie et de mort sur les autres on voile leurs crimes de méthodes de discrimination.

1- conflits dans les villages Mengalang ; Bemian etc.

Le conflit du 19 août 2022 dans la province du Logone oriental, département des monts de Lam, au canton Panzeguin dans les villages de Mengalang, Makada, Betabara, Bemian et autres faisant d'innombrables dégâts humains, matériels ayant causé le déplacement, des milliers de personnes dans cette zone.

Le département de mont de Lam est un ressort administratif le plus vaste et le plus peuplé du Logone oriental. C'est aussi une zone par excellence agricole. En d'autres termes, c'est une zone très sensible au conflit et qui mérite un regard particulier et justice pour une bonne cohabitation et une cohésion sociale du vivre ensemble des deux communautés, c'est-à-dire éleveurs et agriculteurs. Malheureusement, ce qui n'était pas le cas actuel. Ce conflit qui a eu lieu le 19 août, fait état d'un bilan de plus de 10 morts dans les villages environnants dont 15 blessés et 10 enfants disparus, 82 maisons totalement brûlées avec des biens contenant, 60 moutons et 40 bœufs d'attelage, disparus dans les villages, 26 personnes exclusivement paysannes²⁰¹ ; Dont 3 chefs de village et un passeur arrêté, des fournitures scolaires brûlées suite d'une dévastation des champs de mils.

²⁰⁰ D'après Samuel Nodjiyalem

²⁰¹ En effet, les litiges provoqués par la divagation des animaux ne datent pas d'aujourd'hui. Par le passé, les communautés concernées les circonscrivaient et les réglaient à l'amiable quand ils se produisaient. Mais depuis 1979, ils se manifestent plus fréquemment, avec plus d'acuité dans le Sud du pays et

Tableau n° 2: Cas de dégât de conflit a Mengalang

Cas	Morts	Blessés	Disparus	Brulés
Personnes	10	15	26	//
Maisons	//	//	//	80 cases
Bœufs d'attelage	5	3	8	//
Montons domestique	2	//	40	//

Source : enquête sur le terrain en novembre 2022

Ce deuxième tableau classe les différents cas de dégâts de des affrontements les villages voisins dans le département de mont de Lam chef-lieu de Baikoro

Ce jour-là, relatent nos confrères, un éleveur qui faisait paître son troupeau, a voulu traverser le champ de sésame d'un agriculteur du village Toura, Chose que ce dernier a refusé. Ce désaccord a engendré un affrontement. Le père de l'agriculteur.

Doubradji Sylvain, témoigne : ‘‘Mon fils était en train de récolter les sésames lorsqu'un éleveur et son troupeau voulaient traverser son champ. Il lui a demandé de passer de l'autre côté, mais l'éleveur a refusé. Il l'a menacé avec le gourdin, puis a enlevé le couteau. Après avoir tenté deux fois de le poignarder, mon fils a barré. Comme ils étaient deux, il est arrivé à lui donner cinq coups de couteau par derrière. Mon fils s'est débattu et a arraché son couteau pour lui donner aussi deux coups de poignard²⁰²’.

D'après Arc-en-ciel, le village Toura et ses environs sont sommés de payer la somme de 600.000 F.CFA pour l'organisation des funérailles de l'éleveur, décédé à la suite de cette crise ‘‘Tout le monde se torture pour avoir l'argent. Et il y a la pression. Ceux qui sont arrêtés sont vraiment torturés à la prison de Baibokoum. C'est la panique", confie un habitant de la localité.

A cet effet, le secrétaire général de la Convention nationale pour le dialogue et le règlement pacifique des conflits, Benoudji Absalom, demande aux autorités d'appliquer les textes pour résoudre de tels problèmes. ‘‘Nous n'avons pas une justice forte, nous avons

²⁰² Enquête sur le terrain en décembre 2022

seulement des hommes forts qui viennent s'imposer (...) pour régler ces genres de problèmes, il faut se référer aux textes'' recommande-t-il.

Quelques jours après, le Procureur Général, près de la Cour d'Appel de Moundou, Migyana Mekomra, a fait un point de presse, le lundi 22 août 2022, pour informer sur le conflit éleveurs-agriculteurs qui a endeuillé le département de Mont de Lam, dans le Logone oriental. Dans sa déclaration, il informe que '' dans la journée du 19 août 2022, à propos d'un champ de sésame, un affrontement a opposé agriculteurs et éleveurs dans le ressort de la justice de paix de Bessao. L'intervention des forces de sécurité a permis d'arrêter la violence, mais il y a lieu de regretter des pertes en vies humaines, neuf dont un agriculteur et huit éleveurs. A l'heure où nous sommes, 22 présumés auteurs interpellés sont en pleine audition à la police judiciaire de Baibokoum sous la supervision de Monsieur le Procureur de la République de ladite ville ; et bien d'autres sont activement recherchés. On note également la présence des forces de sécurité dans le village Maingalaou/Bessao pour parer à tout risque de rebondissement. La cour d'Appel de Moundou tiendra en urgence une assemblée générale pour décider de la juridiction chargée de rendre justice dans un délai raisonnable²⁰³''..

Comme nous l'avons mentionné plus haut, les conflits se sont déroulés dans les villages Mengalang, Makada Bengara et Betabara etc. à la veille du démarrage officiel des assises du Dialogue national inclusif et souverain. L'on a noté aussi plusieurs dégâts matériels. Le conseiller d'orientation et de contrôle de la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH) des deux Logone et de la Tandjilé, Bétadeoudjé Neleyo Etienne, déplore le laxisme des autorités qui '' ont minimisé la situation''. Le député Ibrahim Hamza, quant à lui, pense que ''les autorités ne (nous) ont pas aidés à régler ce problème d'insécurité dans ce département²⁰⁴.

2 – Conflit a Kabia et dans d'autres préfectures environnantes

C'est le cas dans la Kabbia, dans la province du mayo Kabbia Est '*c'est un m'écœure non seulement parce que c'est chez moi, mais parce qu'on a l'impression que les autres tueries des Tchadiens n'ont jamais servi à rien*'' Cette tuerie à Miski, ne concerne pas les Sudistes, pas plus que les Kanembous ou autres Massa. C'est une indifférence la plus absolue.²⁰⁵ *Quelle est la place de la République dans tout ça? Mieux, lorsqu'il y a des victimes, chacun ne s'intéresse*

²⁰³ Dingaorané Stéphane, Moundou, point de presse sur le conflit intercommunautaire. Ces propos ce sont recueillis en novembre 2022 par B. Roudoumadji.

²⁰⁴ Toyoun N., Larne V., 1998. Rapport d'étude sur les entraves à la cohabitation entre les éleveurs et agriculteurs. Document APICA, 18 p.

²⁰⁵ Entretien téléphonique avec le journaliste Levy Djedanem à moundou en octobre 2022

qu'à la catégorie des victimes et au nombre des pertes humaines à faire repartir. Un fait qui sur lequel s'interroge entre les tchadiens qui sont réellement les principales victimes. Le 14 Mai, un conflit entre cultivateurs et éleveurs survenu à Boum, un village situé à 9 kilomètres de Baibokoum au Sud s'est soldé par 2 blessés. Tout serait parti de la dévastation de champs en pleine évolution germinative par de troupeaux des éleveurs. Pour rétablir l'ordre public, une autorité administrative de la région a tout simplement interdit certains paysans de cultiver leurs champs. Le 15 Mai, un autre affrontement entre les populations des villages Bekormane et Doguindi dans le Logone Oriental au Sud, s'est soldé par un mort, plusieurs blessés et des cases incendiées. Tout serait parti des disputes au sujet de l'acquisition d'espaces cultivables autour de ces villages.²⁰⁶

A Bébot du même mois de Mai, dans le département de Kouh-Ouest²⁰⁷, toujours au Sud, un homme, la quarantaine révolue, fut tué par des éleveurs aux alentours de son champ. Motif, la victime aurait volé un mouton leur appartenant. Entre les mois de Mai et Juin, dans la province du Ouaddaï au Nord-Est du Tchad, des échauffourées ont éclaté entre éleveurs nomades arabes et cultivateurs autochtones où au moins 35 personnes sont mortes. Dans la province de Sila à l'Est, ce sont 23 personnes qui ont été tuées et trois villages incendiés et la dévastation des champs par des troupeaux de dromadaires.

Des éleveurs sont accusés de bénéficier de l'impunité de la part des autorités administratives et militaires. Ces communautés se sont affrontées avec des armes de guerre. Une situation qui a conduit le gouvernement à instaurer l'Etat d'urgence dans ces localités suivie d'une opération de désarmement des civils.

Le 09 juin au village de Bendoh²⁰⁸, dans le Logone occidental au Sud, les autorités administratives locales ont mis en débandade les paysans qui étaient en train de labourer leurs champs. Leur objectif était de chasser les paysans des parcelles et de les attribuer à un éleveur pour en faire un ferrique. Au village Djoye 1 au Sud, un conflit entre agriculteurs et éleveurs a fait 3 morts et des déplacés. Tout serait parti de l'attribution aux éleveurs du terrain réservé pour la construction d'un collège communautaire.

²⁰⁶ <https://news.un.org/fr/story/2022/11/1129902>

²⁰⁷ Yosko I. , 1999. Le nomadisme au Tchad : entre préjugés et la réhabilitation.

Communication à l'atelier sur le conflit agriculteurs/éleveurs tenu à N'djaména du 11-14 mai 1999. 5 p

²⁰⁸ Toyoum N., Larme V., 1998. Rapport d'étude sur les entraves à la cohabitation entre les éleveurs et agriculteurs. Document APICA, 18 p.

3– Conflit a Danamadji

Le 27 juillet dans la sous-préfecture de Danamadji²⁰⁹ à Mordji, province du Moyen Chari au Sud, un jeune agriculteur âgé d’une vingtaine d’année et son grand-frère ont été blessés au couteau par les éleveurs. Ce dernier fut accusé d’avoir blessé un mouton ayant dévasté son champ, alors qu’il conduisait le troupeau de moutons à leur propriétaire. Le 4 et 5 juillet 2019 dans le village Kolong dans la Tandjilé est une tuerie organisée et non un conflit intercommunautaire, moins encore un conflit éleveurs/agriculteurs²¹⁰, les éléments des forces de défense et de sécurité ont tiré à bout portant sur les gens, tuant une dizaine de personnes. Le 20 juillet, à Tchiré dans la province de la Tandjilé toujours au Sud ; un conflit entre agriculteurs et éleveurs se solde par au moins six morts et une vingtaine de blessés. Tout serait parti de la fermeture des couloirs de passage des animaux, l’occupation des aires de stationnement et surtout la divagation des animaux dans les champs installés sur les aires de stationnement et dans les couloirs de passage.

En août à Koumogo²¹¹ dans le Moyen-Chari au Sud, un conflit éleveurs-cultivateurs, a fait 10 morts et des blessés. Les armes à feu ont été utilisées par les éleveurs. La dévastation répétitive des champs par un groupe d’éleveurs est à l’origine de ce conflit. Au moins 37 personnes ont été tuées en trois jours de combats entre agriculteurs et éleveurs, dans l’est du Tchad, a annoncé vendredi 9 août le président Idriss Déby Itno à la presse. ‘‘Le conflit intercommunautaire est devenu une préoccupation nationale, on assiste à un phénomène de mal vivre

4- Conflit dans le canton Boi-Bessao par Baikoro

Le 26 Octobre, au village Bande²¹², dans le canton Boï-Bessao, dans la sous-préfecture de Baikoro au département des Monts de Lam, un conflit éleveurs-agriculteurs autour de la dévastation des champs a fait deux morts et plusieurs blessés. Ainsi suite à ce conflit le gouverneur de la région a donné une grande partie des terres cultivables aux éleveurs d’en leur pâturage ainsi de creuser les puits d’eau pour les troupeaux. Dans le même ordre chronologique ; le 10 novembre à Barakala sous-préfecture de Maabrone²¹³ province du

²⁰⁹<https://news.un.org/fr/story/2022/11/1129902>.

²¹⁰ *Ibid*

²¹¹ Rapport final du séminaire national, 1999. Sur les conflits agriculteurs-éleveurs 11-14 mai 1999 à N’djaména. 35 p

²¹² https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/tcd_viz_snapshot_conflits_communautaires_20221110.pdf).

²¹³ *Ibid*

Ouaddaï au Nord-Est, une jeune fille a été bastonnée par un groupe d'éleveurs. Son tort était d'avoir demandé à ce groupe d'éleveurs de retirer leurs chameaux du champ d'arachide. Ici c'est un cas tellement touchant que nous avons pris pour illustrer notre travail.

5 - Conflit dans le canton Panzegin/département de Lam

Tous ces événements douloureux ne sont pas spontanés, et ne semblent pas être organisés par des inconnus. Un seul individu qui déclare la guerre qui a coûté de vies humaines. Le milieu là simplement demandé de quitter le lieu, il refuse.²¹⁴

Maintenant comme il refuse toute collaboration et se fait, gang au-dessus même des chefs traditionnels, un matin, les gens du village sont partis lui dire qu'ils ont laissé, tout comme champ détruit, sauf qu'ils quittent leur lieu. Là encore, c'est un problème. Et ce n'est pas de sa faute parce qu'il se voit plus fort, il se fait général de corps d'armée et chef suprême des éleveurs. Il entre et ressort directement avec des flèches, se met à les lancer. Et puisque les gens ne se sont pas préparés pour la guerre. Ils ne font que reculer devant ces flèches. Et on voyait, qu'est-ce qui s'était fait ? Ces femmes sont sorties avec des cris de youyou pendant qu'il repoussait des hommes comme lui en masse. Et qui ont pris fuite devant lui simplement parce qu'ils ont peur des représailles de l'armée qui viendra sur le terrain ; parce que cette armée est corrompue ; parce qu'ils ont peur des arrestations arbitraires qui s'ensuivront²¹⁵. Parce qu'ils ont peur des villages voisins qui seront attaqués injustement et innocemment, mais aussi parce qu'ils n'auront aucune raison et leurs villages seront pillés et incendiés de tout leur contenu. Car au Tchad, les cultivateurs n'ont point de droit.

Aussi ils ont fui parce qu'on va les traiter, des anti-balaka²¹⁶, des rebelles alors que les rebelles de nos jours au Tchad ne se cachent pas et le plan est réussi, le calcul est tombé comme voulu sur haut et donc en les poursuivant jusqu'à dans leur village, il est allé casser la porte de l'Église pour fouiller les gens. Sans avoir la crainte de Dieu et sans plus tarder, il a blessé 6 personnes à flèche²¹⁷. Mais personne n'a osé encore. Cela n'est-il une faiblesse ou un peuple pacifique, épris de paix et de justice ? Et c'est à partir de leur village que se sont organisés. Pour faire le retour à l'envoyeur dont nous assistons aujourd'hui au déluge, des dégâts comme nous

²¹⁴ Enquête sur le terrain en octobre 2022 au près du chef de village de Béabo dans la sous-préfecture de Baïkoro

²¹⁵ *Ibid*

²¹⁶ Entretien avec Marcelin Madji dans sa chefferie

²¹⁷ Nous sommes des Missérié, (silence) des Missérié rouges, nous sommes venus d'Abéché (Ouaddaï). Nous avons quitté le Ouaddaï, il y a une quinzaine d'années. Nous avons évolué lentement en passant par Amtiman pour être aujourd'hui dans la région de Baïkoro. Entretien avec le chef traditionnel des éleveurs missérié en décembre 2022

l'avions dit.²¹⁸ Les objectifs longtemps recherchés sont atteints. Maintenant, l'on assiste à l'intervention des autorités administratives et armées sur le terrain. Le gouverneur de la province du Logone oriental a fait une sortie médiatique pour un point de presse pour condamner ces crimes. Cette position est à encourager, ce qui est regrettable dans cette déclaration, c'est le fait de condamner une seule partie parce que le père des jumeaux ; ou étant père de jumeaux qui se battent ; un père doit savoir les séparer et savoir reprocher mais dire qu'on ignore les causes réelles de ce conflit est une maladresse administrative notoire et le braquage. Et dès lors, ce dernier ne collecte pas des preuves suffisantes pour une déclaration crédible en condamnant toujours un seul côté les agriculteurs ont tort selon ce dernier.

Pour contredire le gouverneur ; Sa Majesté le chef de canton de Pangzegin qui a donné une version réelle des faits hygiène et un discrédit sur la déclaration du gouverneur car c'est un homme de terrain et il est sur le terrain. Cela justifie une carence de collaboration. Que lorsqu'on est chez quelqu'un, il faut respecter, c'est juste et coutumes²¹⁹. Et les coutumes chez les paysans du Sud, c'est que le champ de quelqu'un se fait exactement comme sa cour et on ne peut pas traverser ni à son absence, ni à sa présence sans son autorisation²²⁰.

Le champ de quelqu'un là, sans bœufs même, on ne peut pas traverser à moins qu'on est sorcier. Mais ce n'est pas le cas chez les frères bororos. Ils traversent les champs des paysans comme bon les semble même voire avec les bœufs sans saluer, moins, c'est encore leur demander des excuses, pour les éleveurs, le cultivateur n'a aucun droit de s'opposer à la volonté de COME ZONE²²¹. Déjà lorsqu'un bœuf traverse un champ, même ses sabots constituent une dévastation. On peut voir un frère bororo traverse des champs sans même saluer le propriétaire et quand ce dernier réagit il dit que les bœufs traversent simplement mais non pas dévasté s'il est plus ou moins de bonne moralité au contraire il lance directement ses flèches en guise de réponse. Dans cette situation nous nous sommes trouvés confronter. Quand le préfet de Baibokoum ; lui aussi a failli rater à sa mission ; il parle de la mort d'hommes en une plaisanterie. Il semblerait commun avec le gouverneur dans le sens de cautionner tout un village brûlé en disant quelques cases. Ensuite, il déclare "qu'il semblerait qu'un groupe des jeunes peuls armés est venu de Moundou et se trouve en brousse". Donc en brousse, c'est très dangereux, il faut que les gens reviennent dans les villages. Des agents de sécurité pour veiller

²¹⁸ A. Abderrahmane Haggat, Tchad du pouvoir intégral l'alternance où le déluge ?

²¹⁹ Hugot P., 1997. La transhumance des Arabes Missériés et les batailles interminables d'Oum-Hadjer, Paris

²²⁰ Entretien AVEC Samedi Baldje dans sa chefferie à Beabo

²²¹ Com zone est une appellation ou surnom attribué aux certaines autorités tchadiennes qui exercent double activité : l'agriculture et l'élevage.

sur les gens. Ce n'est pas une ruse pour que les gens reviennent pour être tués, pour un canton de 60 villages en conflit. On a déployé 5 militaires et on dit ; c'est pour sécuriser les gens? Par contre le système possédé c'est d'arrêter les gens, majoritairement innocents, et d'un seul côté le côté paysan bien sûr, et on pense arrêter le conflit. La prison n'est pas une solution immédiate dans la partialité. Et bien c'est de garder et réveiller les démons de vengeance. Assistance de personne en danger était principe de droit.

Il faut noter que les gens pour lesquels, qui prétendent être autochtones ou que de la même nationalité, sont pas d'origine plus ou moins tchadienne. Ils ont plusieurs nationalités à savoir comme l'avons mentionné en haut. Nous devons nous entendre à quelque chose, Dieu a créé chaque peuple à son origine et avec la plus grande richesse et l'héritage qu'il a laissé pour chaque peuple nous différencie des uns et des autres se sont les cultures et traditions, et personne n'a le droit de nous empêcher de manifester ou de pratiquer nos cultures. Parmi ces cultures, ils se trouvent bel et bien celles qui nous protègent et nous protégeront devant l'ennemi. Et s'il s'agit de faire un retour à la source pour nous protéger devant les ennemis, dans un pays où il n'y a pas de justice, où règne seulement une philosophie, des divisions, des haines et des mépris comme le nôtre²²². En attendant que Jésus revienne dans notre pays, sinon nous serons tous exterminés, y compris nos enfants²²³. Car nous conviendrons quand quelque chose comme quoi une écorce, une feuille ou un guide d'arbre, qui peut servir à soigner un mal du ventre pour constituer un frein à la parole de Dieu. Nous aimons véritablement les frères et leur manière de révolte, que leurs chefs qui pensent les aimer, mais les encourager à commettre des crimes et désordre sans leur dire la vérité et lorsqu'ils trouvent la mort, ils sont prêts à prendre tous leurs biens ou pour prendre des millions pour leur compte. On ne tue pas et on ne peut pas tuer un frère pour s'enrichir.

C'était bien un sale comportement car la valeur d'un homme n'équivaut jamais à celle des biens. Et quand on tue une personne, on ne prend pas ses biens, on tue les gens, on prend leurs biens. Ces criminels pensent vivre pour longtemps. Devant une guerre, ce ne sont pas les moyens qui donnent victoire mais plutôt les raisons. C'est pourquoi nos parents arabes disent dans leur adage que, *"si l'on peut gouverner parce qu'on est robuste, l'éléphant sera roi de la forêt"*. Par des raisons, ils n'ont pas les moyens. On ne demande ni le moment d'aller attaquer les peuls, ni de manifester la haine et mépris à l'endroit de nos frères musulmans non plus. Nous

²²² A souligné le président des transformateurs Succès MASRA dans Un entretien télévisé.

²²³ Entretien avec Mbadje Marie dans son champ d'arachide

sommes tous des frères d'une même nation et le Sud appartient aussi bien aux frères du Nord, ils sont chez eux aussi.

En revanche, beaucoup de frères musulmans n'aiment pas le désordre, le vol, le mensonge, l'assassinat et la guerre, sinon ceux qui nous disent "hawan", et ne nous aiment pas, non pas leur place dans notre société, simplement. *"Nous condamnons avec dernière énergie ce massacre de la population du canton de Panzegin. Nous demandons que justice soit faite"*.²²⁴

Que les auteurs soient appréhendés pour répondre de leurs actes. Que ce plan machiavélique d'empêcher la pratique de l'agriculture et d'extermination implicite des paysans du Sud reste et restera une guerre de Troie. Ça n'aura pas lieu. Car nous n'avons pas de moyens de défense, mais nous disposons des raisons les plus puissantes que l'ennemi.

IV – impact des conflits sur domaine éducatif et politique.

Ces récurrentes violences intercommunautaires touchent un peu partout les activités sur le territoire national.

1- Sur le domaine éducatif

Les affrontements intercommunautaires au sud du Tchad en général et particulièrement la sous-préfecture de Baikoro touche vraiment le domaine éducatif qui locomotive du développement. La baisse des niveaux au Tchad de nos jours en est la preuve, car l'enseignant n'est jamais motivé de son métier parce que ses avantages sont toujours coupés et ses revendications restent infinies avec des responsables syndicaux corrompus. Les universités, les instituts universitaires n'existent que de nom et c'est la principale cause des souffrances actuelles de nos jeunes étudiants Tchadiens qui cherchent le savoir pour servir leur pays dans les pays voisins et continents.

A l'exemple des jeunes tchadiens qui se déversent de l'année en année dans toutes les villes du Cameroun pour le savoir. Arriver dans ces différentes ces jeunes rencontrent tellement de difficultés beaucoup sont malades et morts ainsi que certains d'entre qui ont consenti tous leurs efforts pour obtenir même la licence mais ils n'arrivent pas.

²²⁴ D'après le témoignage du journaliste Samuel dans un entretien

Photo n° 6: prise pendant la période de la maladie à Corona virus en mars 2020



Source : Photo prise par Bekismbaye Roudoumadji lors de l'événement de l'épidémie à Corona virus entre frontière Tchad Cameroun

Ceci est une photo prise pendant la période de la maladie à Corona virus en mars 2020. Cette photo a été prise aux frontières Tchad-Cameroun lorsque des milliers des étudiants tchadiens fuyaient pour rentrer chez eux croyant qu'il n'y avait la mort de l'autre côté. Ce jour tous les étudiants étaient soufferts car ils étaient tellement torturés en route et nous étions témoins oculaires.

En début septembre, il y avait toujours l'annonce de la rentrée scolaire au Cameroun pays voisin, pareille pour la rentrée scolaire en Côte d'Ivoire en Afrique de l'ouest, Mais ici, chez nous, au Tchad, l'annonce de la rentrée scolaire se fait avec des préavis de grève. Est-ce qu'on est différents ces pays ? Ou bien ces pays n'ont pas connu de crises politiques et de guerre chez eux ? On a quand même le minimum des ressources pour mieux faire que les autres ou comme les autres, on accentue les généralités, la pauvreté et on réduit sciemment le pouvoir d'achat de ceux qui ne sont pas de ce système de mauvaise gestion pour les empêcher de bien inscrire leurs enfants à l'école comment comprendre que dans une année académique où il ya une année scolaire sérieusement perturber par des grèves subitement, c'est le ministère qui décide le passages en classe supérieure de tous les élèves sans condition ? Est-ce qu'on veut vraiment aider ces jeunes-là ? Alors que le phénomène des baisses des niveaux se sent dans tout le pays et l'État lui-même s'engage dans sa lutte, cela a fait que la licence au Tchad de nos jours n'a que de valeur du BEPC²²⁵.

2- Sur le plan politique

Les séries de crises qui ont secoué le Tchad depuis son accession à l'Indépendance ont porté de rudes coups à l'autorité d'Etat et ont agi profondément sur le tissu de coexistence pacifique entre les éleveurs et les cultivateurs. L'Etat tchadien ne parvient pas à assurer L'équilibre entre le monopole de son autorité et la sécurité des citoyens (Document MEC, 2007)²²⁶. Ces situations de crise ont conduit à la bipolarisation du Tchad en Nord et Sud et musulmans et chrétiens, laissant de côté toute la diversité ethnique et culturelle du pays. Ces Concepts ont été utilisés comme stratégies de division et ont fait que certaines crises prennent des connotations régionalistes et religieuses. Ces conflits qui ont devenus politico-militaires de fois, ont laissé parmi les différents groupes sociaux des séquelles indélébiles qui ont contribué, dans certains Endroits, à la détérioration rapide des rapports entre agriculteurs et éleveurs. Les rapports entre les différents groupes, notamment les éleveurs et les agriculteurs, qu'ils soient de nature ethnique, politique ou religieuse, sont empreints d'une profonde méfiance. Au-delà du clivage Nord-Sud, musulmans-chrétiens, s'il est vrai que ce conflit entre agriculteurs et Eleveurs se localise plus en zone soudanienne, il est aussi un grand problème de cohabitation dans la partie nord du pays. Il convient de noter que nombre d'agriculteurs ne sont pas localisés au sud et que tous les musulmans ne sont pas seulement au nord.

²²⁵ Entretien avec un professeur du lycée Adoum d'Allah de Moundou en décembre 2022

²²⁶ Journal, *notre temps* N°205 du 08 mars 2005 P.3

Cependant, parlant de la mentalité et comportement, de nos frères politiciens tchadiens, nous savons qu'au Tchad, c'est l'absence totale de vérité, le contraire et l'arbitraire qui nous tue. Sinon comment comprendre qu'une nation peut être gérée comme une famille, sachant que même dans une famille, si le chef de famille ne dit pas la vérité ou ne pas en être, il se trouverait des récalcitrants et révoltés parmi les membres de sa famille.

On veut réconcilier deux parents qui ont des problèmes et on ne voudrait pas qu'ils s'expriment et qui révèle de quoi il y a querelle entre eux ? C'est un profond regret.

Entre les Tchadiens eux-mêmes en tant qu'un seul peuple, il peut se détester ; on a souvent constaté que les Tchadiens s'aiment bien quand ils se trouvent à l'étranger. Cela peut être vrai, mais à l'intérieur de leur pays, on regarde les tchadiens sur les véhicules de transport discutés de place dans les cabines, ils sont prêts à sortir de couteaux pour se poignarder. Car on vous dit clairement que vous êtes pauvre. Et vous aimez vivre le luxe. Prenons l'exemple d'un frère militaire tchadien qui s'adresse à son propre frère parent civil en ces termes, '*mala Inti yatou*²²⁷' ?

Si certains agissent par violence, par mépris et haine, c'est la politique de notre pays qui en est la cause. On voit que le théâtre sera uni du vivre ensemble et de la cohésion sociale n'est que vide de sens. L'indépendant du pays a déjà 61 ans et sur les 61 ans, le président Tombalbaye, en passant par le président Deby, donc des leaders du Sud ont géré environ 18 ans et les 43 années ont été gérées par nos frères du Nord²²⁸. Un esprit purement discriminatoire et de vengeance. Parce que le président Tombalbaye, avec son idéologie de retour à la tradition, aurait frustré beaucoup de Tchadiens du Nord y compris les sudistes. Et après le 12 février 1979, du mauvais temps au Tchad²²⁹, la discrimination et l'esprit de vengeance sont installés. Aujourd'hui, s'il faut une réforme politique, il faut commencer par combattre d'abord cet esprit et ce qui anime dans la mentalité des Tchadiens.

Les conflits éleveurs et agriculteurs qui s'éternise et entache chaque fois les Tchadiens, C'est à cause des méthodes floues, la discriminatoire et l'injustice de gestion, fondée sur l'escroquerie et l'arnaque. Ce sont là, quelques réalités qui puissent jalonner les différends dans les grandes familles tchadiennes.

Aussi, il faut comprendre que ces conflits ne s'opèrent pas seulement au sud du Tchad mais sur l'ensemble du territoire national, c'est-à-dire que du Nord au Sud, les Tchadiens sont

²²⁷ Atlas du Tchad 2012

²²⁸ A. Abderamane Hagggar. Tchad pouvoir intégral et l'alternance politique ou le déluge, septembre 2021

²²⁹ Septembre noir

victimes de cela. Sauf que c'est par catégorie au nord-est et importe vers le centre. Ses conflits sont quasiment réguliers. Dans les communautés du nord-est, et ouest, ils font plus de victimes de morts que ceux de la zone méridionale, à l'extrême sud, où le phénomène est lent, mais tous les jours, dans une pratique d'idéologie, d'esclavage des paysans du Sud, contrairement à leurs frères du Nord, nord-est et du Centre.

Nous nous posons toujours de questions d'où viennent ces conflits et comment prennent-ils d'ampleur ? Quand on était petit à l'époque, il n'y avait aucun conflit éleveur agriculteur qui entérinait les blessures et morts d'hommes les éleveurs et agriculteurs vivaient comme des frères dans le respect de leurs activités de routine entre les uns les autres. Il y avait ce qu'on appelait le troc ou le système de troc tout court.

L'éleveur vient avec son lait dans les villages et l'agriculteur échange avec lui les mil ou toutes sortes de céréales et oléagineux en amour et fraternité, sans discrimination, c'était une belle vie. Subitement, les données ont commencé à changer à partir du régime Hissein Habré parce que l'élevage à cette époque-là, avec ces régimes, a changé de figure et a pris une autre configuration, ce qui revient à dire qu'il y a certains généraux de l'armée, certains cadres de l'administration et les pontes du régime qui ont commencé à s'intéresser de l'affaire²³⁰.

Dès lors, certains bouviers possédaient des armes à feu. Ils ont changé de comportement et deviennent gonflés, arrogants, agressifs et violents, dans un esprit de vengeance et de domination vis-à-vis de leurs frères agriculteurs, en exerçant une pratique de dévastation, des champs des agriculteurs, sans réparation ni conciliation.²³¹

C'est souvent une provocation des guerres communautaires et non des conflits éleveur agriculteur, là n'est pas le problème parce qu'il y a toujours des problèmes et tout problème a des solutions parmi les hommes. Mais lorsqu'il y a des problèmes entre les hommes, c'est la façon de résoudre qui reste la meilleure. Malheureusement, la politique a saisi la perche et le phénomène devient une idéologie de domination, sous un regard complice et injuste de l'administration.

Ainsi, ces conflits prennent de proportions très importantes et évoluent favorablement par les interventions militaires qui agissent en toute partialité ou affinité en faveur des éleveurs

²³⁰ Landais E., et Deffontaines J.P., 1988. Les pratiques des agriculteurs. Point de vue sur un courant nouveau de la recherche agronomique. Etudes Rurales, jan-mars 1988, 109 : 125158.

²³¹ *Ibid*

Dans une méthode discriminatoire et injuste au mépris total du paysan. Parfois le côté agriculteur est désarmé et le côté éleveur reste armé²³².

Photo n° 7: Habitants de Pazeguïn lors de conflit éleveurs agriculteurs



Source : Tchad : au moins quatre morts dans un conflit intercommunautaire

Ceci est une photo des habitants de pazeguïn lors de conflit éleveurs agriculteurs qui s'est déroulé en août 2019 dont- on les arrachait leurs armes blanches. Les éleveurs coupaient plusieurs hectares de mil qui auraient poussé déjà les graines. Mais lors les forces de l'ordre arrivées, elles tiraient plutôt sur les agriculteurs et les arrêtés avec leurs bâtons de défense qui sont posés à vue devant eux.

Observons ensemble ce qui se passe actuellement au terrain en ce moment même le calendrier agricole n'est pas et ne sera jamais l'affaire de l'éleveur parce que cela n'est pas son travail simplement mais on comprend où à chaque période de semis et de récolte, c'est l'éleveur qui impose la date sans savoir de quelle variété il s'agit. Et si vous le faites avant ça, il vous dit que ce n'est pas encore le moment de semer.²³³

²³² Jouve P., 1997. Des techniques aux pratiques. Conséquences méthodologiques pour l'étude de production agricole et le développement rural. Communication au colloque sur « les méthodes pour comprendre et mesurer les pratiques agraires en milieu tropical et leur transformations » 10-11 décembre 1997-Niamey, p 13

²³³ Hubert B., 1991. Comment raisonner de manière systémique l'utilisation du territoire pastoral ? In : IV Congrès des Terres de parcours. Montpellier, avril 1991, Association Française de Pastoralisme.
Hugot P., 1997. La t

Il met les bœufs piétiner les plantes et c'est le même éleveur qui reviendra imposer le calendrier de récolte à l'agriculture sans savoir si les cultures de mil est au point ou non d'être récolté dépassant le délai, il met les bœufs aux champs sans comprendre que dans l'agriculture, il y a ce qu'on appelle les cycles courts, avec des variétés précoces et les cycles longs qu'il faut vraiment les 6 mois de pluie pour attendre la maturité des plantes. Cela est au vu et au su des autorités administratives et militaires qu'on laisse et on observe les éleveurs venant de partout causer le désaccord et provoque ce qu'on appelle aujourd'hui conflit éleveur agriculteur, qui a pris un autre angle. C'est-à-dire il devient conflit clanique. Car, quand ce conflit déclenche dans la journée, les éleveurs de tout genre reviendront tard la nuit tuer les hommes, femmes et enfants même voir les bébés. À l'exemple de ce qui se passe en juin 2023 à Andoum dans le département des monts de Lam.²³⁴, Ainsi dévasté, les champs, parfois en plein jour, devant le propriétaire vu et considéré comme faible, il s'enfuit ou refuse toute collaboration pour résolution à l'amiable, il le renvoie ou refuse d'observer la conduite du comité des sages de gestion de conflits, ni sur pied par les autorités administratives ou traditionnelles.

En plus il y avait des jardins clôturés, des champs de manioc clôturés même certains champs de mil, à l'absence du cultivateur, le bouvier viendra dégager toutes ces fournitures pour laisser les bœufs entrer dévaster. Il utilise régulièrement les jours des marchés hebdomadaires les jours des fêtes dans le village, le dimanche pendant que les paysans sont à l'Église pour dévaster les cultures, alors que ce sont ces mêmes éleveurs qui seraient les premiers à manger les tubercules de manioc, les patates, les concombres, les arachides, les cannes à sucre dans les champs sans demander où acheter avec le paysan pour garder les bœufs. Et par la même occasion il détruit.

Il y a de fois où l'éleveur instruit à son frère agriculteur que pourquoi dans le même champ, il veut récolter par la même occasion les arachides, légumes etc., est-ce c'est ça le travail de l'éleveur ? C'est comme si l'éleveur tchadien est un agent national de développement rural car c'est lui qui dicte les calendriers des semis, des récoltes et même les variétés. Là, comment peut-on parler de la cohabitation pacifique et du vivre ensemble. Il faut ajouter à cela l'inaptitude de nos frères éleveurs au débat parce que la plupart de ces bouviers n'étaient pas à l'école ni instruits, donc la seule option de résoudre le problème, c'est la violence.

Aussi ils prennent constamment de la drogue, comme lève corps ou pour se réjouir et cela les conduit le plus souvent aux violences et agressions. Il ne faut pas écarter la

²³⁴ Entretien avec le proviseur du lycée Adoum

problématique de leur mauvais traitement par leur chef ou patron des bœufs qui les auraient frustrés régulièrement et ne les encouragent pas à bien faire leur travail, là c'est un bien autre problème encore. Les éleveurs au Tchad ne sont pas tous nos frères du Tchad. Parmi eux, beaucoup sont étrangers et qui négligent la politique de la cohabitation pacifique et du vivre ensemble. L'unité et la Concorde nationale ne sont pas de leur goût parce qu'ils ne savent pas le profil de l'État tchadien, ce que veut le gouvernement tchadien, c'est l'unité du peuple tchadien.

Ils viennent de partout, à l'exemple du Niger, du Nigeria, du Cameroun, de la Centrafrique, du Soudan, de la Mauritanie du Mali etc., à la recherche de pâturage et ils restent incontrôlés par l'État. Ils profitent cependant de la solidarité musulmane de nos frères musulmans du Tchad qui agissent en amour total. Certains ne comprennent même pas la langue arabe. Et si les tiges de mil de l'agriculteur restent sa propriété il peut les vendre à l'éleveur ou les garder pour ses propres bœufs d'attelage, il peut laisser à son frère éleveur par son propre amour, fraternité, selon le comportement de celui-ci, mais pas les arracher par force, ni à celui qui les méprise et les menace. L'agriculteur ne travaille pas pour l'éleveur au même titre que l'éleveur ne travaille pas pour l'agriculture, mais les 2 pour mutualiser leurs produits. C'est ainsi que l'artiste tchadien Talinou Manu disait dans sa chanson que *'' voyons peuple tchadien, pour une meilleure stabilité socioéconomique de notre pays, il nous faut le pardon, l'unité et la paix ''*. A travers cette chanson il y a beaucoup de leçons que nous pouvons tirer mais, on constate que cette belle chanson d'amour de cet artiste passe comme le vent passe entre les feuilles d'arbre. Nous voulons à ce que tout le monde se souvienne de sa valeur et celle du pays, pour qu'il soit utile pour le développement de la nation et c'est comme ça que ça va profiter à tout le monde et dans une cohabitation pacifique. C'est en ce sens qu'on doit parler cependant du vivre ensemble.

Malheureusement pour le paysan tchadien, lorsqu'il y a intervention sur le terrain pour les conflits, ce sont souvent les moutons et bœufs qu'on grise pendant le séjour, mais jamais les arachides et sésame. C'est ça qui joue un rôle favorable du côté des éleveurs et cause le problème pour l'agriculteur. Nous sommes une République, on doit s'en tenir à la loi de la République.

Conclusion

L'impact des conflits sur les pratiques agricoles et pastorales dans la sous-préfecture de Baïkoro montre que le bras de fer que se livrent les agriculteurs et les éleveurs est résulté d'une situation très complexe et multidimensionnelle. Les cas de morts, des blessés, des disparus sont considérables. Les agriculteurs et les éleveurs pour la gestion de l'espace d'une part et la divergence dans la représentation et la construction de leur territoire d'autre part semblent être les causes principales de cette situation conflictuelle.

CHAPITRE IV : PERSPECTIVES, SUGGESTIONS, BILAN, ET RESULTATS DE DISCUSSION.

Introduction

Dans dernier chapitre, il est question de terminer notre parcours de l'étude sur le thème auquel nous avons choisi.

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs au sud du Tchad et d'une appellation plus 'conflits intercommunautaires' sont un sujet complexe et sensible. Ces conflits sont souvent liés à des tensions autour de l'accès aux ressources naturelles, tels que les terres et l'eau, ainsi qu'à des différences culturelles et économiques entre les deux groupes. Les conséquences de ces conflits peuvent être graves, entraînant des pertes de vies humaines, des déplacements forcés de populations et des dommages économiques. C'est ainsi que dans notre chapitre nous tenterons de ressortir quelques perspectives, de suggestions et la stratégie pour proposer quelques solutions pour la cohabitation pacifique et le vivre ensemble pour la paix durable et ressortir quelques résultats de discussions.

I- Perspective suggestions la stratégie etc.

Cette partie de notre travail nous propose l'analyse des causes et facteurs, portant sur les types des conflits intercommunautaires au Tchad, observés sur toute l'étendue du territoire durant ces deux dernières décennies. Avec les ingérences politiques, on assiste sans cesse aux affrontements autour des chefferies traditionnelles, éleveurs et agriculteurs et la montée des conflits liés aux causes naturelles, remettant en cause la cohabitation pacifique comme le socle sur lequel se fondent les relations entre les communautés. L'œuvre est une interpellation de toutes et tous pour la compréhension du niveau des conflits intercommunautaires au Tchad, afin de répondre urgemment par des mesures de gestion, de médiation et prévention. Et, de se rappeler sur L'évolution des types de conflits entre les communautés.

1- Suggestion de refondation d'un Tchad nouveau

Ce quatrième chapitre consiste à des étapes suivantes : la suggestion, perspective, la stratégie, le bilan et les résultats. Ce thème conflits éleveurs agriculteurs, s'en déchire beaucoup les enfants Tchadiens de l'intérieur et de l'extérieur car ceux-ci se focalisent sur l'idéologie religieuse pour développer leur haine. Alors pour nous, la jeunesse d'aujourd'hui pour arrêter ces conflits, nous devons refonder un Tchad prospère fondé sur la croissance inclusive des personnes et des biens et des postes des travaux et le développement durable dont tous les tchadiens de bord souhaitent.

Un Tchad intégré, uni sur le plan politique et ancré dans les idéaux du panafricanisme et la vision de la renaissance de la nation tchadienne. C'est ainsi le Dr Succès MASRA lors de son discours du 20 octobre 2022 pour apaiser le cœur des victimes du 20 octobre 2021 qui dit ceci " nous devons tous laisser nos différences de côté et nous devons pardonner tous ceux qui nous font du mal et nous considèrent comme les expatriés". Ce dernier a laissé ce message pour partager et compatir le cœur de ceux qui saigne et en même temps un message pour la refondation d'une nation puissante²³⁵.

Ainsi nous devons construire un Tchad de bonne gouvernance, de démocratie, du respect des droits de l'homme, de justice et d'état de droit pour tout le peuple tchadien de vivre dans la paix, la sécurité et d'amour total.

Un Tchad doté d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun, et de valeurs et d'éthique partagées et dont le développement est axé sur la population, qui s'appuie sur le potentiel de ses œuvres ainsi sa prise en charge notamment les femmes et des jeunes, qui se soucient du bien-être des enfants. Ainsi comme un peuple qui peut agir en tant qu'acteur de ses partenaires étrangers et influent aussi sur la scène internationale

2- Suggestion de dialogue et de médiation.

Pour parvenir à la paix dans les conflits intercommunautaires au sud du Tchad, voici quelques renforcements du dialogue et de la médiation : Il est essentiel de promouvoir le dialogue entre les différentes communautés impliquées dans le conflit. La médiation peut jouer

²³⁵ Discours du Dr Succès

un rôle crucial pour faciliter les négociations et trouver des solutions²³⁶. Promotion de la justice et de la réconciliation: La mise en place de mécanismes de justice transitionnelle et de réconciliation peut contribuer à résoudre les tensions et à favoriser la coexistence pacifique entre les communautés.

3- Renforcement des capacités locales.

Il est important de renforcer les capacités des acteurs locaux, tels que les chefs traditionnels et les organisations de la société civile, pour qu'ils puissent jouer un rôle actif dans la résolution des conflits et la promotion de la paix²³⁷

Investissement dans le développement socio-économique l'un des points phare aussi.

L'amélioration des conditions socio-économiques peut contribuer à réduire les tensions et les disparités entre les communautés. Il est nécessaire de promouvoir des initiatives de développement durable qui bénéficient à l'ensemble des populations²³⁸

4- 4- Engagement de la communauté internationale.

La communauté internationale peut jouer un rôle important en soutenant les efforts de paix et en fournissant une assistance humanitaire aux populations touchées par le conflit. La coordination entre les acteurs internationaux et nationaux est essentielle pour une approche globale de résolution des conflits²³⁹ Il convient de noter que chaque conflit est unique et nécessite une approche adaptée aux circonstances spécifiques. Les suggestions ci-dessus sont des pistes générales qui peuvent contribuer à la recherche de la paix dans les conflits intercommunautaires au sud du Tchad.

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs au sud du Tchad sont un problème complexe qui nécessite une approche multidimensionnelle pour trouver des solutions durables. Voici quelques perspectives sur la situation :

²³⁶ (https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/pbf_irf-287_286_evaluation_finale_fao_niger_tchad_pbf_final.pdf)

²³⁷ https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/pbf_irf-268_rapport_d_valuation_projet_transfrontalier_rca-tchad_pbf_031121.pdf

²³⁸ <https://www.imf.org/fr/Publications/fandd/issues/Series/Analytical-Series/financing-peace-and-stability-franck-bousquet>).

²³⁹ *ibid*

5- 1 Facteurs contribuant aux conflits,

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs au sud du Tchad et dans la sous-préfecture de Baikoro, sont influencés par plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, on peut citer les pressions démographiques, les changements climatiques, la concurrence pour les ressources naturelles, les tensions intercommunautaires et les problèmes de gouvernance

- Gestion des conflits. :

Il existe des associations et des ONG qui travaillent de manière formelle et informelle à la gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs au Tchad. Leur rôle complète est celui des autorités traditionnelles et publiques chargées de la prévention et de la gestion pacifique des conflits.

Cependant, les recommandations et résolutions émises ne sont pas toujours appliquées correctement par les fonctionnaires du commandement, les agriculteurs et les éleveurs ont parfois du mal à les mettre en pratique.

- Pressions sur les ressources naturelles :

La sous-préfecture de Baikoro, au sud du Tchad, est un espace très convoité en raison de ses conditions naturelles favorables aux activités agropastorales et de la présence d'un projet pétrolier. Cela a entraîné un afflux d'éleveurs nomades de la zone saharienne et sahélienne du Tchad, ainsi que l'arrivée massive d'immigrants à la recherche de travail. Cette situation a intensifié la compétition pour les ressources naturelles et a contribué aux tensions entre éleveurs et agriculteurs²⁴⁰

- Conséquences sur le développement :

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs ont des répercussions négatives sur le développement de la sous-préfecture. Ils peuvent entraîner des pertes économiques, la destruction des infrastructures, la dégradation de l'environnement et la détérioration des conditions de vie des populations locales. Il est donc essentiel de trouver des solutions durables pour favoriser la coexistence pacifique entre éleveurs et agriculteurs et promouvoir le développement socio-économique dans la région en général et particulièrement dans la sous-préfecture de Baikoro.

²⁴⁰ [[1]] (<https://journals.openedition.org/vertigo/805?lang=pt>).

5- 2 - Perspectives

La gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs au sud du Tchad en général et dans la sous-préfecture de Baikoro est un défi complexe. Différentes perspectives peuvent être adoptées pour comprendre ces conflits et proposer dissolutions. Certains experts soulignent l'importance de la gestion des ressources naturelles pour prévenir les conflits. Ils mettent l'accent sur la nécessité de mettre en place des mécanismes de partage équitable des terres et de l'eau entre les éleveurs et les agriculteurs. Cela peut inclure la délimitation des zones de pâturage et des zones agricoles, ainsi que la promotion de pratiques agricoles durables et de l'élevage pastoral.

D'autres experts mettent en avant l'importance de la résolution pacifique des conflits et de la promotion du dialogue entre les éleveurs et les agriculteurs. Ils soulignent également l'importance de la médiation communautaire et de la création de comités locaux pour résoudre les différends de manière équitable et durable. Ces comités peuvent jouer un rôle clé dans la prévention des conflits et la promotion de la coexistence pacifique entre les deux groupes.

Pour résoudre les conflits entre éleveurs et agriculteurs, il est nécessaire de mettre en place des mesures de prévention et de gestion des conflits efficaces. Cela peut inclure la mise en œuvre de politiques agricoles et pastorales adaptées, la promotion du dialogue intercommunautaire, la sensibilisation à la gestion durable des ressources naturelles et le renforcement des capacités des acteurs locaux impliqués pleinement dans la résolution des conflits.

De plus, une coordination étroite entre les autorités locales, les organisations de la société civile et les agences internationales est essentielle pour soutenir les efforts de résolution des conflits et favoriser la paix et le développement dans la région²⁴¹

En outre, les conflits entre éleveurs et agriculteurs au sud du Tchad et dans le département de de mont de Lam puis dans la sous-préfecture de Baikoro sont un défi complexe qui nécessite une approche holistique pour trouver des solutions durables. La gestion efficace des ressources naturelles, la promotion du dialogue intercommunautaire et le renforcement des capacités des acteurs locaux sont des éléments clés pour favoriser la coexistence pacifique et le développement socio-économique de la région²⁴²

²⁴¹ <https://journals.openedition.org> Source: 'Bébédjia (sud du Tchad), un espace sous pression', Source: 'Les conflits, l'insécurité et leurs répercussions sur le développement'

²⁴² *Ibid*

5-3- Stratégie d'adaptations de techniques paysannes

D'après TLFi²⁴³, la stratégie est un ‘‘ensemble d'actions coordonnées habiles, de manœuvres en vue d'atteindre un but précis’’.

En ce qui concerne la stratégie dans ce travail lorsque les paysans se trouvent face à des difficultés, surtout en ce qui concerne la saison de la productivité agricole suite au conflits éleveurs agriculteurs, conflits pour les partiels due à la mauvaise gouvernance foncière, du coup, ces paysans développent des stratégies afin d'améliorer leur productivité agricole. Ces stratégies sont entre autre :

Pour s'y prendre, il faut agir pour une transition juste (rendre l'économie plus verte d'une manière qu'elle soit équitable et inclusive en créant des opportunités de travail) à la jeunesse qui se déverse partout dans les pays voisins en quête de vie et de trouver quoi à se nourrir. C'est ainsi qu'un jeune du logone oriental prononce sur notre micro lors à la descente sur terrain : ‘‘je préfère vivre dans l'esclavage dans d'autres pays, que vivre dans mon propre pays comme un esclave.’’

Nous voulons un Tchad où tout le monde peut lutter contre toutes sortes de discriminations et les inégalités en garantissant les mêmes droits, opportunités et libertés à toutes et tous ainsi le partage des services équitable.

Pour lutter contre ces problèmes il faut des personnes qui ont la capacité de diriger, avant de diriger, il faut aimer tout le monde sans distinction (de sexes, religions), laisser la différence qui existe entre nous même, et certaines de nos divergences. Nous devons oublier la haine, laisser la corruption, le tribalisme pour être uni. Mais avec la pauvreté on peut plus apprendre.

Il faut se prendre en charge le Tchad à beaucoup d'intellectuels qui peuvent apporter des bonnes initiatives pour qu'on soit envié aussi par les autres.

Effectivement la France au Tchad nous fait voir et faire croire au monde que sans elle, les tchadiens ne peuvent pas se développer, et qu'elle est là pour sauver le Tchad et épauler les Tchadiens. Il y existe des talentueux au pays de Toumaï. Le seul problème est qu'on doit se réveiller, on doit être uni comme un seul tribut, comme un seul corps. Notre souci, le Tchad doit être indépendant, nous devons valoriser notre culture pour que nous puissions connaître un vrai développement, laisser nos différences, la religion, le clanisme etc.

²⁴³ Dictionnaire : trésor de la langue française informatisé

Pour assurer un bon développement de la sous-préfecture en particulier et celui du Tchad en général, la seule solution est de mettre en place, une mentalité autocentrée c'est-à-dire un Tchad dont le développement se tourne vers lui-même. Au lieu de toujours tendre la main aux étrangers, il est plutôt préférable de nous prendre charge car il est dit : " la main qui donne, c'est bien elle qui fait la loi ". Et aussi "la main qui donne est toujours au-dessus de celle qui reçoit"

En d'autres termes, le Tchad doit se libérer, non seulement physiquement, économiquement, mais aussi et surtout mentalement. Nous en appelons à la jeunesse que cette initiative n'est pas a négligé, on doit sauver notre génération et celle de nos enfants ainsi que changer la situation dans laquelle la jeunesse tchadienne traverse actuellement.

L'Afrique est déjà pris en otage par les occidentaux notre indépendance aux mains des blancs sera comme une libération

En effet, nous avons entendu les réponses données par rapport à ce qui est à la base de la pauvreté au Tchad, selon notre observation, nous avons toujours l'impression que ce pays est pauvre parce que son peuple n'a pas une confiance en soi. Les Tchadiens doivent sincèrement connaître que la première règle pour le développement, c'est le travail collectif, la compréhension et le vivre ensemble.

Alors tant que les Tchadiens n'auront pas une confiance en eux, ils seront toujours derrière les autres.

Mais le problème chez nous les jeunes d'aujourd'hui on abandonne nos cultures au profil de l'occidentale, alors que les occidentaux viennent chez nous pour apprendre nos cultures et mettre ça en valeur chez eux pour gagner de l'argent.

5-4 Agrandissement des superficies emblavées :

Nous voulons parler de l'agrandissement des superficies emblavées, c'est-à-dire labourées sarclées, lorsque les sols sont appauvris par la surexploitation due à la pression démographique, il faut des gymnastiques pour atteindre un rendement acceptable. Selon la conception de la population enquêtée, agrandissement des surfaces emblavées est l'un des stratégies face à ce phénomène d'appauvrissement des sols. Pour avoir un rendement des produits agricoles sur les sols appauvris, il faut élargir la superficie des champs, c'est-à-dire fait labourer beaucoup des hectares pour avoir un rendement moyen. Ce système n'est pas accessible à tous les agriculteurs, car ceux qui n'ont pas de moyens (financiers et matériels) ne peuvent pas labourer plusieurs hectares.

5-5 Les semis précoces

Parlant des aléas climatiques, tel que le cas de la pluviométrie. Pour résoudre le problème de la variabilité pluviométrique. Que ça soit le retard de pluie, le décalage des saisons, la mauvaise répartition des pluies ou encore les séquences sèches pendant la saison de pluies, les paysans doivent faire recours aux cultures de variétés précoces pour s'en sortir.

Sur un sol appauvri, après avoir récolté les produits de l'année en cours, les paysans vivent labourés à la fin de saison des pluies pour pouvoir garder les débris des produits récoltés. Ces débris constituent de l'humus, contenant de sels minéraux pour la culture de la machine année agricole.

II- La rotation des cultures

Généralement sur des sols appauvris, les paysans doivent procéder à l'alternance des cultures. Cela se passe comme suit : avant tout c'est le sésame suivi de petit mil, après le petit il vient la culture du sorgho, qui, à son tour est suivi par la culture des arachides et ils commencent avec la culture du sésame²⁴⁴.

A cet effet, les conflits intercommunautaires viennent s'ajouter à cause des parcelles de champs, le couloir de transhumance etc. sont préoccupants, avec un nombre élevé de victimes signalées. Les causes spécifiques de ces conflits ne sont pas clairement mentionnées dans les résultats de notre recherche fournis, mais ils peuvent être dus à une combinaison de facteurs tels que des différends territoriaux, des rivalités ethniques, des tensions politiques, la gestion foncière etc. Une approche globale et des efforts de médiation sont nécessaires pour parvenir à une résolution pacifique de ces conflits²⁴⁵.

1 - Stratégie d'adaptation

Le concept d'adaptation est un processus par lequel, des organismes ou des populations qui habitent ensemble dans un environnement bien défini font face une stratégie écologique et comportement dans lesquels les changements augmentent leurs chances pour la survie. Les organismes ou les populations d'organismes s'adaptent par une adaptation biologique, soit par une adaptation comportementale. Le concept d'adaptation implique de maximiser les chances

²⁴⁴ Entretien avec Marie Mbadje dans son champ de sésame

²⁴⁵ Hates 1998

sociales de la vie. Mais la maximisation est presque toujours un compromis, un vecteur dans la structure interne de la culture et la pression externe de l'environnement ²⁴⁶

L'adaptation est aussi conçue comme la solution à un problème particulier et à la source des changements imprévus et, des problèmes inévitablement nouveaux (Bates, 1998) Cette définition a le mérite de souligner certains aspects importants. Une adaptation n'est pas bonne ou mauvaise en soi, elle est simplement une réponse provisoire à des changements: Elle est dynamique, évolue et se transforme, elle n'est pas statique, et suit une perspective temporelle. Il y a une évolution des adaptations lorsque les conditions changent, elles changent également

D'un autre côté, Holdings²⁴⁷ utilise deux concepts afin de décrire la continuité et le changement social dans les Social Ecological Systems (SES):

2- La résilience

C'est la capacité d'un système à retrouver son fonctionnement et un développement normal après avoir subi une perturbation importante ; dans cette optique, la population de la sous-préfecture de Baïkoro, fait corps à cette adaptation pour mieux maximiser sa chance et avoir son changement total dans la pratique agro-pastorale. La résilience est une forme de résistance de la capacité d'un système à retrouver ou ne pas quitter un état d'équilibre dynamique après une phase d'instabilité due à une perturbation. L'instabilité peut conduire un système d'évoluer provisoirement ou définitivement vers un autre régime de comportement ou un autre équilibre, pouvant impliquer la perte de certains éléments et fonctions du système. Au plus un système est résilient, au plus il est capable d'absorber des changements, sans passer à un autre état.

3 - Adaptation des agriculteurs et éleveurs

Plusieurs définitions sont données au concept d'adaptation²⁴⁸. Définit les stratégies adaptatives comme une caractéristique propre au type d'adaptation d'une population ou d'une communauté vivant à des conditions environnementales particulières.

²⁴⁶ Bennett, 2005

²⁴⁷ Cité par Gouataine 2017

²⁴⁸ F. Ramade dictionnaire encyclopédique des sciences de la nature et de la biodiversité. Dunod, paris, 2008

4 - Bilan général et résultats de discussion

Les conflits intercommunautaires dans région méridionale et dans la sous-préfecture de Baikoro ont eu un impact significatif sur la population et la situation humanitaire. Voici quelques résultats importants :

Depuis le début de l'année, les affrontements intercommunautaires au Tchad ont fait plus de 500 morts, 600 blessés et plus de 7 000 déplacés. Le bilan des tensions communautaires a augmenté par rapport à l'année précédente, avec plus de 528 morts en date du 9 octobre 2022

Les violences intercommunautaires ont entraîné des déplacements massifs de population, avec plus de 7 000 personnes déplacées dans la région sud du Tchad.

La crise centrafricaine, les conflits intra et intercommunautaires, ainsi que les enlèvements, ont profondément affecté le sud du Tchad et la sous-préfecture de Baikoro de 1990 – 2022 car ces secteurs sont très sensibles aux conflits. Ces conflits intercommunautaires sont souvent liés à des causes culturelles, économiques, politiques et sociales. Ils peuvent également être influencés par des facteurs externes et internes tels que les ingérences politiques, les idéologies politiques, la corruption, l'injustice, les inégalités sociales, la pauvreté, le changement climatique et la démographie.

Les conflits intercommunautaires ont des conséquences graves sur la population, notamment en termes de pertes humaines, de déplacements forcés, la destruction des infrastructures et de l'accès limité aux services de base tels que la santé et l'éducation.

Nous avons comme la cause principale de conflit intercommunautaire les ressources naturelles sont souvent une source, en particulier dans la sous-préfecture de Baikoro, où la gestion des ressources naturelles est un enjeu majeur.

Alors face à cela les solutions aux conflits peuvent inclure des actions des associations civiles, des mouvements de lutte pour les droits de l'homme, des solutions politiques, sociales, administratives, rurales et juridictionnelles.

Il est important de noter que les conflits intercommunautaires sont un sujet complexe et en évolution, et les résultats peuvent varier en fonction du contexte spécifique et de la période de référence. Les informations fournies sont basées sur les extraits de résultats de recherche fournis

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs dans notre site de recherche ont des conséquences importantes sur les communautés locales et l'économie de la zone. Ces conflits

peuvent entraîner des pertes de vies humaines, des déplacements forcés de populations, des destructions de biens et des perturbations des activités agricoles et d'élevage.

Cependant, des efforts ont été déployés pour résoudre ces conflits et promouvoir la coexistence pacifique entre les éleveurs et les agriculteurs. Des initiatives de médiation communautaire et de dialogue ont été mises en place pour résoudre les différends et prévenir de nouveaux conflits. De plus, des mesures ont été prises pour gérer les ressources naturelles de manière durable et équitable, afin de réduire les tensions entre les deux groupes.

Il est également important de souligner que la résolution des conflits éleveurs-agriculteurs au sud du Tchad et dans la sous-préfecture de Baikoro est un processus continu et complexe. Il nécessite la participation et la collaboration de toutes les parties prenantes, y compris les communautés locales, les autorités gouvernementales, les organisations de la société civile et les acteurs internationaux. Les conflits communautaires (au sein d'une communauté ou entre communautés) au Tchad comme ailleurs ont toujours existé. Au cours des dernières années, néanmoins, certains de ces conflits ont empiré dans le pays, augmentant en violence, en nombre de victimes et en conséquence. Selon le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA), "en 2021, le bilan humain dû aux conséquences de la transhumance et des tensions intercommunautaires au Tchad est déjà particulièrement lourd, avec plusieurs incidents signalés à travers le pays (neuf à l'Est, sept au Sud, huit dans le Lac). Les affrontements auraient fait 309 Morts et 182 blessés, déplacé plus de 6 500 personnes, entraîné la destruction de biens et de moyens de subsistance, et provoqué de très fortes tensions entre les communautés".

Même si l'on ne dispose pas de données statistiques ou scientifiques, la pression démographique et le changement climatique sont néanmoins communément considérés comme les deux facteurs principaux ayant contribué à cette augmentation.

Du point de vue des droits de l'homme, ces conflits, dont l'origine est liée à l'impossibilité des personnes impliquées de jouir d'un ou de plusieurs droits, posent la question de la responsabilité de l'État de respecter, protéger et donner effet aux droits de ces personnes.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est plus particulièrement intéressé aux conflits entre agriculteurs et éleveurs au Tchad²⁴⁹ qui sont liés au besoin des deux communautés d'obtenir les ressources suffisantes pour survivre soit en

²⁴⁹ Etude du bureau du haut-commissariat des nations unies aux droits de l'homme au Tchad, janvier 2022

Cultivant la terre (les agriculteurs), soit en élevant du bétail (les éleveurs), ce qui suppose pour les deux communautés un meilleur accès aux ressources naturelles comme la terre et l'eau²⁵⁰.

Le HCDH au Tchad a, de ce fait, choisi le droit à l'alimentation comme cadre de référence de la présente étude qui a pour objectif d'identifier les causes profondes des conflits entre agriculteurs et éleveurs et de proposer des recommandations qui puissent contribuer à les résoudre à leur source et pas uniquement dans leurs manifestations ponctuelles.²⁵¹

A notre connaissance, c'est pour la première fois qu'une agence onusienne, une institution internationale s'exprime de manière impartiale sur une thématique aussi brûlante. 'Les affrontements auraient fait 309 morts et 182 blessés, déplacé plus de 6 500 personnes, entraîné la destruction de biens et de moyens de subsistance, et provoqué de très fortes tensions entre les communautés'²⁵².

Ces informations publiées, font suite à une étude menée par OCHA qui révèlent que "les principales raisons des tensions intercommunautaires sont l'accès aux ressources économiques (49%), l'accès à la terre (21%) et l'accès aux services (11%)". Aussi, estime-la

OCHA, "la rareté des ressources naturelles due aux catastrophes naturelles, notamment les pâturages et l'eau, est devenue une source de tensions entre éleveurs et agriculteurs". Cette enquête qui éclaire bien nos lanternes, nous fait comprendre davantage que les foyers des conflits intercommunautaires sont allumés sur toute l'étendue du territoire national. La principale raison, est celle qui fait appel à la violence demeure la prolifération des armes.

" Les conflits intercommunautaires ne sont pas rares au Tchad, mais l'ampleur sans précédent des violences enregistrées ces dernières années, conjuguée à la prolifération des armes parmi les civils".

Par manque d'information et de dialogue, les deux groupes sociaux s'ignorent et s'accusent mutuellement. Pour les agriculteurs « l'éleveur a du plaisir de mettre les animaux dans les champs » et pour les éleveurs « l'agriculteur cultive là où les animaux ont l'habitude de passer et il encercle les points d'eau de cultures ». Aux dires des uns et des autres, il ressort qu'il y a deux logiques différentes qui s'affrontent : l'agriculteur, pour être né là et pour avoir toute une histoire dans le milieu, considère que cette terre est la sienne et l'éleveur, du fait qu'il est

²⁵⁰ Avocat sans frontière (ASF), 2016 gestions des ressources naturelles et gestions des conflits sur les ressources naturelles : quelle amélioration possible ? diagnostic des dynamiques de gestion communautaires participatives et des mécanismes locaux de résolution de conflit. 31 P

²⁵¹ Banque mondiale, revue diagnostic des dépenses publique de base dans le secteur de l'agriculture, le développement rural et sécurité alimentaire, ministère de l'agriculture et de l'environnement, 2014.

²⁵² , lit-on dans les News humanitaires de la semaine du 13 août 2021

tchadien et que tout tchadien a le droit de s'installer là où il veut (selon la constitution), se dit également que cette terre est la sienne. Les agriculteurs et les transhumants sont en concurrence ouverte pour l'utilisation de l'espace.

5 - Discussions sur les affrontements dans les années 1991 juste après le coup d'Etat de Deby

En octobre 1991²⁵³, de violents affrontements armés se sont produits entre faction des forces armées. Maldom Bada Abbas, qui était à l'époque vice-président de la formation au pouvoir, le Mouvement patriotique du salut (MPS), et ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, a été appréhendé. Selon les autorités, il aurait tenté de s'emparer du pouvoir par la force. D'autres sources affirment cependant que son arrestation était due aux tensions qui existaient entre ses partisans et ceux d'Idriss Déby, tant au sein du MPS que de l'armée. Ces événements intervenaient juste dix mois après l'arrivée au pouvoir du MPS. Plusieurs dizaines de personnes, appartenant pour la plupart à la communauté hadjeraï (tout comme Maldom Bada Abbas), ont été arrêtées. Quatre d'entre elles au moins ont "disparu" par la suite.

Au moins 40 autres Hadjeraï ont été exécutés extrajudiciairement, dans bien des cas en raison de leur origine ethnique ou parce qu'ils étaient des partisans notoires de Maldom Bada Abbas. Raymond Natangar, directeur d'études à l'École normale supérieure de N'Djamena, faisait partie des personnes arrêtées. Placé en détention à "la piscine", un bassin de l'ancienne présidence reconverti en prison et où les tortures étaient pratiquées sous Hissène Habré, Raymond Natangar a été passé à tabac et torturé. Il est décédé des suites de ses blessures en octobre 1991.

Un grand nombre d'autres détenus de l'époque auraient été torturés alors qu'ils se trouvaient aux mains des forces de sécurité. Roués de coups, privés de nourriture, à demi-asphyxiés, certains seraient morts des sévices subis. Le gouvernement actuel a toujours nié utiliser "la piscine" comme centre de détention, alors qu'il existe des preuves du contraire. Ce centre a été détruit plus tard, en juillet 1992²⁵⁴, dans le cadre d'une opération de relations publiques. En janvier 1992, le gouvernement a annoncé la libération de tous les prisonniers politiques, y compris ceux qui avaient été arrêtés lors de la tentative de coup d'État présumée d'octobre 1991. Les autorités n'ont toutefois publié ni le nom ni le nombre des personnes libérées et n'ont fait aucun commentaire concernant certaines informations selon lesquelles des prisonniers auraient été torturés ou secrètement tués. Quelques semaines après les libérations, Amnesty International a

²⁵³ Tchad cas d'appel AFR 20/05/93-EFAI- par le journaliste N. Samuel

²⁵⁴ *ibid.*

appris qu'une cinquantaine de personnes au moins, dont des soldats arrêtés en octobre 1991, n'avaient pas été remises en liberté

III - la négociation comme processus de résolution du conflit

Le mot négociation est souvent employé dans des sens différents, en d'autre terme parce qu'il y a un véritable problème de délimitation et de rigueur. Il est nécessaire avant d'aborder la conduite de la négociation de s'entendre sur-le-champ spécifique dans lequel elle sera utilisée. Dans notre étude, il s'agit d'une négociation dans une situation conflictuelle opposant les différents acteurs impliqués dans la gestion d'un même espace.

Selon Christophe Dupont (1990, op. Cit.), la négociation est « un système de décision par lequel les acteurs s'entendent de commun au lieu d'agir par voie unilatérale ». Cette définition est proche de celle de Kissinger (1969)²⁵⁵ selon qui, la négociation «est le processus qui combine des positions conflictuelles dans une position commune, de règles de décision étant l'unanimité ». Le problème est que la négociation peut s'ouvrir et avoir une issue favorable, il semble bien, que si elle est volontaire et avec l'intention de réussir. Ainsi faut-il la compléter par la perspective, non plus de finalité et de résultat, mais de processus. De ce point de vue, la négociation est une activité qui met face-à-face deux ou plusieurs acteurs qui, confrontés à la fois à des divergentes et à des interdépendances, choisissent de rechercher volontairement une solution mutuellement acceptable qui leur permettra de créer, maintenir ou développer une relation.

Selon Dupont (1990, op. cit.), La négociation fait intervenir six éléments : le face-à-face, l'intérêt commun, la divergence, l'acceptabilité, la volonté et la relation.

Le *face-à-face* peut être direct ou indirect mais qui implique une forme de communication (même sous forme abstraite comme par l'intermédiaire des médias).

L'existence de *divergences* qui peuvent aller de simples interprétations ou des perceptions différentes aux intérêts opposées, aux conflits de valeurs ou conflits déclarés.

L'existence d'*intérêt commun* par constatation d'une interdépendance : chaque acteur ne peut agir que par un accord de l'autre (ou des autres).

²⁵⁵ Kissinger H., 1969. The vietnam negotiations. Foreign Affair 47. 211-234

La reconnaissance de l'acceptabilité par chacune de la solution incorporée dans l'accord (étant bien entendu que l'accord ne signifie pas nécessairement un équilibre ni un partage à part égal de ressources ou de coûts).

Le caractère *volontaire* de la négociation : l'acteur choisit de rentrer, de rester ou de sortir de la négociation. A cet égard, le langage de la « négociation obligatoire » est critiquable. On ne peut pas obliger les acteurs à négocier dans le sens strict de cette définition, peut-être ne serait-ce que, susciter la négociation.

L'aspect *relationnel* est à la fois un instrument et le résultat que l'activité de la négociation attend.

On pourra donc dire que la négociation est un face-à-face d'acteurs, c'est une méthode spécifique de décision sociale, ce qui la distingue d'un affrontement. La négociation fait intervenir d'une manière plus ou moins décisive les comportements, de volontés, des pouvoirs, des facteurs affectifs et irrationnels.

1- La négociation parmi les divers modes de décision.

La négociation définie ci-dessus n'est pas la seule voie ouverte aux acteurs confrontés à des divergences dans une situation subie ou d'envisagée une interdépendance. Elle n'est qu'un cas parmi tant d'autres systèmes de décision ouverts aux acteurs. Établissement la typologie²⁵⁶ des voies ouvertes aux acteurs face aux problèmes qu'ils envisagent surmonter parmi lesquelles ils citent : L'évitement qui consiste à empêcher l'émergence immédiate du problème ou du conflit ; l'affrontement qui conduit les acteurs volontairement (au moins l'un d'entre eux et d'une manière éventuellement subie, pour l'autre) à faire de supériorité dans le rapport de forces. Il y a vainqueur et vaincu, tout ou rien, imposition exclusive d'une solution à l'autre, la loi du plus fort. Et enfin le *consensus* dans lequel les deux parties en présence mettent entre parenthèse leurs intérêts et surtout leurs pouvoirs propres dans le but de déclencher un processus de la solution unique et la meilleure.

2- La négociation et les éléments en jeu.

Toute négociation, quel que soit son domaine met en jeu certains éléments qui réagissent d'une manière interactive. Négocier c'est mettre en juxtaposition les éléments propres à chaque

²⁵⁶ Schmit et Tannenbaum (1958, cité par Dupont, 1990)

partie. Dupont (1990, op. cit.) distingue cinq éléments qui paraissent nécessaires de mettre en évidence dans la dynamique de la négociation : l'objet, le contexte, les enjeux, les asymétries du pouvoir (rapport de forces) et le comportement.

L'*objet* de la négociation n'est pas un élément toujours facile à identifier ou à préciser. L'objet dépend de la subjectivité du négociateur. D'une part celui-ci peut n'avoir qu'une idée floue de ce qui va être négocié. La formalisation de l'objet est une tâche nécessaire pour le négociateur voulant se préparer à la négociation. Si la négociation se noue autour d'un objet, l'objet s'inscrit lui-même dans un *contexte*. Le contexte inclut aussi bien l'environnement global de la négociation que des circonstances particulières, infiniment variables mais qui peuvent prendre une importance négligeable par la suite des événements. Dans la négociation l'*enjeu* est un élément capital. Le problème est que, comme l'objet, l'enjeu est rarement explicite, il se situe à des niveaux différents et n'est pas autonome mais en partie lié à la situation d'interdépendance caractéristique de la négociation. Une difficulté supplémentaire est que l'enjeu est évolutif, souvent relatif par rapport au temps et aux circonstances. C'est ailleurs cet aspect de plasticité de l'enjeu que peut être obtenue la convergence nécessaire à la conclusion d'un accord dans une situation où, au départ, se placent des divergences. Dans le face-à-face des acteurs, chacun met en jeu ses ressources et ses atouts mobilisables. La confrontation de ces pouvoirs forme le rapport de forces qui peut être très favorables ou défavorables pour l'une ou l'autre partie ou relativement équilibré. Rarement il y a une parfaite symétrie à cet égard et la plupart du temps une partie aura plus d'avantage que l'autre. Le dernier élément fondamental de toute négociation est la dynamique relationnelle qui s'instaure et se développe entre les parties. Cette dynamique résulte du comportement des acteurs. Il n'est pas possible de séparer dans la négociation le processus lui-même et le comportement des acteurs. Le comportement devient donc le centre de la négociation.

3- l'analyse des stratégies des agriculteurs et des éleveurs

L'analyse systémique s'intéresse au '' comment'' des choses. Dans notre cas, comment se tissent les relations entre les différents acteurs ? Alors l'analyse stratégique s'intéresse au ''pourquoi '' des choses : pourquoi les acteurs adoptent tel ou tel position ? Nous tenterons de dégager dans cette partie les stratégies qui motivent et conditionnent les comportements des agriculteurs et des éleveurs.

3-1 Les stratégies des agriculteurs.

Les stratégies des agriculteurs pour la grande partie, concourent à la préservation de leur mode de vie et de leur niveau de vie. Plus rares sont celles qui visent à une transformation de leur système de production.

Les agriculteurs à la recherche des terres : Face à la pression croissante sur les terres cultivables, les agriculteurs ont adopté une stratégie d'accroissement des surfaces cultivées et aux marquages des terres. Cette extension des surfaces cultivées se fait de plus en plus dans les zones marginales, traditionnellement réservées aux pâturages. D'une part, ces stratégies d'accroissement des surfaces cultivées vont à l'encontre d'une stratégie de maintien de la fertilité du sol et d'autre part, l'absence des droits de propriété individuelle indéniable n'incite pas les paysans à investir dans l'aménagement et l'entretien de leurs terres. Toutefois on observe une différenciation selon les localisations des parcelles. Les parcelles situées autour des habitations sont mieux entretenues, car ils détiennent un droit de propriété assez reconnu par les siens.

Par ailleurs, les agriculteurs ont adopté une stratégie de protection de leur terre. L'organisation spatiale des parcelles mises en valeur traditionnellement en rayon autour du village semble disparaître au profit d'une nouvelle organisation qui consiste à installer les cultures sur les terres se trouvant à la périphérie du village (le cas de Béhongo). C'est qui constitue une ceinture de sécurité pour le village.

Une tendance vers une gestion individuelle : L'extension des surfaces cultivées repose sur les stratégies individuelles qui dépendent du niveau de revenu de l'agriculteur et de ses relations avec les chefs coutumiers²⁵⁷. Cette course à la terre reposant sur des relations de clientélisme conduit à minimiser la gestion collective des ressources naturelles mais aussi de l'espace. C'est ainsi que la vaine pâture des résidus des récoltes connaît de problème aujourd'hui. Certains agriculteurs préfèrent récolter leurs résidus pour l'alimentation de leurs animaux en saison sèche. A Béhongo, la vente ou la location des terres se fait sans recours au chef de terre ni au chef du village.

²⁵⁷ Dugué P., 1999. Utilisation de la biomasse végétale et de la fumure animale : impact sur l'évolution de la fertilité des terres en zone de savanes. Etude de cas au Nord-Caméroun et essai de généralisation. Document CIRAD-TERA n° 57/99. 175 p

Accroître l'effectif du troupeau : D'autres enjeux conditionnent les stratégies des agriculteurs : le facteur risque, et qui peut même présenter un aspect contradictoire.

La stratégie d'accroître les surfaces cultivées et en même temps chercher à augmenter les effectifs du troupeau pour pallier aux risques peut paraître contradictoire. Mais cette contradiction n'apparaît pas assez clairement dans la tête des agriculteurs. Pour l'instant, l'élevage semble être encore un investissement rentable où les agriculteurs investissent le surplus du revenu de coton et d'arachide.

Le développement de l'élevage chez les agriculteurs leur donne sans doute, une indépendance en ce qui concerne le remplacement de leurs animaux de trait vis à vis des éleveurs mais entre en concurrence avec les troupeaux de transhumants sur les ressources fourragères.

La préservation du niveau de vie : Nombreux sont les pratiques mises en œuvre par des agriculteurs pour répondre aux défis auxquels ils sont soumis. Il va de la migration à la diversification ou à l'abandon de certaines cultures. Devant cette situation de pression foncière, Certains agriculteurs ont choisi la fuite. Ils quittent leurs terroirs saturés pour s'installer dans les zones les moins saturées. C'est le cas des paysans de Guila-Gondoré qui ont quitté leur village pour la zone de Danamadji. Les stratégies adoptées par les paysans dans le sud du Tchad semblent contredire la thèse de Bosérup (1970)²⁵⁸ selon laquelle, l'accroissement de la population constituerait un moteur de l'innovation et de l'intensification.

Dans la même perspective de recherche de la sécurité alimentaire et des revenus monétaires, de nombreux cas de diversification sont effectués par certains agriculteurs : culture de l'arachide (cas de Béhongo), de sésame, du haricot, etc. Ces stratégies individuelles, bien que rationnelles, mais s'avèrent en outre de plus en plus contradictoire avec ceux qui apparaissent souhaitable, si non prioritaire, à l'échelle régionale (le manque de contrat de fumure par exemple pour faire face à l'appauvrissement des sols).

Au défi des dégâts des cultures par des animaux des transhumants, les agriculteurs ont répondu soit en développant des variétés à cycle court et en abandonnant des variétés à cycle long (le manioc n'est plus cultivé à Béhongo depuis 1997, pourtant s'adapte bien au sol pauvre), soit en regroupant les cultures.

²⁵⁸ Bosérup E., 1970. Evolution agraire et pression démographique. Flammarion édit., Paris, 218 p.

3- 2 Les stratégies des éleveurs.

Les éleveurs qui constituent un groupe minoritaire dans la région, pour faire face à la rareté des terres pastorales, ont développé des stratégies plus strictes pour l'accès aux ressources et tentent de se faire reconnaître des droits territoriaux.

La politique de contrôle foncier : La transhumance se pratique pourrait-on dire par hypothèse là où la terre n'est pas un facteur limitant ou du moins organisée. Lorsque tel n'est plus le cas, quand la terre devient un facteur limitant, et que les droits et les règles qui doivent favoriser les déplacements des hommes et du bétail ne sont pas bien clairs : c'est la crise. Les éleveurs sont contraints, pour faire face à cette crise, de définir plus strictement les conditions d'accès aux ressources et tenter de se faire reconnaître les droits territoriaux. Bref, selon Digard²⁵⁹ les éleveurs sont entrés dans une logique de contrôle foncière, ce qui se traduit chez certains éleveurs par la sédentarisation pour marquer leur espace, chez d'autres en renonçant temporairement à la transhumance sur des grandes distances. Mais ces stratégies de contrôle foncière modifient l'organisation sociale des éleveurs transhumants d'une part et d'autre part, affaiblissent leurs relations (les réseaux) avec les agriculteurs. Pour se faire reconnaître et entendre, les éleveurs n'ont pas choisi la voie de dialogue. Ils ont adopté un comportement agressif et violent. Ce qui entraîne souvent des affrontements entre les deux groupes sociaux.

Nous avons vu que, les stratégies des sédentaires qui cherchent à s'approprier par la défriche des terres qui servaient jusqu'à là aux transhumants, obligeant ceux-ci à chercher à se sédentariser et à créer une poche de résistance en zone soudanienne. C'est une situation, pourrait-on dire de rapports de forces qui portent en elle déjà les germes du conflit. Depuis un certain temps, certains éleveurs transhumants font la conquête des terres, pas seulement pour accéder aux ressources, mais également pour y implanter leurs Ferricks⁵⁴ et leurs champs de manière plus ou moins durable. Certains Ferricks prennent l'allure d'un véritable village. Des tentes font progressivement place aux maisons construites et derrière celles-ci s'étendent des champs de maïs, du mil et autres cultures.

²⁵⁹ Digard J.P, Landais E, Lhoste Ph., 1993. La crise des sociétés pastorales. Un regard pluridisciplinaire. Revue Elev. Méd. Vét. Des Pays Tropicaux. 46 (3) p 683-692 ⁵⁴ Campement en Arabes tchadien.

Mais cette forme de sédentarisation des éleveurs transhumants ne semble pas constituer le stade ultime d'une évolution régressive et irréversible du nomadisme, mais semble plutôt être une forme d'adaptation provisoire et une condition de survie²⁶⁰.

Stratégie de recherche d'un équilibre économique : Compte tenu du faible taux de croit de leurs animaux, suite aux aléas climatiques devenus de plus en plus rudes, Certains éleveurs (Dakara, Foulata) s'adonnent aux activités agricoles pour éviter une forte ponction dans leur cheptel. La complémentarité entre ces deux activités contribue à atténuer les risques et à maintenir constant l'effectif du troupeau ou bien à l'accroître. Cette pratique entre en opposition avec les intérêts des agriculteurs. Chaque année, les éleveurs installent les cultures sur les parcs de leurs animaux et créent un nouveau parc. Les agricultures d'une part ne bénéficient plus de la fumure des animaux et d'autre part constatent chaque année que leur terre (selon les agriculteurs) est grignotée par les éleveurs.

3- 3 le territoire comme espace de confrontation.

A travers le fait de nommer les lieux, de les décrire et de les opposer à tels espaces se réalise une forme de territoire pertinent pour l'acteur. On retrouve les marquages d'appartenance à travers l'histoire de la vie «je suis née ici ». Afin d'aborder les différentes dimensions du territoire, on peut s'appuyer sur les travaux de Di Méo (1998)²⁶¹. Ce dernier évoque, lorsqu'il parle du territoire, différentes dimensions dont, l'espace produit, l'espace de vie et vécu et enfin de l'espace perçu et représenté. En effet, pour cet auteur, l'espace de vie c'est l'aire des pratiques spatiales, de l'expérience concrète des lieux. L'espace perçu et représenté nous renvoie à une configuration où la valeur du territoire est liée à l'histoire de vie, à la perception des racines qui le lie à la terre ou dans les discours. La troisième dimension que Di Méo développe est l'espace produit. Il emploie cette notion pour signifier à la fois l'espace patrimoine, l'espace hérité par les acteurs sociaux. Dans notre cas, les villages semblent bien révéler ce que Di Méo appelle territoire. Les villages sont des espaces concrets, produits et interprétés au travers des pratiques et la représentation. Ceci peut rejoindre la définition de l'espace géographique que Di Méo donne comme étant 'une combinaison spontanée d'espace existentiel et d'espace social'. Pour clarifier les relations des groupes sociaux à l'espace, il nous faut retenir la définition du territoire qu'en donne la géographe Le)²⁶² qui le définit comme

²⁶⁰ Retaille D., 1989. Le destin du pastoralisme nomade en Afrique. Inf. géogr. n° 53, p 103-113.

²⁶¹ 29 Di Meo G., 1998. De l'espace pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie, L'information géographique, n° 3, PP 99-110.

²⁶² M, Berre, 1992. Territoire. In : Encyclopédie de la géographie Sous la direction de et al Bally A. Ed.

‘‘la portion de la surface terrestre sur laquelle s’exercent des conflits en vue d’assurer sa domination’’. Dans Cette définition, le territoire est une aire géographique délimitée par des frontières où s’exerce la domination d’un groupe social sur les autres. Selon l’approche des ruralistes, le territoire est un lieu où convergent plusieurs forces. C’est une relation terre-homme. Il s’agit autant d’un principe d’organisation économique, sociale, Politique qu’une maîtrise et d’un contrôle de l’espace. Le territoire constitue donc un espace à gérer, à organiser. C’est un lieu de convoitise. Les forces individuelles et collectives s’y affrontent. Chaque individu ou groupe d’individus accepte sa propre stratégie de développement, sa propre vision de gestion.

3-4 Caractéristiques générales

Après l’analyse des différents contextes d’un conflit au Tchad, nous allons à présent nous attacher à rendre compte de la variété des mécanismes de résolution de conflits qui existent au Tchad, qu’ils relèvent de la « justice moderne » ou du « droit coutumier ». Il a été démontré dans ces chapitres précédents que la gestion de l’espace et l’accès aux ressources naturelles constituent les principales sources de frictions traditionnelles, mais les effets du changement climatique et les disputes autour de ces ressources dégénèrent souvent en conflits violents. Partout dans le Sahel, et plus particulièrement au Tchad, les différends entre les usagers des ressources naturelles sont nombreux et récurrents. Certaines localités, telles que le Mandoul, le Moyen-Chari, le Batha et l’Est du Tchad, sont particulièrement sensibles en ce sens qu’elles incarnent le centre de gravité des tensions intercommunautaires notamment les différends entre agriculteurs sédentaires et pasteurs mobiles. Confrontées aux conflits de différentes natures, notamment à ceux liés à l’accès ou le contrôle des ressources naturelles, les populations du Sahel ont depuis la nuit des temps mis en place des mécanismes de prévention et de gestion de conflits. Leur diversité est la résultante des spécificités de l’organisation sociale et des croyances des communautés qui ont su développer des instruments adaptés à leurs us et coutumes²⁶³. Différents mécanismes traditionnels de médiation n’entravent toutefois pas la philosophie commune sur laquelle ils reposent, à savoir la recherche d’un règlement à l’amiable des différends afin de préserver les relations sociales. Ces mécanismes traditionnels reposent sur les us et coutumes qui constituent leur force, d’ailleurs très bien maîtrisés par les

Economica. Paris, p 617-637

²⁶³ J., Baché et al., 2020. Bassin du lac Tchad : soutenir la cohésion sociale par l’appui aux mécanismes endogé de prévention, médiation et résolution des conflits ? Rapport de recherche. RESILAC/AFD-URD, 56 pages

communautés qui en sont les premières utilisatrices. De nos jours, face au développement (à la persistance et à la généralisation) des conflits, de

Nouveaux mécanismes de prévention et de gestion des conflits ont vu le jour un peu partout et œuvrent inlassablement en appui aux dispositifs traditionnels et aux structures de l'État Préexistants.

Ainsi, la cartographie des mécanismes établie par une étude récente menée dans le Bassin du Lac Tchad²⁶⁴ semble similaire à celle qu'on rencontre ailleurs dans le Sahel²⁶⁵ en ce qui concerne les différents niveaux d'organisation Des mécanismes. Dans le bassin du lac Tchad, bien que le contexte sécuritaire particulier

Imposé par la présence de la secte Boko Haram contribue à affaiblir les pouvoirs traditionnels, Les différents modes de prévention et de règlement des conflits d'usage subsistent tant bien Que mal. Comme partout ailleurs, à côté des mécanismes traditionnels, coexistent des mécanismes Locaux soutenus par les organisations internationales et les projets de développement et ceux Relevant de la justice moderne ou pénale auxquels les populations peuvent recourir en cas de Conflits. Pour Marty et al. 2010, les mécanismes de prévention et de règlement des conflits liés A l'accès aux ressources naturelles varient considérablement d'un groupe ethnique à l'autre (cf. Etude de cas). Chaque société développe ses propres mécanismes de prévention et ses propres Modes de règlement de conflits. Analysant les mécanismes de prévention et de règlement des conflits entre les usagers des Ressources naturelles au Tchad, ces auteurs distinguent les modes de prévention d'une part, et Les dispositifs de règlement des conflits d'autre part.

3-5 La diversité des mécanismes de prévention et de gestion Des conflits d'usage

Dans cette étude, nous entendrons par mécanismes de prévention et de gestion des conflits les "processus endogènes ou exogènes visant à prévenir, modérer ou résoudre les conflits". Ces Processus s'appuient soit sur des références aux coutumes, à la religion et à l'histoire qui sont fondés sur des normes et des valeurs perçues comme légitimes ou s'appuyant sur les instances judiciaires mobilisant des lois et des règles. Les mécanismes de gestion des conflits sont donc entendus ici au sens large, comprenant à la fois les dimensions de prévention, de médiation et de résolution des conflits²⁶⁶. Cependant, la notion de gestion des conflits est

²⁶⁴ Baché et al., 2020

²⁶⁵ ibid

²⁶⁶ Baché et al., 2020)

utilisée pour rendre compte tantôt des approches, tantôt des mécanismes ou encore des modes usités pour arriver à la résolution du différend. Qu'on parle de gestion ou encore de Résolution des conflits, l'on s'inscrit dans une perspective globale de diagnostic des « facteurs du conflit », de mise en interaction des différents protagonistes et de systématisation des voies

Matérielles et immatérielles qui consacrent la fin du conflit²⁶⁷. Dans cette Acception, la gestion des conflits est un processus opératoire dont la finalité demeure la Transformation d'une problématique sociale donnée. Dans le champ du développement, on Distingue trois formes de gestion des conflits, à savoir la gestion traditionnelle, la gestion Etatique et la gestion alternative.

3-6 Les modes traditionnels de prévention et de gestion des conflits : la remise en Cause des alliances

Les mécanismes traditionnels de prévention et de règlement des conflits constituent/ont fait partie des fondements de l'entente entre les différentes communautés partageant les mêmes espaces et exploitant les mêmes ressources naturelles. Ces mécanismes s'appuient prioritairement sur la signature/reconnaissance des pactes de non-agression, matérialisés par des alliances et des relations de bon voisinage. Du fait de la spécificité de l'élevage pastoral basé sur la mobilité des troupeaux, les pasteurs Etablissent depuis la nuit des temps des relations sociales très complexes avec les communautés Sédentaires afin de répondre aux impératifs socio-spatiaux²⁶⁸. Dans la région du Batha au Tchad, de nombreux pasteurs nouent des alliances (ou ahalié en arabe local) entre Elles et avec certaines communautés sédentaires²⁶⁹, relations qui leur permettent de bénéficier d'une certaine assurance pour l'accès aux ressources pastorales et pour la Protection de leurs biens, moyennant des échanges de quelques cadeaux. En cas de litiges, le mode de résolution préalable est le règlement à l'amiable. Ce mode de règlement par consensus permet de préserver l'alliance. Les exemples d'alliances les plus courants et les plus fonctionnels en zone sahélienne pastorale, tels que décrits par Djialta²⁷⁰ sont ceux qui unissent les différentes fractions arabes entre elles ou entre arabes et les autres communautés sédentaires "Dadjo et Missérié rouges Ratanine", "Djatiné et Bilala ", "Missérié noirs Salamanie et Mégami Mabar". Dans la zone soudanienne au contraire, à

²⁶⁷Dakoua 2017

²⁶⁸ Marty et al., 2010

²⁶⁹ Zakinet, 2015

²⁷⁰ Djialta et al., 2009

l'exception du pacte de non-agression conclu de longue date entre les Moundangs et les Peuls, il n'y a pas d'alliances entre pasteurs.

Conclusion

Cette dernière partie marque la fin du parcours de notre sujet qui porte sur conflits entre éleveurs et agriculteurs dans la sous-préfecture de Baikoro au sud du Tchad. Ces conflits sont devenus d'actualités parmi tant des défis complexes qui nécessitent une approche multidimensionnelle. A cet effet, nous proposons comme premier élément de paix, la gestion des ressources naturelles, la résolution pacifique des conflits et la promotion du dialogue entre les belligérants sont des éléments clés pour prévenir les tensions et promouvoir la coexistence pacifique. Il est important de continuer à soutenir les initiatives de médiation communautaire, de renforcer les capacités des acteurs locaux et de promouvoir des politiques et des pratiques durables pour résoudre ces conflits de manière équitable et durable. En travaillant ensemble, il est possible de construire un avenir meilleur et pacifique pour les futures progénitures et aussi prospère pour les éleveurs et les agriculteurs au Tchad en général et dans la sous-préfecture de Baikoro en partie.

CONCLUSION GENERALE

Conflits intercommunautaires dans le département des monts de Lam en général et dans la sous-préfecture de Baïkoro en particulier est une bombe à retardement qui permettant aux uns de s'enrichir et d'autres de s'appauvrir et s'installe la famine puis influent sur le développement de cette localité

Dans le sud du Tchad, ces conflits entre agriculteurs et éleveurs sont nombreux et complexes. A titre de rappel, ce pays a longtemps vécu des conflits en raison de son économie rurale qui repose sur l'agriculture et l'élevage. Les agriculteurs et les éleveurs se plaignent que les représentants des autorités locales et les juges ne garantissent pas un arbitrage impartial.

Les conflits entre ces deux communautés sont devenus très fréquents ces dernières années, entraînant parfois des dégâts importants (économiques, environnementaux. La mobilité pastorale est devenue plus complexe en raison de l'agriculture et de l'élevage de petits ruminants, qui tendent à être développés au sein du système de production sahélien. Ils sont également dus à l'occupation des espaces autrefois réservés à la transhumance par les agriculteurs. L'idée selon laquelle les catégories professionnelles d'agriculteurs et éleveurs correspondent à des identités inévitablement opposées et à des groupes socio-culturels se livrant une concurrence acharnée pour des ressources rares occulte est une longue histoire de complémentarité et de coopération.

Il faut noter qu'il est important de comprendre les systèmes pastoraux, les rationalités et les stratégies des agriculteurs et éleveurs. Les acteurs en charge de la conception et de la mise en œuvre des politiques et des interventions en lien avec le conflit agriculteurs-éleveurs devraient ancrer leur travail dans une compréhension solide et actualisée des systèmes pastoraux, des rationalités et des stratégies des agriculteurs et éleveurs.

En revanche, les conflits intercommunautaires au sud du Tchad en général et particulièrement dans la sous-préfecture de Baikoro, ont été une source de tensions et de violences civile à travers le territoire national, entraînant des pertes humaines et des déplacements de population. Selon les Nations Unies, depuis le début de l'année, ces affrontements ont fait plus de 500 morts, 600 blessés et plus de 7 000 déplacés. Le bilan des tensions communautaires au Tchad a connu une augmentation en 2022 par rapport à l'année précédente, avec plus de 528 morts jusqu'au 9 octobre 2022, contre plus de 400 en 2021. Le sud du pays enregistre la majorité des conflits communautaires, avec 56% des cas signalés. Ces

conflits sont souvent liés à des différends autour de la gestion des ressources naturelles, tels que les terres et les pâturages, ainsi qu'à des rivalités politiques et actes historiques.

Il est important de noter que les tensions intercommunautaires dans notre zone de recherche ne se limitent pas dans son sein, mais se manifestent également dans d'autres régions, telles que l'est, le lac et le nord. Ces conflits ont des racines historiques et peuvent transcender les frontières nationales, notamment avec les pays voisins comme le Soudan et la République centrafricaine.

Nous avons appréhendé que les causes des conflits au Tchad sont complexes et multifactorielles. Elles peuvent inclure des différends autour de la propriété des terres, des rivalités politiques, des tensions ethniques et historiques la différence religieuse, ainsi que des facteurs économiques et environnementaux. La gestion de ces conflits nécessite des mesures de prévention, de médiation et de gestion, afin de promouvoir la cohabitation pacifique entre les communautés et de prévenir de nouvelles violences.

En bref, les conflits intercommunautaires au sud du Tchad et dans d'autres régions du pays ont eu des conséquences tragiques en termes de pertes humaines, de déplacements de population et de destruction de biens. La résolution de ces conflits nécessite une approche holistique qui prend en compte les causes profondes et les dynamiques complexes de ces tensions.

Dans la sous-préfecture de Baikoro, ont été une source de comportement interethnique, la disparité sociale et l'orgueil entre différentes communautés.

En plus, ils ont connu une recrudescence ces dernières années, avec une augmentation du nombre de morts et de blessés. Les régions du sud du pays, y compris Baikoro, ont été lourdement touchées par ces tensions.

Pour résoudre ces conflits, des solutions à long terme sont nécessaires. Cela peut inclure l'identification et la mise en œuvre de mesures visant à répondre aux besoins des différentes communautés, tels que l'accès aux ressources naturelles et aux services. Les actions des associations civiles et des mouvements de lutte pour les droits de l'homme peuvent également jouer un rôle important dans la résolution de ces conflits apparait, à la lumière de de cette étude diagnostique, que les conflits entre agriculteurs et éleveurs s'enracinent dans l'histoire et le présent des communautés rurales. Dans la zone soudanienne comme dans la zone sahélienne, la récurrence des conflits constitue une tendance lourde que les acteurs locaux ont du mal à inverser en termes de changement pour construire des relations apaisées. Leur résolution

devient plus complexe, car nécessite des nouveaux outils. En effet, la gestion traditionnelle des conflits, souvent appelée méthode endogène, est cette forme de gestion qui a fait ses preuves depuis des siècles.

Ce mode de gestion mobilise le capital social, le patrimoine culturel des sociétés et les ressources religieuses. Les repères historiques des sociétés, les valeurs symboliques, éthiques et morales, de même que les conventions sociales intercommunautaires établies au fil de l'histoire comme les alliances (ahalié) constituaient les références majeures dans la résolution des conflits dans les zones à vocation agropastorale. Aussi, convient-il de noter que dans les années 2000, la gestion alternative des conflits portée des instances paritaires et des commissions mixtes ont permis également la régulation de ces conflits favorisant ainsi aux pasteurs des accès plus faciles aux points d'eau et aux parcours pastoraux. Elles ont aussi permis à une stabilisation des règles et une réduction des conflits.

Les résultats de l'étude révèlent malheureusement que ces derniers temps avec l'ampleur des conflits, que ces différents mécanismes de prévention et gestion des conflits ne s'adaptent plus. Pour la transformation positive des conflits liés à l'utilisation et au contrôle des ressources naturelles, il faut relever plusieurs défis : changer ou adapter les instances et les outils à partir desquels ces conflits communautaires étaient résolus.

En effet, il faut une approche holistique pour trouver de solutions pérennes à des conflits anciens mais qui participent à la dégradation du climat social dans le milieu rural. En somme, il faut repenser la gouvernance locale en matière de gestion foncière et surtout renforcer les capacités des communautés et des acteurs à la base dans la médiation et la négociation.

Cela leur permettra de faire une transformation positive des conflits dans un contexte respectueux des diversités socio-culturelles des acteurs en conflit. C'est dans ce sens qu'à partir des atouts et des faiblesses mis en évidence à travers l'analyse d'un échantillon des instances de prévention et de gestion des conflits, des propositions ont été faites et un plan d'action a été élaboré pour permettre au projet accepte d'accompagner pendant trois ans ces instances de prévention et de gestion des conflits.

La finalité de ces actions de recherche proposées est de renforcer les capacités des cadres de concertation et de négociation dans lequel tous les acteurs se retrouveront pour réconcilier leurs besoins différents et décider d'un commun accord par rapport à la gestion.

Malgré l'aridité qui caractérise les pays sahéliens en général et le Tchad en particulier, la Pluviométrie dans le Moyen-Chari permet le développement d'une agriculture pluviale de

Coexister avec l'élevage extensif. Mais l'intégration de ces deux activités dans le système de Production reste faible. Au fait l'utilisation des déjections animales à des fins agricoles Suppose en effet une agriculture centrée sur des sols intensément exploités. Or, dans le Moyen-Chari, une agriculture extensive est toujours praticable, en sorte que le recours à la fumure animale ne présente guère l'intérêt pour les agriculteurs.

Dans ces conditions l'agriculture et l'élevage demeurent techniquement dissociés, même s'ils ne sont pas Toujours sur le plan économique. Dans les villages étudiés, que la densité de la population Soit forte ou faible, l'organisation du terroir est toujours intégralement soumise à L'agriculture. Les paysans sont des populations d'agriculteur pour lesquelles l'élevage est Marginal. L'analyse des pratiques agricoles et pastorales montre que le bras de fer que se livrent les Agriculteurs et les éleveurs dans le Moyen-Chari résulte d'une situation très complexe et Multidimensionnelle.

La divergence des stratégies des agriculteurs et les éleveurs pour la Gestion de l'espace d'une part et la divergence dans la représentation et la construction de Leur territoire d'autre part semblent être les causes principales de cette situation conflictuelle.

L'on ajoute à ces causes d'autres séries de facteurs qui favorisent le déclenchement et la Persistance du conflit. Il s'agit : de la perturbation climatique durant ces trente dernières années qui a contraint les éleveurs de la zone septentrional à migrer dans le sud du pays, zone à vocation agricole, de la poussée démographique qui a entraîné une augmentation en besoin des terres cultivables et la pression sur les ressources, l'introduction de la culture attelée en 1957 a permis également aux agriculteurs d'étendre leurs surfaces cultivées Et de mettre en valeur des terres lourdes des bas-fonds qui servaient de pâturage, et en fin les séquelles indélébiles laissées par les situations socio-politiques qu'a connu le pays dans les années 80 et qui ont contribué d'une part à la détérioration rapide des rapports entre agriculteurs et éleveurs, d'autre part à l'affaiblissement du pouvoir des autorités traditionnelles qui étaient chargées de régler ces conflits d'usage, laissant la place à l'arbitraire et à l'injustice.

Par ailleurs, les systèmes de production traditionnels ont montré leur fragilité avec les sécheresses des dernières années (1973, 1984). Les systèmes de culture apparaissent de plus en plus bloqués, dans la mesure où l'espace agricole utile par habitant se raréfie. Les stratégies des paysans ne semblent pas évoluer vers des formes intensives d'utilisation d'espace, mais ils ont réagi plutôt en accentuant leur "consommation" d'espace : ouverture des nouveaux champs dans les zones qui ont des médiocres valeurs agricoles ou bien par la "fuite" vers les zones les

moins peuplées. Quant à l'élevage transhumant qui, jusqu'à vers les années 70, était bien géré dans un cadre des réseaux de relations dans le Moyen-Chari, il rencontre aujourd'hui de plus en plus de difficultés qui compromettent sa viabilité en dehors de ces réseaux. Au vu de ce qui précède, on peut dans la mesure du possible encourager l'intensification du système de culture et de l'élevage. Mais cette dernière ne se décrète pas : c'est un processus coûteux en travail, en capital et en savoir-faire ; elle se produit quand les investissements qu'elle suppose sont compétitifs (par rapport aux opportunités qui s'offrent à l'agriculteur et à l'éleveurs). Il existe deux conditions déterminantes à ce passage d'agriculture intensive : un facteur de contrainte (saturation foncière) et un facteur d'incitation (existence d'un marché rémunérateur pour les produits agricoles et d'élevage).

De même, dans le cadre du système de l'élevage, raisonnablement, les conditions économiques actuelles du Tchad ne permettent pas de concevoir un élevage rural à base de la culture fourragère. Celle-ci est très coûteuse et doit peut-être se limiter aux agro-éleveurs pour compléter la ration de leurs animaux de trait et les femelles en production en saison sèche. La base de l'alimentation restera encore longtemps sur les pâturages naturels. C'est pourquoi la priorité doit être la protection de ce qui reste du pâturage naturel.

Le problème qui se pose actuellement au Moyen-Chari, est une logique naturelle de défense et de conquête du territoire et par-là de l'identité de deux groupes sociaux différents qui se rencontrent. Cela ne pourrait qu'être favorable pour la région si le conflit débouchait sur une issue favorable, car les groupes sociaux ne peuvent progresser sans qu'il ait des oppositions et des affrontements.

Aujourd'hui, diverses instances locales, au niveau des cantons, villages prennent des initiatives pour l'autogestion du conflit. Bien que celles-ci soient loin d'être parfaite, prouve à quel point l'Etat pourraient améliorer l'efficacité de la gestion des ressources et du conflit dans les zones rurales en soutenant simplement les actions de ces instances issues des consensus des acteurs eux même Il convient de souligner que le travail effectué dans le cadre du mémoire est un diagnostic Rapide, qui est loin de relater toutes les réalités d'un sujet aussi complexe. Il faut aussi noter le caractère ambitieux de cette étude, la problématique de conflit agriculteurs/éleveurs est un sujet très délicat, mais constitue un thème de réflexion à coup sûr. Les relations agriculteurs/éleveurs et les problèmes fonciers découlant de leur coexistence sont pour l'instant, les contraintes majeures auxquelles se heurte tout développement de la zone. Les Interventions d'arbitrage ne seront efficaces que si les causes et les enjeux du conflit sont bien identifiés.

ANNEXES

Annexe 1 : Attestation de recherche

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
 Paix-Travail-Patrie

 UNIVERSITE DE YAOUNDE I

 FACULTES DES ARTS, LETTRES
 ET SCIENCES ET HUMAINES

 DEPARTEMENT D'HISTOIRE

REPUBLIC OF CAMEROON
 Peace-Work-Fatherland

 UNIVERSITY OF YAOUNDE I

 FACULTY OF ARTS, LETTERS
 AND HUMANS SCIENCES

 DEPARTMENT OF HISTORY

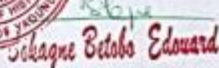
Ref N° 095 /Dept-Hist

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, **Pr. BOKAGNE BETOBO Edouard (MC)**, Chef du
Département d'Histoire à l'Université de Yaoundé I (FALSH), certifie que
 Monsieur **BEKIS-MBAYE ROUDOUMADJI**, matricule **18B727**, est inscrit
 en cycle de **Master** de l'année académique **2022/2023** et poursuit actuellement
 un travail de recherche sur le thème suivant : *"Conflits intercommunautaires et
 développement dans le département des monts de Lam : cas de la sous-
 préfecture de Baikoro, 1990-2021"* sous la direction du **Pr DZE-NGWA
 Wilbroad (MC)**.

Nous la recommandons aux responsables des centres de documentations,
 archives, autorités et toutes institutions de recherches nationales et
 internationales, en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir
 ce que de droit.

Fait à Yaoundé, le 15/12/2022
Le Chef de Département

Pr. Bokagne Betobo Edouard
 Titulaire de Conférences

Vu à l'arrivée à Baikoro,
 le 15/12/2022
 le sous-préfet



Djéanmoungoué Gustave
 184700

Annexe 2 : guide d'entretien

Les questions sont basées sur conflit éleveurs agriculteurs ou intercommunautaires.

- quelles les causes principales des conflits agriculteur éleveur au sud du Tchad ?
 - quels sont les facteurs qui stimulent les conflits intercommunautaires dans le milieu rural ?
 - quelles sont les principales activités agro-pastorales pratiquées dans la sous-préfecture de Baïkoro ?
 - Quel est l'impact de conflits intercommunautaires sur les activités agropastorales et le développement local dans cette sous-préfecture ?
 - Quelles sont les stratégies et perspectives pour apporter de solutions au changement et instaurer l'esprit de paix dans la sous-préfecture de Baikoro ?
 - Quels sont les acteurs et les types de conflits intercommunautaires dans la sous-préfecture de Baikoro ?
 - Quels sont les peuples et les différents types d'activités pratiquées dans la sous-préfecture de Baikoro ?
 - quelles les difficultés rencontrées les activités agro-pastorales dans le milieu rural ?
 - est ce que les activités pratiquées donnent le résultat propice ?
 - les agriculteurs et éleveurs s'en rejouent-ils de leurs pratiques ?
 - le conflit résout -il le problème entre ces deux communautés ?
- Est-ce que l'Etat prend part de ces différends ?
- est ce que ces deux communautés vivent pacifiquement à travers les activités et que leurs biens sont-ils repartis légalement ?
 - Les conflits intercommunautaires sont-ils les moyens adéquats pour obtenir ce qu'on veut ou parvenir à un objectif ?
 - existe-t-il les associations pour prendre soin des agriculteurs et éleveurs dans le milieu rural ?
 - vous avez un représentant si vous avez de problème ce dernier vous devant les autorités administratives ?

- qui s'occupe de vous lorsque les éleveurs transhumants vous attaquent dans vos champs en plein milieu de brousse ?

- qu'est ce qui cause souvent les conflits de parcelle entre vous les voisins ? Avez-vous de médiateur pour trancher vos différends ?

- le séminaire organisé le 11 au 14 février 1999 au palais du 15 janvier résout-il certains conflits entre vous et les agriculteurs ?

- les chefs traditionnels sont-ils de fois aux origines des conflits entre vous et les éleveurs nomades ?

- la campagne de médiation éleveurs/ agriculteur lancée 08 février 2002 pour le couloir de transhumance change t'il l'agenda de vous les éleveurs transhumants ?

- les éleveurs transhumants plaident pour la libre circulation de couloir de transhumance qu'en est-il votre avis ?

- que propose l'Etat tchadien pour stopper définitivement ces affrontements et installer la paix au Tchad ?

- quelles les causes de ces conflits à répétition que l'on ignore ?

- quels les principaux problèmes que rencontre l'agriculture Tchadienne aujourd'hui ?

- quelles les difficultés que rencontrent l'élevage tchadien de nos jours ?.

Annexe 3 : Les sept recommandations du Comité d'Entente et de Dialogue de Bédjondo et Baikoro.

1- Etablir des zones de pâturages fixes avec l'accord de tous

2- Etablir les routes de passages (couloir de transhumance)

3- Que le chef de canton avertisse les nomades dès leur arrivée des zones de pâturages et les Couloirs prévus pour eux.

4- Que des mesures coercitives (punition) soient prises contre ceux qui ne respectent pas les décisions

5- En cas de dégât commis par le bétail dans les champs, le cultivateur doit prévoir son chef du village, celui-ci informe les autorités supérieures si le problème le dépasse.

6- Le propriétaire d'un champ endommagé ne doit jamais blesser les bœufs égarés ou fautifs, mais les conduire auprès du chef de village. Celui-ci doit faire confiance au paysan dans ce cas-là et ne pas se laisser influencer par les fausses accusations sans fondement.

7- Le chef de village doit veiller à ce que la viande vendue dans le village ne provienne pas d'une viande d'un animal volé

Annexe 4 : Le Plan Agro-pastoral de Prévention des Conflits du Comité d'Entente et de dialogue de Bédjondo et Baikoro.

1- Mesures préventives de la part des autorités que le chef de P.A, ainsi que les différents chefs de canton convoquent les responsables des nomades qui transitent par la zone afin de leur prodiguer des conseils

- Que la Brigade Territoriale de Bédjondo réalise des tournées dans différentes zones où les nomades campent et par où ils transitent

- Que la Brigade Territoriale n'exige pas de droit de déplacement aux victimes

2- Mesures préventives de la part des paysans

- Les cultivateurs à travers leurs représentants cherchent à contacter les éleveurs en vue d'un dialogue qui facilite l'entraide et la collaboration.

- Dénoncer les voleurs de bétail

- Signaler aux chefs de village, chefs de canton, chef de P.A, l'endroit où un groupe de nomades vient d'arriver.

- Mesures préventives de la part des éleveurs sédentaires Ils feront des réunions avec les responsables des nomades pour leur prodiguer des conseils et Les sensibiliser aux respects de ces mesures.

3 – Après les dégâts commis mesures de la part des autorités

- Que la gendarmerie soit rapide

- Que la gendarmerie ne demande pas des droits aux victimes

- Que les jugements soient justes, équitables et impartiaux

- Que les amendes servent à dédommager les victimes

- Voir si possible de régler le conflit directement avec les intéressés à l'amiable.

Si nécessaire faire appel aux éleveurs sédentaires membres du comité de dialogue.

- Se mobiliser et se réunir à un endroit prévu à l'aide de Tam-tam, lorsqu'un sera agressé ou Qu'un champ non récolté sera piétiné.

- Ne pas agresser les éleveurs.

- Faire un compte rendu et l'envoyer au comité paroissial « Justice et Paix » et le comité de dialoguer en disant l'importance des dégâts et si le conflit a été ou non réglé à l'amiable.

Annexe 5 : Note circulaire

Le Nord correspond grosso modo à la partie du pays où l'islam est la religion dominante (zones saharienne et sahélienne) tandis que le Sud est situé en zone soudanienne où le christianisme est la religion principale. Si, dans un premier temps, les militaires français, artisans de la conquête, ont combattu puis vaincu les pouvoirs musulmans, le passage à une administration civile s'est traduit par une politique de mise en valeur du Sud, qualifié de « Tchad utile »

Depuis 1990, plusieurs journaux, le plus souvent hebdomadaires, dont le plus connu est N'Djamena Hebdo, paraissent régulièrement dans le cadre d'un processus d'instauration de la démocratie appuyé par l'aide internationale.

Nachtigal, voyageur et médecin allemand, auteur du remarquable Sahara et Soudan qu'il écrivit après un séjour de plus de cinq ans (1869-1874) dans le Soudan central, parle de « guerres sans fin. »

Réforme de l'agriculture Tchadienne par l'utilisation de semence de qualité : ministère de la production, de l'irrigation et des équipements agricoles, projet 2013-2023.

Il faut pourtant remarquer que les musulmans qui ont été chefs de l'État sont originaires du BET. Région désertique peuplée de Toubou, dans laquelle la densité humaine est de l'ordre de 0,1 habitant/km², elle ne connut aucune société à pouvoir centralisé.

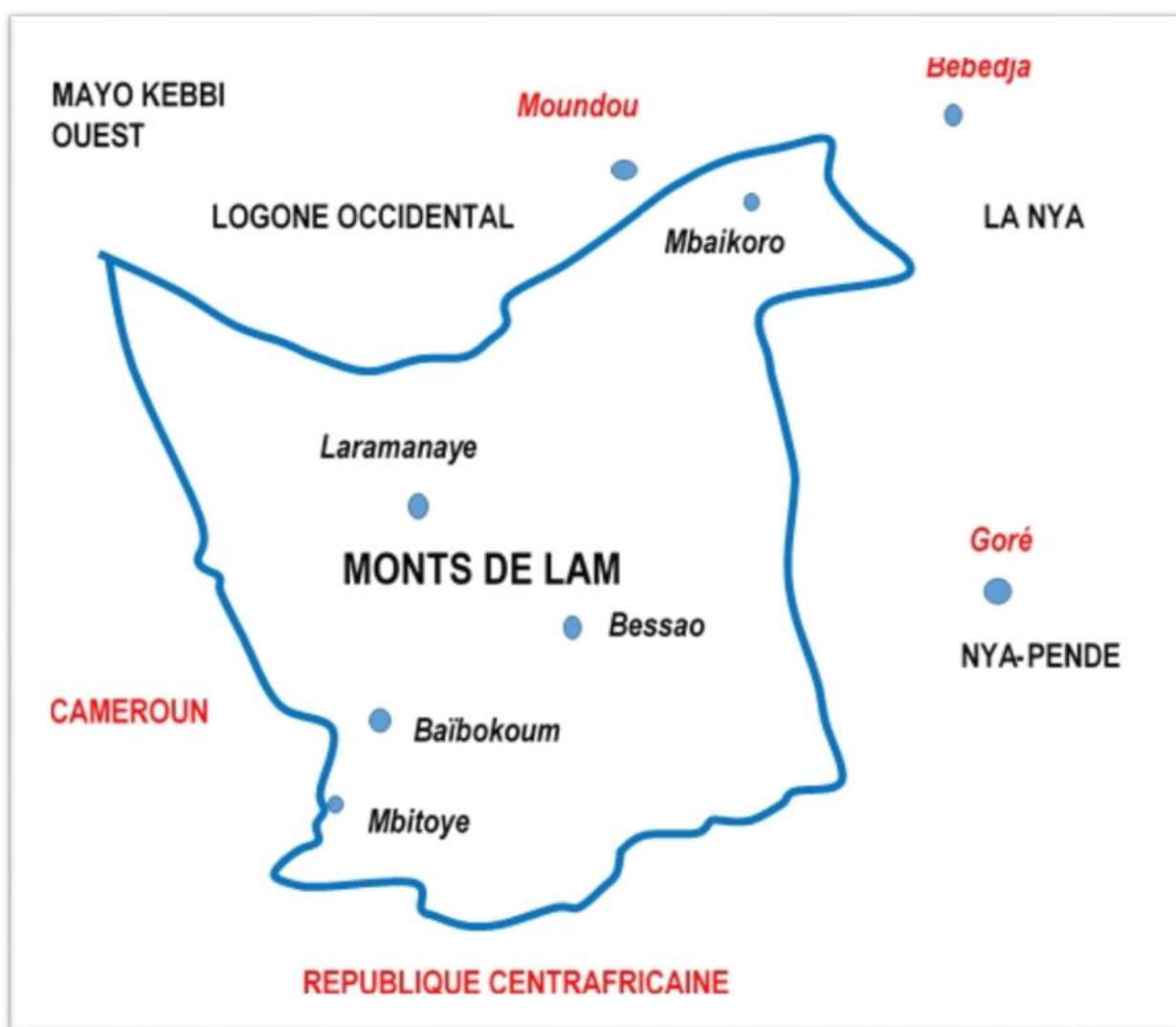
On remarquera que, durant les vingt années de pouvoir Sara, le choix du colonisateur en faveur du français n'a jamais été remis en cause.

Deux gisements ont été découverts. L'un dans la région du lac Tchad (d'une capacité de 150 millions de barils) et l'autre dans le sud à Doba

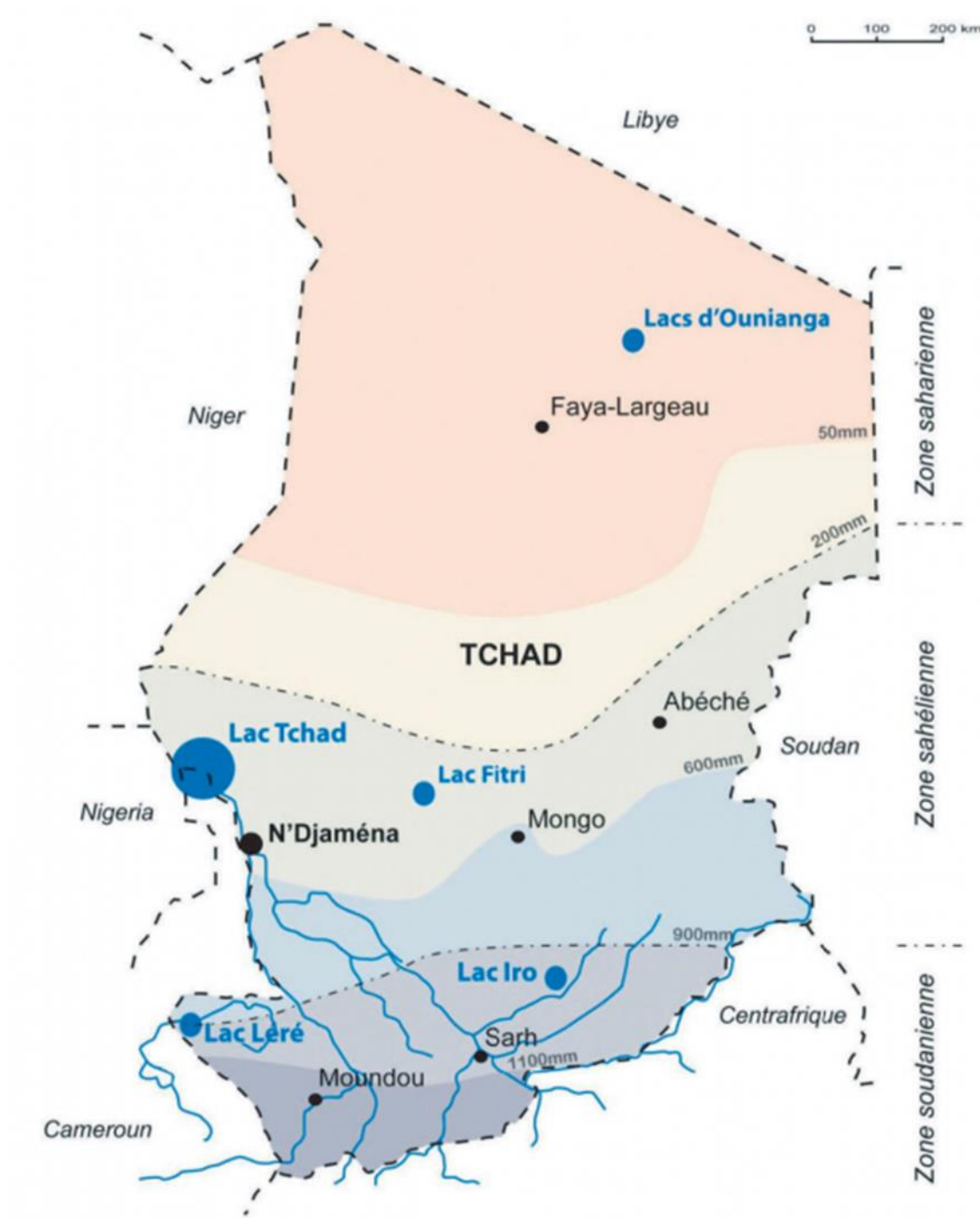
L'application des lois et des mécanismes de résolution de conflit ; préserver la paix et la sécurité puis favoriser le processus de développement et le désenclavement de la sous-préfecture par les voies de communications ainsi que le vivre ensemble des populations dans cette localité.

L'impact des conflits intercommunautaires dans la sous-préfecture de Baïkoro sur le développement est beaucoup plus négatif que positif.

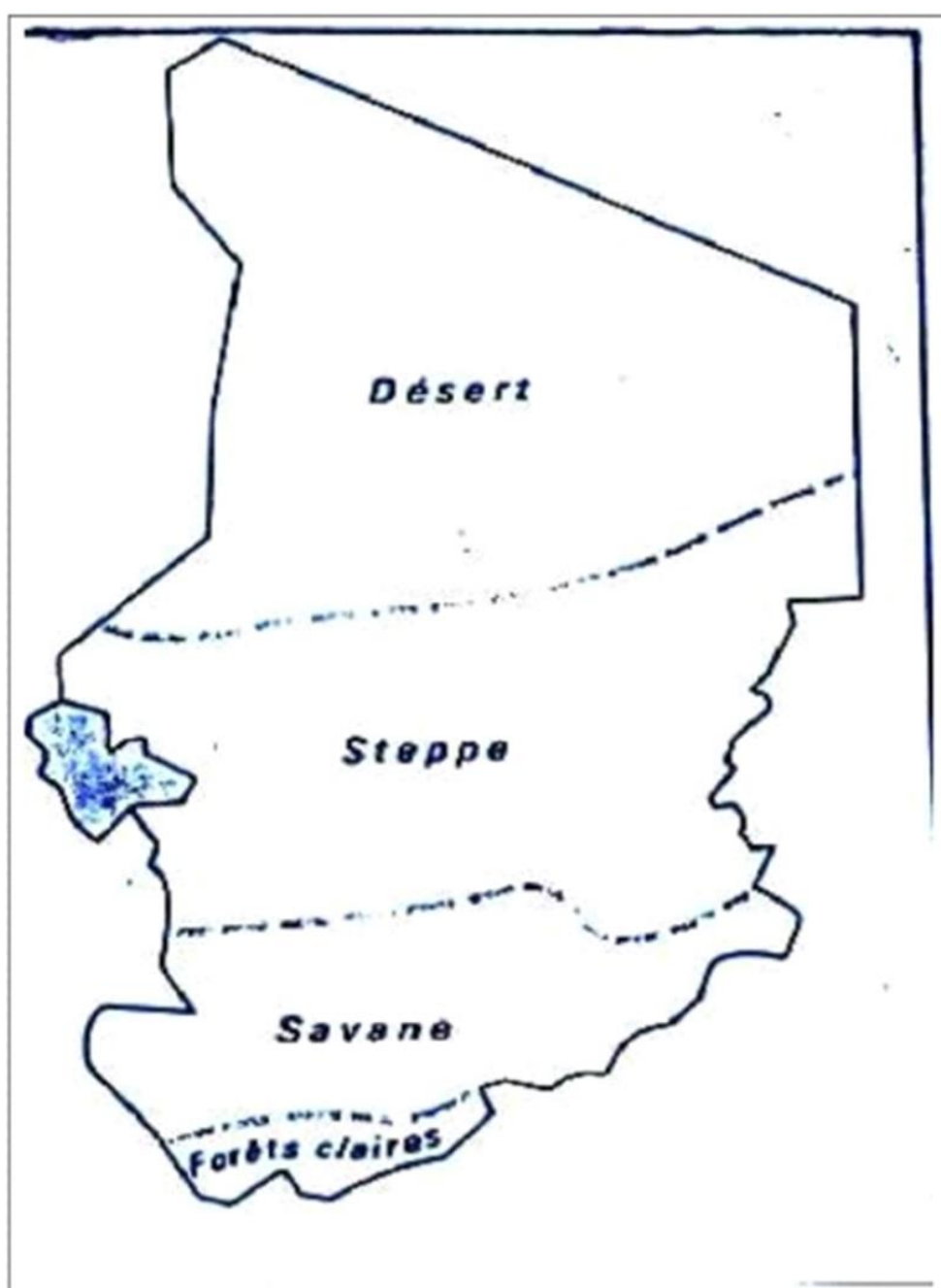
Annexe 6 : Carte de localisation de la zone d'étude.



Annexe 7 : carte de zone pluviométrique du Tchad



Source : Florence sylvestre enquête sur le terrain 2022

Annexe 8 : Carte désertique du Tchad

Source : Souleymane Ali, enquête sur le terrain en 2023

Annexe 9 : Mouvements saisonniers des pasteurs

Mouvements saisonniers des pasteurs

La carte des mouvements saisonniers que nous présentons n'indique qu'une partie de ces mouvements qu'il eut été impossible de figurer dans leur totalité et leur complexité.

Le mouvement des éleveurs arabes du Batha et du Ouaddaï présente la plus grande amplitude. Il atteint vers le sud, en fait, la frontière de la R.C.A. au Sud Salamat) et le Moyen Chari, et vers le Nord la limite sud du Borkou. La carte hydrogéologique explique l'amplitude de ce mouvement qui se dédouble sur une aire où les eaux sont aérées et dispersées, et où la nappe est à la fois profonde et précaire.

Ce mouvement affecte le caractère d'une pulsation autour du lit de Batha, la rivière temporaire qui traverse toute la zone du Ouaddaï au Fitri, d'Est en Ouest, au niveau du 13^e parallèle.

Les éleveurs revenant du sud s'alignent le long de cette rivière pour la franchir en juin avant qu'elle n'ait sa première, violente et dangereuse crue. Ils passent ensuite toute la saison des pluies au nord ; dans les sous-Préfectures de l'Ouadi-rimé, d'Haraze, l'Arada, atteignant certaines années les abords de Koro-Toro. Dès en Octobre ils amorcent leur mouvement vers le sud.

Ils profitent au passage des dernières mares subsistant dans le lit du Batha, puis pénètrent dans les Préfectures voisines qu'ils atteignent quand le champs des sédentaires sont déjà récoltés et par des itinéraires traditionnels généralement respectés.

Le mouvement des nomades kreda et kocherdu du Bahr el-Ghazal est aussi une pulsation autour du lit fossile de ces anciens fluviaux du Lac. Les kreda appellent "soro" et c'est sur les nappes de "soro", au nord de Moussoro, qu'ils passent la saison des pluies.

Après novembre ils se dispersent jusqu'en avril sur le plateau saharien où des nombreux puits et ciment les accueillent.

En Mai, se produit pour eux d'entre eux qui se trouvent au sud du 14^e parallèle une transhumance légère et courte vers l'Aka, zone argileuse sans puits au nord de la route de Fort-Lamy à Mi. On y trouve le regain, des rha-

res, les pâturages frais. Mais les "mouches" imposent dès juin le retour au Nord.

La carte hydrogéologique montre l'abondance des eaux qui épargnent aux éleveurs du Kanem et du Baguimi les longues transhumances. Des mouvements de faible amplitude se font à l'arrivée du front intertropical, puis en saison sèche pour des motifs d'épuisement des pâturages. Ces mouvements varient beaucoup d'une année à l'autre.

Des déplacements de courte durée et de faible amplitude mènent les troupeaux sur les eaux nappées, soit au cours de la saison des pluies, soit au début des chaleurs. Ces "cures" de natron ont pour but de lutter contre cer-

taines carences minérales (le natron donné au long de l'année sous sa forme de concrétion stimule l'appétit du bétail).

La carte ne montre pas les mouvements saisonniers des Fellata représentés surtout au Baguimi et au Mayo-Kebbi, ni ceux des autres pasteurs du Mayo-Kebbi, du Logone, du Mandoul, ceci pour éviter la surcharge et confusion. Il faut noter à ce propos que nombre d'éleveurs sédentaires confient leurs troupeaux aux nomades une partie de l'année.

La carte ne montre pas non plus les mouvements des Bororo, éleveurs de zébus, dont les cycles pastoraux traversent entièrement le pays d'Ouest en Est et les amènent au Soudan et en RCA.

Les mouvements des éleveurs de boeufs n'excluent pas la pratique d'une culture aléatoire du mil que certains sèment, entretiennent et récoltent au moment des passages sur le champ ou en y laissant quelques personnes.

Les axes indiqués pour les mouvements des pasteurs chameliers ne sont pas que de larges indications. Ces axes ne sont pas suivis chaque année dans toute leur ampleur. Ils montrent seulement une orientation des déplacements. Le mouvement annuel des troupeaux est lié aux pluies sporadiques de cette zone essentiellement saharienne.

Jean Chapelle

Atlas Pratique du Tchad
INTSH. 1992



SOURCES

Sources orales :

N ^o	Noms et prénoms	Ages	Lieu	Qualités	Date et heure
01	Adoum Bichara	55 ans	Moundou	Eleveur	14-11-22 à 19h30
02	Noudjigoto Joseph	50 ans	Beabo	Cultivateur	20-11-22 à 16h25
03	Nadjikimo Benoudjita	39 ans	Baikoro	Journaliste	18-12-22 à 18h09
04	Noudjialem Samuel	40 ans	Gore	Enseignant	10-12-22 à 17h00
05	Djekoiibe Jérémie	44 ans	Beabo	Cultivateur	18-11-22 à 17h00
06	Mahamat Wadi	50 ans	Moundou	Enseignant	14-11-22 à 10h30
07	Oumar Mainta	69 ans	Moundou	Chauffeur	17-11-22 à 14h30
08	Demba Anne	65 ans	Moundou	Commerçante	12-12-22 à 13h15
09	Marie Mbaddje	70 ans	Beabo	Cultivatrice	18-12-22 à 16h20
10	Madji Marcelin	75 ans	Beabo	Chef de village	23-11-22 à 12h15
11	Samedi Baldje	68 ans	Beabo	Chef de village	25-11-22 à 14h00
12	Gondje Marcel	80 ans	Baikoro	Adj. Chef	15-12-22 à 11h20
13	Kadji Essais	83 ans	Moundou	Juge	29-12-22 à 16h00
14	Ousmane Zara	38 ans	Baikoro	Commerçante	12-11-22 à 16h15

15	Mbaitoloum Albert	55 ans	Beabo	Cultivateur	10-11-22 à 11h30
16	Samedi Dadjé	45 ans	Baikoro	SG S/P	
17	Mbai Franklin	38 ans	Moundou	Enseignant	22-11-22 à 14h45
18	Milamen Félicité	32 ans	Beabo	Commerçante	20-12-22 à 15h45
19	Maiguedje Marie	45 ans	Moundou	Commerçante	30-12-22 à 10h40
20	Mariam Nour	40 ans	Baikoro	Commerçante	30-12-22 à 17h15

Ouvrages

Magrin, G. Le Sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir, Paris, Sépia, 2001, p. 25.

Arditi, C. « Les conséquences du refus de l'école chez les populations musulmanes du Tchad au XXe siècle », Journal des africanistes, 73 (1), 2003, pp. 7-22.

Azevedo, M. J. Roots of Violence. A History of War in Chad : War and Society, Londres, Gordon and Breach Publishers, 1998, vol. 4.

Lanne, B. « Scolarisation, fonction publique et relations interethniques au Tchad », Relations interethniques et culture matérielle au Tchad dans le bassin du lac Tchad. Actes du IIIe Colloque Mega-Tchad, Paris, 11-12 septembre 1986, Paris, éditions de l'Orstom, 1986, pp. 235-266.

Coudray, H. « Chrétiens et musulmans au Tchad », Islamochristiana, n° 18, 1992, pp. 175-234.

Vinculum, T. les peuls bororo dans le conflit centrafricain. Études de l'ifri-ifri, 2021.

Gondeu, L. pouvoir, conflit et communautés dans la tandjilé et le mayo kebbi au Tchad : une lecture de la longue durée de la période précoloniale à l'état postcolonial, université de Fribourg 2020.

Magrin, G. géographie d'une guerre ordinaire, écho géo 2008

Huchon, J. la reconquête de l'espace pastoral consolation à la pauvreté : les projets de restocking dans le nord-ouest du Kenya 2009.

Landais E., et Deffontaines J.P., 1988. Les pratiques des agriculteurs. Point de vue sur un courant nouveau de la recherche agronomique. Etudes Rurales, jan-mars 1988, 109 : 125-158.

Jouve P., 1997. Des techniques aux pratiques. Conséquences méthodologiques pour l'étude de production agricole et le développement rural. Communication au colloque sur « les méthodes pour comprendre et mesurer les pratiques agraires en milieu tropical et leur transformations » 10-11 décembre 1997-Niamey, p 13

Hubert B., 1991. Comment raisonner de manière systémique l'utilisation du territoire pastoral ? In : IV Congrès des Terres de parcours. Montpellier, avril 1991, Association Française de Pastoralisme.

Charlery de la Masselière B., 1999. Territorialités multiples et conflictuelles : réponses paysannes à la crise des campagnes africaines. In : les territoires de l'identité. Le territoire, lien ou frontière tome 1. Bonnemaïson J., Cambrezy L. Quinty-Bourgeois L. (Direct.), pp 245-257.

Kange Ewane, F. semence et moisson coloniales. Un regard d'africain sur l'histoire de la colonisation, Yaoundé, édition CLE, 1985, p. 86.

Marichal, R. " la critique des textes", in l'histoire et ses méthodes, (s/d) Charles Samara, Paris, encyclopédie de la Pléiade, 1961, p.1326.

Madjigoto, R. " évolution socioéconomique et environnementale de la région pétrolière du Logone orientale (Tchad). Paris 1, 2007.p. 17

Zakaria, B. " les coopératives et la problématique du développement socioéconomique du Tchad, de 1947 – 2012, aperçue historique". Université de Nantes 2016

Gingras Y. ; analyse socio-historique de l'usage du terme "conflit d'intérêt" dans la revue de la science 2006

Durkheim ; conflit comme question fondatrice de la sociologie sociologie du conflit 2021 P.33

Hugot P., 1997. La transhumance des Arabes Missériés et les batailles interminables d'Oum-Hadjer, Pari

Yosko I., 1999. Le nomadisme au Tchad : entre préjugés et la réhabilitation.

Mara, M. conflits intercommunautaires et paix sociale ; comment engager la jeunesse dans la recherche de la solution durable ? Novembre 2019.

Colloque

Communication à l'atelier sur le conflit agriculteurs/éleveurs tenu à N'djaména du 11-14 mai 1999. 5 p

Yung J.M, et Zaslavsky, 1992. Pour une prise en compte des stratégies des producteurs. Coll. Documents systèmes agraires n° 18. Montpellier CIRAD. Département Systèmes agroalimentaire et Ruraux, pp 9-17

Dieudonné ; V. et al, lutte armée et enjeu de la paix et de la réconciliation au Tchad ; actes de colloque international de Ndjamena du 10-11 février 2023, l'Harmattan septembre 2023.

Thèses

Reounoudji, F. " espaces, sociétés rurales et pratiques des gestions des ressources naturelles dans le sud-ouest du Tchad : vers une intégration agriculture-élevage", Paris 1 2003 ? thèse de doctorat

Conflits agriculteurs éleveurs dans la zone soudanienne ; le cas du moyen chari au sud du Tchad, mémoire DEA, université de Toulouse le Mirail en septembre 2000

Mémoires

Mbaiwatoré, F. gouvernance foncière et développement local dans le département de Ngourkosso au Tchad : cas de la sous-préfecture de Benoye, mémoire de master 2 soutenu en 2022 au département de géographie.

Edjimbi Ngotong, O. " le problème des réfugiés africains de 1960 -1980, approche historique", Mémoire de maîtrise d'Histoire, 1991, p. 2.

Bonsor, P. pratiques agro-pastorales : les conflits leurs impacts et leurs résolutions dans la sous-préfecture de Deli au Tchad, mémoire soutenu à l'université de Ngaoundéré dans le département de sociologie en 2017.

Djekounoumgoto, P. éleveurs en Souliers vernis et conflit éleveur- agriculteur dans la zone rurale de la sous-préfecture de Baïkoro au sud du Tchad, mémoire soutenu à l'université de Ngaoundéré dans le département de sociologie en 2016

Djondang K., 1998. L'évolution des systèmes familiaux face aux difficultés des cultures d'exportation : l'exemple de la région de Pala. Mémoire DEA, p 75.

Pabamé, S. conflits éleveurs agriculteurs dans la zone Soudanienne, le cas du moyen Chari au sud du Tchad ; mémoire du DEA septembre 2002, université de Toulouse le Mirail.

Article

Reounoudji F., mécanisme de prévention et de gestion des conflits au Tchad. *Afrique contemporaine* 274(2), p. 123-145, 2022.

Tidjani, I, élevage bovin et conflit en Centrafrique, *les cahiers d'outre-mer*, 272, p. 557-575, 2015.

Abdoulaye Adoum, S. Tchad : des guerres interminables aux conséquences incalculables, *guerre mondiale et conflit contemporain*, p. 45-55, 2012.

Zakinet, D. " des pasteurs transhumants entre alliances et conflits au Tchad " les arabes de salamat sifera et les arabes djaatné au Batha, dans *Afrique contemporaine*, 2015/3 (no255), p. 127-143

République du Tchad, ministère de l'élevage et de ressource animale, plan national de développement de l'élevage, 2009-2016. 2008.

Beledé, J. le Tchad est classé le 3^e pays à la production de cheptel le plus important en Afrique, mai 2018.

L'élevage et l'agriculture au Tchad : des secteurs à potentiel industriel encore sous exploité, *alwihda info*, 9 mai 2019.

Groupes migrant. *Annales de la Recherche Urbaine* n°59-60 : p 50-61.

Rapport

-Colloque Tchad, « Conflit Nord-Sud : mythe ou réalité ? », N'Djamena, Centre culturel Al-Mouna, 1995.

Mahamat Hassan, Rapport de la commission d'enquête sur les crimes et détournements commis par l'ex-président Habré, ses co-auteurs et/ou complices, suivi d'Enquête sur les détournements des biens publics, N'Djamena, [s. éd.], 2 vol., 1992.

Ndiaye, P. Le comte, la gestion durable. Des Parcours dans le Sahel : stratégies pratiques, gouvernance et promotion : note de cadrage, projet régional d'appui à la transhumance au Sahel, PRAPS, coordination régionale, 2006

Atelier national de validation de l'étude sur la filière mil et sorgho : rapport de novembre 2001.

Bertaudiere, L. les avantages de bovins à l'abattoir frigorifique de Farcha, *in* : rapport annuel Tchad, 1978, pp. 49-101.

Rapport de Ndjamena du 20 avril 2021

Toyoun N., Larme V., 1998. Rapport d'étude sur les entraves à la cohabitation entre les éleveurs et agriculteurs. Document APICA, 18 p.

Rapport CIRAD/SAR n°81/96. Stratégies des producteurs. Exploitation et gestion des ressources naturelles de la zone soudanienne. Tome 2, juin 1996, 128 p.

Rapport final du séminaire national, 1999. Sur les conflits agriculteurs-éleveurs 11-14 mai 1999 à N'djaména. 35 p

Marty A., " causes des conflits lié à la mobilité pastorale et mesure d'atténuation" rapport d'étude juin – septembre 2010, pp.54-58.

Source numérique

.(UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs To learn more about OCHA's activities, please visit <https://www.unocha.or>

<https://journals.openedition.org/vertigo/805?lang=pt>) Source : 'Bébédjia (sud du Tchad), un espace sous pression',

Source : 'Les conflits, l'insécurité et leurs répercussions sur le développement'

https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/pbf_irf-287_286_evaluation_finale_fao_niger_tchad_pbf_final.pdf

-

https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/pbf_irf-268_rapport_d_valuation_projet_transfrontalier_rca-tchad_pbf_031121.pdf.

TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....	i
SOMMAIRE	ii
REMERCIEMENT	iii
LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS	iv
LISTE DES ILLUSTRATIONS	vi
RESUME.....	Erreur ! Signet non défini.
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
I - CONTEXTE HISTORIQUE	1
I-1 CONTEXTE DE L'ETUDE	3
I- 2 - CONTEXTE NATIONAL	3
II - RAISON DU CHOIX DU SUJET.....	3
III- INTERET DU SUJET	4
IV - DELIMITATION DE LA ZONE D'ETUDE	5
IV- 1- DELIMITATION THEMATIQUE.....	Erreur ! Signet non défini.
IV- 2- cadre spatial.....	5
V- 3. DELIMITATION TEMPORELLE	6
VI- CLARIFICATION CONCEPTUELLE	6
VI- LA NOTION DE CONFLIT	13
VII - CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE	15
1. Cadre théorique.....	Erreur ! Signet non défini.
2- Approche théorique.	Erreur ! Signet non défini.
3. Méthodologie de collecte des données	21
VIII- REVUE DE LA LITTERATURE	16
IX - OBJEECTIFS DU SUJET DE RECHERCHE	19
X - Question de recherche	19

XI – PROBLEMATIQUE	20
XII - Difficultés rencontrées	22
CHAPITRE I : ETUDE GLOBALE SUR LES COMMUNAUTES AGRO-PASTORALES ET LEURS PRATIQUES DANS LA ZONE	24
INTRODUCTION	24
I- Les pratiques agricoles et pastorales	24
1-1- Les agriculteurs	24
1-2- Ethnonymie	25
1-3- la religion.....	26
2- Communautés d'éleveurs	26
2-1- Les peuls.....	27
2-2- Les Toubous (Goranes)	28
2-3- Ethnonymie	29
2-4- Les éleveurs transhumants	29
3- Sociétés économique	30
3-1- Mode vie des éleveurs transhumants.....	31
3-2- L'incertitude climatique	32
II – Pratiques des activités agro-pastorales au Tchad en général et en particulier dans la sous-préfecture de Baïkoro.....	33
1- Activités agricoles	33
1-1- Variabilité pluviométrique sur les activités agropastorales	33
1-2- cultures de la première nécessité : sorgho, maïs, mil,	34
2- Culture de rente : le coton ; sésame ; arachide etc.....	37
3- activités pastorales selon les zones	38
3 -1- La zone du sud	38
3-2- La zone du centre.....	39
3-3- la zone du Nord.....	39
4- La pratique	40

4-1- Difficultés que rencontre l'élevage.....	41
4 -2- Difficultés climatiques.....	41
5 - La gestion foncière	42
5- 1- Les autorités traditionnelles.....	43
5- 2 - les sociétés privées.....	44
6 - Ingérence de l'Etat dans les activités agro-pastorales	45
6-1- Problématique d'atout des activités agropastorales pour le pays	46
6-2- Politique foncière.....	47
III- Apport de l'agriculture et d'élevage dans l'économie nationale en général et en particulier dans la sous-préfecture de Baïkoro.	48
1- Apport de l'agriculture dans l'économie nationale.	48
2 - Apport de l'élevage dans l'économie nationale et intervention de l'Etat.	48
Relief	49
Climat et Végétation.....	49
Conclusion	50
CHAPITRE II : LES DIFFERENTES CAUSES DE CONFLIT.....	51
Introduction	51
I - Mobiles des conflits intercommunautaires au Tchad en général et dans la sous-préfecture de Baikoro en particulier.	51
1- Historique	Erreur ! Signet non défini.
2- Facteurs qui stimulent les conflits	54
3- La tension intercommunautaire	55
II - Gestion privative de pouvoir	57
1 - La violence comme mode d'accession au pouvoir	59
2- Situation d'accaparement du pouvoir	60
3 – Les puissances étrangères sur les conflits au Tchad	61
III- Tensions politiques.....	64
1 - La situation socio-politique.	64

2 - Dualité juridique de la gestion foncière au sud du Tchad.	68
3 - Domination du nord musulman sur le sud chrétien	70
4 - La gouvernance foncière.....	71
5- Facteurs déclenchant et aggravant des conflits.....	72
5-1- Facteur déclenchant les conflits.....	73
5-2- L'absence d'un système de gouvernance effective	74
6 - Complicité des chefs traditionnels.....	75
Introduction	77
I - Impact de conflits sur les activités agro-pastorales.....	77
1 -1- Conflits fonciers	79
1-2 - Conflits inter familiaux.	80
1-3 - Conflits entre les agriculteurs.....	80
1-4- Limites des parcelles.	80
II- Conflits entre les éleveurs.....	81
2-1- Conflits éleveurs agriculteurs.....	82
2-2- Conflits liés à la gestion des puits pastoraux.....	82
2-3- Conflits liés aux dégâts des champs non récoltés	82
2-4- Conflits d'idéologie aux conflits meurtriers.....	83
III - Situation conflictuelle dans les villages environnants de la sous-préfecture de Baïkoro.	85
1- conflits dans les villages Mengalang ; Bemian etc.....	88
2 – Conflit a Kabia et dans d'autres préfectures environnantes.....	90
3– Conflit a Danamadji	92
4- Conflit dans le canton Boi-Bessao par Baikoro.....	92
5 - Conflit dans le canton Panzeguïn/département de Lam	93
IV – impact des conflits sur domaine éducatif et politique.	96
1- Sur le domaine éducatif	96

2- Sur le plan politique.....	98
Conclusion	104
CHAPITRE IV : PERSPECTIVES, SUGGESTIONS, BILAN, ET RESULTATS DE	
DISCUSSION.	105
Introduction	105
I- Perspective suggestions la stratégie etc.....	105
1- Suggestion de refondation d'un Tchad nouveau	106
2- Suggestion de dialogue et de médiation.	106
3- Renforcement des capacités locales.	107
4- 4- Engagement de la communauté internationale.....	107
5- 1 Facteurs contribuant aux conflits,	108
5- 2 - Perspectives	109
5-3- Stratégie d'adaptations de techniques paysannes	110
5-4 Agrandissement des superficies emblavées :	111
5-5 Les semis précoces.....	112
II- La rotation des cultures.....	112
1 - Stratégie d'adaptation.....	112
2- La résilience.....	113
3 - Adaptation des agriculteurs et éleveurs	113
4 - Bilan général et résultats de discussion	114
III - la négociation comme processus de résolution du conflit.....	118
1- La négociation parmi les divers modes de décision.	119
2- La négociation et les éléments en jeu.	119
3- l'analyse des stratégies des agriculteurs et des éleveurs	120
3-1 Les stratégies des agriculteurs.	121
3- 2 Les stratégies des éleveurs.....	123
3- 3 le territoire comme espace de confrontation.	124

3-4 Caractéristiques générales.....	125
3-5 La diversité des mécanismes de prévention et de gestion Des conflits d'usage.....	126
3-6 Les modes traditionnels de prévention et de gestion des conflits : la remise en Cause des alliances	127
Conclusion	128
ANNEXES	134
SOURCES	145
TABLE DES MATIERES	151